



**Instruments
internationaux relatifs
aux droits de l'homme**

Distr.
GENERAL

HRI/CORE/1/Add.47
5 octobre 1994

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

DOCUMENT DE BASE CONSTITUANT LA PREMIERE PARTIE
DES RAPPORTS DES ETATS PARTIES

GUATEMALA

[25 mai 1994]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
INTRODUCTION	1 - 7	3
I. TERRITOIRE ET POPULATION	8 - 187	3
A. Caractéristiques géographiques	8 - 26	3
B. Division politique et administrative	27 - 29	9
C. Infrastructures et services	30 - 100	10
D. Situation économique	101 - 138	18
E. Situation démographique	139 - 187	22
II. STRUCTURE POLITIQUE GENERALE	188 - 474	31
A. Histoire et évolution politique	188 - 445	31
B. Régime de gouvernement	446 - 453	74
C. Structure des organes de l'Etat : pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire	454 - 466	75
D. Bureau du procureur chargé des droits de l'homme	467 - 469	77

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II. (<u>suite</u>)		
E. Ministère public et bureau du procureur général de la nation	470 - 472	77
F. Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme	473 - 474	78
III. CADRE NORMATIF GENERAL DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME	475 - 596	78
A. Droits protégés par la Constitution ou par une déclaration de droits et dispositions en matière d'abrogation	475 - 505	78
B. Application des dispositions des instruments internationaux	506 - 508	86
C. Autorités judiciaires, administratives ou autres compétentes en matière de droits de l'homme	509 - 549	87
D. Les recours dont dispose toute personne qui prétend que l'un quelconque de ses droits a été violé	550 - 596	99
IV. INFORMATION ET PUBLICITE	597 - 607	106

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est conforme aux directives établies par les organes de contrôle créés en vertu des traités, pactes et conventions relatifs aux droits de l'homme. Il est composé de chapitres portant sur le territoire et la population, la structure politique générale, le cadre normatif général de la protection des droits de l'homme et l'information et la publicité. Dans chacun de ces chapitres, les aspects propres à la situation de l'Etat du Guatemala sont brièvement décrits.

2. Il convient d'interpréter les données concernant la population avec les réserves d'usage, car les sources utilisées n'ont pas été actualisées. En outre, en raison de l'absence de certaines informations, dans quelques cas des estimations ont dû être faites qui ne correspondent pas toujours à des données fiables.

3. L'Etat du Guatemala est conscient de l'absence de sources d'information dignes de foi et les institutions consultées ont dû utiliser des données portant sur l'année 1992.

4. S'agissant de la structure politique générale, il a été procédé à une synthèse historique depuis la période préhispanique à nos jours dans le but de faire mieux comprendre les problèmes sociaux, politiques et économiques qui se posent au Guatemala en tenant compte de cette évolution.

5. Dans le cadre normatif général de la protection des droits de l'homme, le rapport fait une comparaison entre le droit international et la législation interne du Guatemala, qui a permis d'établir que ces droits sont pleinement protégés par la Constitution politique et la législation du pays.

6. En ce qui concerne l'information et la publicité, le présent document décrit en détail les actions entreprises dans ce domaine au Guatemala dans le but de faire mieux connaître, respecter et garantir pleinement les droits de l'homme.

7. A cette fin, le présent rapport général est soumis à la Commission.

I. TERRITOIRE ET POPULATION

A. Caractéristiques géographiques1. Situation

8. La République du Guatemala est la plus septentrionale des nations d'Amérique centrale. Elle est limitée au nord et à l'ouest par le Mexique, à l'est par l'océan Atlantique, la mer des Caraïbes, le Honduras et El Salvador, et au sud, par l'océan Pacifique. Sa superficie est de 108 889 km² et elle est située entre 13°44' à 18°30' de latitude nord et 87°24' à 92°14' de longitude ouest.

9. La superficie terrestre est d'environ 106 320 km², soit 10 639 000 ha. La superficie des lacs et des fleuves est d'environ 2 569 km², ce qui équivaut à 250 060 ha.

2. Climat

10. Au Guatemala, le climat s'étend du meso au mégathermique, d'humide à préhumide, bien qu'il existe des variations définies par des microclimats.

11. La température moyenne annuelle varie entre 28°C sur les côtes et 10°C dans les montagnes. Selon les régions, on observe des extrêmes de températures maxima et minima absolues, allant de 42°C à -5°C.

12. Dans l'ensemble du pays, les précipitations moyennes annuelles sont de 2 218 mm, dans les hauts plateaux de 1 600 mm, et des extrêmes variant entre 500 mm dans certaines régions et 6 000 mm dans d'autres sont observés. Les pluies sont principalement dues à la convergence intertropicale, mais également dans une certaine mesure aux cyclones tropicaux et aux fronts glaciaires en provenance de l'océan Arctique.

3. Hydrographie

13. D'une superficie approximative de 23 380 km², le bassin du Pacifique s'étend sur une bande presque parallèle au littoral de cet océan, depuis le sommet du Niquihuil, à la frontière du Mexique, jusqu'aux environs du sommet frontalier du Guatemala, d'El Salvador et du Honduras.

14. Le bassin du golfe du Mexique a une superficie d'environ 52 910 km². Il s'étend depuis la limite du bassin du Pacifique, jusqu'aux hauts plateaux du département de Totonicapán, suit les montagnes qui séparent le Motagua, qui se jette dans l'Atlantique, continue à travers les montagnes qui forment l'embouchure du Polochic, qui se déverse dans le lac d'Izabal, ainsi que du Cahabón, puis longe la chaîne de montagnes de Chamá ou de Santa Cruz, et sépare une partie du département d'El Petén du territoire de Belize.

15. Le bassin de la mer des Antilles a une superficie d'environ 32 610 km². Il est formé par les territoires arrosés par les fleuves qui se jettent dans la mer des Caraïbes.

16. Le territoire national compte aussi 300 lacs et lagunes, dont le plus grand est le lac d'Izabal, qui a une superficie d'environ 590 km². Le fleuve qui a le plus grand débit est l'Usumacinta. Son débit moyen est de 1 776 m³ par seconde. Les autres fleuves importants sont le Motagua, avec un débit moyen de 189 m³ par seconde et le Cahabón avec un débit moyen de 166 m³ par seconde.

17. Les eaux souterraines exploitables se trouvent surtout sur la côte du Pacifique, dans les vallées volcaniques des hauts plateaux et dans les vallées des grands fleuves.

4. Forêts

18. Les zones bioclimatiques sont définies, selon la méthode d'Holdridge, en 14 zones principales :

dorsale subtropicale;
sèche subtropicale;
humide subtropicale tempérée;
humide subtropicale chaude;
très humide subtropicale sèche;
très humide subtropicale froide;
humide de basse montagne subtropicale;
pluviale de basse montagne;
humide de montagne subtropicale;
très humide de montagne subtropicale;
sèche de basse montagne subtropicale;
pluviale subtropicale;
très humide subtropicale.

5. Régions physiographiques

19. Le territoire du Guatemala est situé entre deux des principales plaques ou failles géologiques du continent américain : celles des Caraïbes et de Cocos dans l'océan Pacifique. En raison de cette situation, c'est un territoire caractérisé par une intense activité sismique et un relief superficiel qui est le suivant :

- a) La plaine côtière du Pacifique est une région régulièrement plane, comprise entre le littoral et le massif montagneux jusqu'à 850 mètres au-dessus du niveau de la mer, et formée en particulier par une série d'alluvions, étroitement reliés entre eux. Il y a quelque 40 ans, c'était une région de forêts denses et luxuriantes. Actuellement, elle constitue une région d'exploitation intensive agricole et agro-industrielle destinée essentiellement à la culture de produits agricoles d'exportation. On y trouve des grandes savanes et des zones très froides, des forêts littorales de mangrove où la faune a généralement été décimée au point que quelques espèces ont complètement disparu.
- b) La chaîne volcanique est une bande de versants montagneux volcaniques. Elle s'étend depuis la cote des 550 mètres au-dessus du niveau de la mer jusqu'aux altitudes de 4 211 mètres au-dessus du niveau de la mer au sommet du volcan Tajumulco. Il y a deux sous-régions : la bande côtière dans la partie basse et les forêts nuageuses dans la partie élevée. Sur chacun des volcans du pays, se trouvent une flore et une faune vivant en communautés dont certaines espèces se sont si bien adaptées à l'altitude qu'elles ne

peuvent sortir du volcan. Chaque volcan est donc une île biotique pour les populations qui s'y sont installées définitivement. Il y a 33 volcans au Guatemala, qui sont alignés sur la cordillère qui s'étend parallèlement au Pacifique. Les volcans qui atteignent plus de 3 000 mètres de hauteur sont les suivants : Tajumulco, 4 220 mètres; Tacaná, 4 092 mètres; Acatenango, 3 935 mètres; Agua, 3 766 mètres; Fuego, 3 763 mètres; Santa María, 3 700 mètres; Atitlán, 3 536 mètres.

- c) Les hautes terres cristallines et sédimentaires constituent une vaste région formée par un ensemble de sommets et de cônes volcaniques, de plateaux et de vallées intérieures. Elles s'étendent sur presque la moitié du pays depuis la limite supérieure de la cordillère du Pacifique au sud jusqu'aux contreforts du nord dans les chaînes de montagnes de Los Cuchumatanes, de Chamá et de las Minas. Dans cette région, la complexité du relief a exercé une influence déterminante sur la répartition de la faune et de la flore, notamment parce qu'elle a créé des régimes particuliers de vents, de températures, de précipitations et d'humidité atmosphérique.
- d) Les basses terres d'El Petén constituent une vaste région qui s'étend vers le nord, et depuis les contreforts du système montagneux de Cuchumatanes et la limite supérieure des hautes terres. Dans la partie septentrionale des départements d'Huehuetenango, d'El Quiché et d'Alta Verapaz, elles s'étendent sur tout le département d'El Petén. Elles comprennent les basses terres du littoral atlantique, ainsi que le bassin du lac d'Izabal, du Dulce, le delta du Polochic et la partie basse de la vallée de la Motagua.

6. Sols

20. Conformément au système de classification des sols, établi par la FAO et l'UNESCO, on trouve dans le pays 13 catégories de sol. Quelque 70 p. 100 de ces sols se prêtent à l'exploitation forestière et 26 p. 100 à la production agricole intensive. Le sol le plus fertile est utilisé pour les cultures agricoles d'exportation et l'élevage du bétail.

21. La production agricole intensive est utilisée dans les cultures destinées à la consommation intérieure, notamment le maïs et les haricots (frijol), dans les régions des hauts plateaux où vit la plus grande partie de la population. Ces sols subissent un processus accéléré de dégradation dû à l'abattage des arbres, à l'utilisation de la culture sur brûlis et à la contamination causée par l'emploi de produits agrochimiques pour augmenter la productivité; le couvert végétal se détériore, la production forestière et les ressources en eau diminuent, la température du sol augmente et les composants de l'écosystème et la biodiversité sont détruits, nuisant ainsi à la qualité de la vie de l'homme.

22. Au Guatemala la classification des sols est la suivante :

- a) Terres agricoles de première catégorie : superficie approximative de 9 456 km². La majeure partie de ces terres est plane, avec des pentes inférieures à 4% et est utilisée pour l'agriculture et l'élevage intensifs.
- b) Terres agricoles de seconde catégorie : superficie approximative de 8 532 m². Terres planes légèrement ondulées, avec des pentes inférieures à 8% et destinées à une exploitation intensive ou très intense.
- c) Terres forestières et à usages multiples : superficie approximative de 29 667 km². Des études de faisabilité doivent être entreprises pour déterminer leur véritable potentiel pour la culture, l'exploitation des forêts et l'élevage. Des études descriptives concernant ces terres n'ont pas encore été faites pour obtenir les informations de base nécessaires.
- d) Terres essentiellement forestières : superficie approximative de 46 996 km². Ces terres ont une vocation forestière, bien que certaines petites parcelles soient utilisées à des fins agricoles.
- e) Sols karstiques : superficie approximative de 18 259 km², faisant partie des 46 996 km² de terres essentiellement forestières. C'est l'écosystème le plus fragile du Guatemala.
- f) Terres destinées à l'aménagement de l'environnement : superficie approximative de 10 818 km². On y trouve principalement des forêts de feuillus, mais également dans certaines petites zones des forêts de conifères et des espèces mixtes. Leur topographie est accidentée ou très inégale.
- g) Terres humides et marécageuses : superficie approximative de 2 625 km². Elles peuvent être utilisées intensivement si elles sont convenablement drainées; ce sont des zones d'érosion naturelle.

7. Flore

23. Le Guatemala présente une grande diversité de paysages qui a permis le développement d'une variété importante de la flore. Outre les espèces originaires du pays, on trouve également une grande quantité d'espèces provenant d'Europe et d'Orient.

24. On trouve différentes espèces de plantes ornementales et médicinales, qui seraient au nombre d'environ 10 000. Les plantes autochtones du Guatemala sont notamment les suivantes : fleur de roche, rocouyer, gallito, cheveu d'ange, agave, genêt, bois de croix, liane, gueule de tigre, mont d'or, clochette, fleur de bananier, gaïac, fleur de cacaoyer, patte de lion, matilisquate, acamayo, matapalo, patte de coq, tronadora, fleur de mort, fleur de pâques.

25. La nonne blanche est une orchidée qui est considérée comme la fleur nationale. Il existe une grande variété d'orchidées dont 242 se trouvent dans les départements suivants : Alta Verapaz; 111 à Izabal; 110 à Huehuetenango; 116 à Guatemala; 75 à Chimaltenango; 72 à Chiquimula et Zacapa; 72 à Quetzaltenango; 59 à San Marcos; 58 à Santa Rosa; 57 à El Petén; 47 à Sololá et 40 dans le reste du pays.

8. Faune

26. En raison de la diversité climatique du pays, on trouve au Guatemala une grande variété d'espèces animales, notamment les suivantes :

- a) Mammifères : sarigues, musaraignes, chauves-souris, pacas, coyotes, chats sauvages, blaireaux, sagouins, mouffettes, belettes, pumas, ocelots, tigrillos, jaguars, cerfs, écureuils, marmottes, rats des champs et rats d'eau.
- b) Oiseaux : on les trouve dans différentes régions :
 - i) Région montagneuse de Totonicapán : dindons ocellés, oiseaux-mouches, roitelets, perdrix et sanonnets des sommets, corbeaux, sharas des bois, rouges-gorges, éperviers des marais et tourterelles des savanes;
 - ii) Terres basses des Caraïbes : cobanchos, dindons communs, colibris blancs, harpies, sharas du yucatán, pintades, coqs des marais, perruches, aras macao, dindons d'El Petén, perroquets à tête grise, jaulines collarejo et tourterelles des savanes;
 - iii) Terres basses du Pacifique : oiseaux-mouches à gorge rubis, pintades, virellos verts, coqs des marais, colombes à bec rouge, perruches ondulées, pies, chinchirines, tourterelles des savanes, perroquets à plumes blanches et torrejos de antifaz;
 - iv) Terres arides : perruches ondulées, jaulines collarejo, tolobajos, éperviers des marais, colibris rouges, torrejos de antifaz.
- c) Espèces en voie de disparition :
 - i) Reptiles : cécilies, tortues marines, crocodiles de fleuve, crocodiles de marais, caïmans, iguanes, scorpions, masacuatas, sumbadoras, lézards et serpents tels que coraux, barbes jaunes, crotales, serpents des roches et lachesis.
 - ii) Mammifères : singes hurleurs, loutres d'Amérique centrale, ocelots, lamantins, grands fourmiliers, dauphins, porcs sauvages et sangliers;
 - iii) Oiseaux : canards de barbarie, jabirús, harpies, faucons pèlerins, dindons ocellés, aras verts, éperviers, aigles,

perruches, perroquets, cotorras, tecolotes, hiboux,
chouettes, colibris, moineaux et oiseaux-mouches.

B. Division politique et administrative

1. Départements et nombre d'habitants

27. Le Guatemala est divisé en 22 départements :

<u>Départements</u>	<u>Nombre d'habitants</u>
1. Guatemala	1 932 953
2. Alta Verapaz	538 772
3. Baja Verapaz	179 472
4. Izabal	179 427
5. Zacapa	102 672
6. Chiquimula	169 672
7. El Progreso	124 672
8. Jutiapa	273 172
9. Jalapa	241 272
10. Santa Rosa	254 272
11. Sacatepéquez	224 772
12. Escuintla	566 972
13. Chimaltenango	168 972
14. Quetzaltenango	443 772
15. San Marcos	623 772
16. Totonicapán	282 672
17. Sololá	235 272
18. Retalhuleu	307 672
19. Suchitepéquez	282 672
20. Huehuetenango	652 272
21. El Quiché	538 572
22. El Petén	280 111
Total	8 663 859

2. Régionalisation territoriale

28. Le décret n° 70-86 du Congrès de la République, qui constitue la loi préliminaire de régionalisation, dispose ce qui suit dans son article 3 : "aux fins de l'aménagement du territoire et du fonctionnement des conseils régionaux de développement urbain et rural, les régions suivantes seront

établies principalement en tenant compte des relations entre les centres urbains et le potentiel de développement des territoires environnants :

- I. Région métropolitaine : département de Guatemala.
- II. Région du nord : départements d'Alta et de Baja Verapaz.
- III. Région du nord-est : départements d'Izabal, Chiquimula, Zacapa et El Progreso.
- IV. Région du sud-est : départements de Jutiapa, Jalapa et Santa Rosa.
- V. Région du centre : départements de Chimaltenango, Sacatepéquez et Escuintla.
- VI. Région du sud-ouest : départements de San Marcos, Quetzaltenango, Totonicapán, Sololá, Retalhuleu et Suchitepéquez.
- VII. Région du nord-ouest : départements d'Huehuetenango et d'El Quiché.
- VIII. Région de Petén : département d'El Petén."

3. Collectivités locales

29. Sur le plan administratif, le territoire est divisé en 330 collectivités locales dotées d'un gouvernement autonome et exécutant leur plan de développement à l'aide de leurs propres ressources et de 8 p. 100 du budget national conformément à la Constitution politique de la République.

C. Infrastructures et services

1. Système routier et transports

30. Le pays compte environ 12 338 km de routes dont 25 p. 100 sont asphaltées, 42 p. 100 sont des chaussées en remblai carrossables toute l'année et 33 p. 100 sont des chaussées en remblai carrossables uniquement par temps sec.

31. Le réseau routier assure la communication entre la ville de Guatemala et le reste du pays, en particulier avec les chefs-lieux des départements et les principaux ports, ainsi qu'avec les postes frontières les plus importants.

32. Les régions les moins desservies par des routes sont les régions II, III, VII et VIII, qui sont également celles qui sont dotées du plus grand nombre de chaussées en remblai carrossables par temps sec.

33. Les départements les moins bien desservis même en voies carrossables uniquement par temps sec sont les suivants : El Petén, Izabal, Alta Verapaz, Huehuetenango, El Quiché et Baja Verapaz.

34. Le transport des passagers est assuré en grande partie par des autobus extra-urbains, qui acheminent également les marchandises.

35. Les services de transport sont assurés principalement à destination et en provenance de la ville de Guatemala et secondairement en provenance et à destination de Quetzaltenango, ce qui explique que 60 p. 100 des moyens de transport se trouvent dans les régions I et VI.

36. En 1987, le pays comptait 2 848 autobus extra-urbains qui ont transporté en moyenne 364 544 passagers par jour, soit 128 passagers par jour et par unité.

37. Le transport mixte constitue un système de transport très important sur le plan économique, car bien qu'il ne soit pas véritablement un système de fret, il assure une grande partie du trafic de marchandises du pays en plus de l'acheminement des voyageurs.

38. Les camions de transport de fret constituent le principal système d'acheminement des marchandises à l'échelon national.

39. Le transport par voie aérienne est commercial, privé et militaire. Le transport aérien commercial est assuré sur le plan international par une vingtaine de compagnies qui ont des liaisons directes avec le pays et cinq y font escale.

40. En 1989, 17 749 vols internationaux en provenance ou à destination de l'aéroport de La Aurora ont été enregistrés.

41. En outre, à l'échelon régional, les mouvements sont surtout dus à l'activité touristique, principalement sur l'itinéraire Guatemala-Tikal (via Santa Elena essentiellement).

42. L'activité privée est très limitée et est assurée par des petits aéronefs particuliers, qui desservent surtout des zones de production agro-industrielle qui, pour des raisons écologiques ou des problèmes d'accessibilité, font appel à des petites unités aériennes transportant généralement en moyenne 10 quintaux de fret. A l'échelon du pays, ce réseau dessert principalement la zone côtière des régions V et VI, et une partie des régions II, III, VII et VIII.

43. Le transport militaire tend surtout à faciliter la production locale dans quelques zones rurales peu accessibles, principalement dans les régions II, VII et VIII.

44. Le pays est doté de deux aéroports internationaux, l'un situé dans la région I à Guatemala, La Aurora, qui est le plus important et l'autre dans la région VIII à San Benito, dans le département d'El Petén; il s'agit d'aéroports mixtes, civil et militaire.

45. La majeure partie des aérodromes est située dans la région VI (34 p. 100 des pistes), en particulier dans les départements d'Escuintla Retalhuleu, Suchitepéquez, San Marcos, Izabal, Quiché, Poptún (Petén). Quatre de ces aérodromes sont à usage strictement militaire.

2. Voies ferrées et transports

46. Le chemin de fer constitue également un moyen de transport de voyageurs et de marchandises lourdes non périssables.

47. Le réseau comprend quatre grandes voies de communication, dont trois sont en service : 1. Guatemala-Puerto Barrios, qui dessert les régions I et III et assure le transport de la plus grande partie des marchandises, principalement des bananes; 2. Escuintla-Tecún Umán qui dessert les régions V et VI et assure le transport d'un certain volume de fret, principalement du café et du sucre; et 3. Guatemala-San José, qui dessert les régions I et V.

48. Les locomotives sont à moteur diesel et les voies sont à écartement étroit. En 1987, les chemins de fer ont transporté 700 000 tonnes métriques, mais en 1988 275 000 de moins, soit 425 000 tonnes métriques, dont 16 p. 100 étaient des chargements de bananes, 25 p. 100 d'autres produits d'exportation, 29 p. 100 des produits d'importation, 27 p. 100 des marchandises locales destinées au marché national et 3 p. 100 des colis postaux.

3. Ports maritimes et voies aquatiques

49. Actuellement, les ports maritimes du Guatemala peuvent assurer le transport de 8 700 000 tonnes métriques.

50. Sur l'Atlantique, dans la région III, se trouvent les ports de Santo Tomás de Castilla et de Puerto Barrios, qui réunissent 42,5 p. 100 de la capacité nationale et ont assuré en 1988 75 p. 100 des opérations portuaires du pays. Sur le Pacifique, dans la région V, se trouvent les ports de San José, Quetzal et Champerico, qui disposent de 11,5, 34 et 11,5 p. 100 de la capacité portuaire du pays.

4. Transports par voies fluviales et lacustres

51. Les principaux fleuves et lacs du pays sont utilisés pour le transport local et régional de marchandises et de voyageurs. Les principales voies fluviales utilisées sont les suivantes : l'Usumacinta (région VIII), le Sarstún (région III), le Polochic (régions II et III), le Motagua (régions I, II et III), le Dulce (région III), et le canal de Chiquimulilla (régions IV et V). Les principales voies lacustres sont les suivantes : Flores (région VIII), Izabal (région III), Atitlán (région VI).

5. Réseau d'énergie électrique

52. La production d'électricité du pays se répartit comme suit : 59 p. 100 est d'origine hydro-électrique, 22 p. 100 provient de turbines à gaz et 15 p. 100 est à base de vapeur.

53. La production d'énergie est répartie comme suit à l'échelon régional : région V, 35,9 p. 100, région II, 34 p. 100, région VI, 14 p. 100 et région I, 14 p. 100.

54. Le département d'Alta Verapaz produit la plus grande partie de l'énergie, avec 29 p. 100 du total du pays et 57,3 p. 100 de l'énergie

hydraulique; il est suivi par le département de Santa Rosa, avec 14 p. 100 du total du pays et 23,5 p. 100 de l'énergie hydraulique puis par le département d'Escuintla avec 12,8 p. 100 de la production nationale et la plus grande diversification des sources de production (en particulier 64,3 p. 100 provenant de turbines à gaz).

55. Les réseaux de transport de l'énergie sont dirigés principalement vers la région I, la partie sud de la région VI et les chefs-lieux des départements.

56. La région qui consomme le plus d'énergie est la région I, suivie dans l'ordre par les régions V, III et VI.

57. Certaines régions sont très mal desservies en énergie, principalement la région VIII, où 4,7 p. 100 seulement des agglomérations sont approvisionnées en énergie; la région II, où 7,3 p. 100 des agglomérations d'Alta Verapaz, et 7,5 p. 100 de celles de Baja Verapaz sont raccordées au réseau. Cette situation est d'autant plus frappante que c'est dans cette région qu'est produite la plus grande quantité d'électricité du pays.

58. L'Institut national d'électrification prévoit d'élargir le réseau de distribution en établissant des sous-stations de transformation et en mettant en place un système d'interconnexion nationale.

59. Selon les données concernant 1986, la consommation totale d'énergie électrique dans le pays était de 1 493 198 400 kW. La consommation du secteur industriel était de 528 660 300 kW (soit 35,4 p. 100 du total), tandis que la consommation à usages domestiques était de 456 443 100 kW, ce qui s'explique par le fait que 18 p. 100 seulement des logements du pays sont raccordés au réseau d'électricité.

60. Le potentiel de production d'énergie du pays dépend des affluents se trouvant dans chaque région.

6. Réseaux d'eau, d'irrigation et de drainage

61. D'une manière générale, chaque collectivité locale importante et les principales agglomérations du pays sont dotées au minimum d'un aqueduc. Dans la majeure partie des cas, les aqueducs sont administrés par les municipalités concernées, bien que certains d'entre eux relèvent du secteur privé. Toutefois, à quelques exceptions près, le fonctionnement et l'entretien de ces aqueducs laissent beaucoup à désirer, en raison des fortes déperditions d'eau.

62. On estime que 848 178 logements, où résident 67,34 p. 100 de la population du pays ne sont pas desservis par le réseau de distribution d'eau.

63. Selon les données concernant 1986, les réseaux d'irrigation desservent 126 782 hectares dans le pays, dont 34 417 hectares relèvent du secteur privé. La majeure partie des eaux utilisées pour l'irrigation est située dans les régions III (principalement à Zacapa), IV (Jutiapa) et VI (Quetzaltenango).

64. Le réseau d'assainissement des agglomérations du pays est moins développé que le réseau des aqueducs. La majeure partie des eaux usées se

déversent directement dans des bassins naturels, sans avoir été préalablement traitées, ce qui provoque leur contamination.

65. Le réseau d'assainissement dessert uniquement les zones urbaines, où seulement 15,78 p. 100 des logements sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées. Dans les zones rurales, ainsi que dans le reste des logements urbains, il est surtout fait usage de fosses d'aisances ou de latrines. Dans quelques cas, même dans les zones dotées d'un réseau d'évacuation des eaux usées, les logements desservis n'y sont pas raccordés.

7. Infrastructures et services de téléphone, de télévision, de radio, des postes et des télégraphes

66. La majeure partie des lignes du réseau téléphonique du pays est située dans la région I. En effet, sur les 131 867 lignes installées sur le territoire national en 1987, 82,82 p. 100 étaient situées dans la région métropolitaine, principalement dans la ville de Guatemala. La majeure partie des départements ne dispose pas de plus de 2 500 lignes.

67. La société guatémaltèque des télécommunications -GUATEL-, compte 61 immeubles de bureaux et d'installations, qui assurent également des services téléphoniques par l'intermédiaire d'opératrices et de publiphones et de postes téléphoniques communautaires. La majeure partie de ces bâtiments se trouve dans les régions suivantes : région VI, 17 agences, région III, 13 agences, région V, 11 agences et région I, 8 agences. La technologie téléphonique est actuellement convertie au système numérique.

68. L'Etat du Guatemala fait partie, par l'intermédiaire de GUATEL, de l'Union internationale des télécommunications. Le système d'intercommunication internationale se fait par le satellite INTERSALT. GUATEL possède deux stations terriennes pour les télécommunications par satellite.

69. Par l'intermédiaire des satellites internationaux, la population a la possibilité d'utiliser des antennes paraboliques pour recevoir les émissions des stations commerciales ou à péage d'autres pays. De même, des entreprises privées assurent ce même service à la population urbaine. L'Etat exerce un contrôle sur ces activités pour veiller au respect des accords internationaux dans ce domaine.

70. Le pays est doté de cinq stations de télévision en VHF et de quatre stations en UHF, dont l'une est publique.

71. En matière de radiodiffusion, 82 stations émettent en modulation de fréquence et d'amplitude dans la région métropolitaine. Une de ces stations diffuse ses émissions à l'échelon national. Dans le reste du pays 70 stations émettent en modulation de fréquence et d'amplitude. Trois d'entre elles sont des stations nationales qui sont situées dans les départements de Quetzaltenango, de Totonicapán et d'El Petén.

72. La direction générale des postes et des télégraphes du ministère des télécommunications, des transports et des travaux publics dispose de bureaux

de postes et des télégraphes, situés surtout dans les principales agglomérations du pays.

73. A l'échelon national, le service des postes compte en moyenne 1,26 facteur et 0,97 boîte aux lettres pour 10 000 habitants. Toutefois, la région I est la mieux desservie, car elle dispose de 3,43 facteurs pour 10 000 habitants; alors que la moins bien desservie est la région VII, avec 0,44 facteur. Par ailleurs, en ce qui concerne les cases postales, la moyenne nationale est de 9,50 pour 10 000 habitants, mais la proportion varie entre 29 unités pour 10 000 habitants dans la région I à 0,67 dans la région IV.

74. Le trafic postal est concentré dans la région I, qui envoie 60 p. 100 et reçoit 62 p. 100 du courrier. En ce qui concerne le trafic télégraphique, il est essentiellement concentré dans la région VI, avec 22 p. 100 des messages envoyés et 29 p. 100 des messages reçus.

75. Le pays compte quatre quotidiens du matin : El Gráfico, Prensa Libre, La República, Siglo Veintiuno; il existe également un journal du soir : La Hora; et un journal officiel dénommé Diario de Centroamérica, qui a une édition quotidienne.

76. Diverses revues sont aussi publiées dans le pays : Crítica, Crónica, Contacto deportivo, Polémica, Adonde Guatemala, Tinamit.

77. Six journaux radiophoniques importants sont diffusés dans le pays, le matin, à midi et dans la soirée. La télévision diffuse cinq journaux télévisés par des réseaux locaux, et un par un système de câble.

8. Système bancaire

78. Le système bancaire national comprend des banques nationales et privées. Il existe également un vaste réseau d'établissements financiers. Le système bancaire national est régi par le décret n° 315 du Congrès de la République, qui régleme les droits et les obligations en matière d'opérations de crédit ou financières, entre les banques du pays et les clients. Il est constitué de banques commerciales, hypothécaires, fiduciaires et mixtes. La majeure partie des banques appartiennent au secteur privé, et celles où l'Etat possède une participation sont peu nombreuses.

79. L'organe de contrôle du système bancaire est la Commission des banques, qui exerce une surveillance sur les banques, les établissements de crédit, les entreprises financières, les sociétés de garantie des assurances, et les autres entreprises déterminées par la loi. Le Conseil de la monnaie est chargé de fixer la politique nationale en matière monétaire et de changes en assurant la stabilité et le renforcement de l'épargne du pays.

80. La Banque du Guatemala est l'agent financier de l'Etat et à ce titre est chargée du bon fonctionnement de l'économie nationale.

81. Conformément à des réformes constitutionnelles, et dans le but de garantir la stabilité dans le domaine monétaire et du crédit, le Conseil de la monnaie ne peut autoriser la Banque du Guatemala à accorder un soutien

financier direct ou indirect, la garantie ou l'aval de l'Etat à ses entités décentralisées ou autonomes, ni à des entités privées non bancaires.

82. Les banques nationales sont les suivantes : Banco de Guatemala, Crédito Hipotecario Nacional, Banco Nacional de la Vivienda, Banco Nacional de Desarrollo Agrícola, Banco de los Trabajadores.

83. Les banques privées sont les suivantes : Banco Granai y Townson, S.A., Banco Industrial, S.A., Banco del Café, S.A., Banco del Ejército, S.A., Banco de Occidente, S.A., Banco Inmobiliario, S.A., Banco Agrícola Mercantil, S.A., Lloyds Bank PLC, Sucursal guatemala, Banco Uno, S.A., Banco del Agro, S.A., Banco Internacional, S.A., Banco Metropolitano, S.A., Banco de la Construcción, S.A., Banco Promotor, S.A., Citibank, S.A. Sucursal Guatemala, Banco Reformador, S.A., Multibanco, S.A., Banco Corporativo, S.A., Banco Empresarial, S.A., Banco del Nororiente, S.A., Banco de Comercio, S.A., Primer Banco de Ahorro y Préstamo para la Vivienda Familiar, S.A., Banco de la República, S.A., Banco de Exportación, S.A., Banco del Quetzal, S.A., Banco Continental.

84. Les sociétés financières sont les suivantes : Financiera Industrial y Agropecuaria, S.A., Financiera Guatemalteca, S.A., Financiera Industrial, S.A., Financiera de Inversión, S.A., Financiera del País, Financiera de Occidente, S.A., Financiera de Capitales, S.A., Financiera Metropolitana, S.A., Corporación Latinoamericana de Servicios Financieros, S.A., Financiera Reforma, S.A., ainsi que d'autres sociétés qui attendent d'être agréées et/ou n'ont pas encore commencé leurs opérations.

85. Les banques de dépôt sont les suivantes : Almacenadora Guatemalteca, S.A., Compañía Almacenadora, S.A., Almacenadora de Occidente, S.A., Almacenes de Depósito de El Crédito Hipotecario Nacional, Almacenes Generales, S.A., Almacenadora del Norte, S.A., Almacenes y Servicios, S.A., Almacenadora del País, S.A., Almacenadora de Inversión, S.A., Almacenadora Internacional, S.A., Centroamericana de Almacenes, S.A.

86. Les compagnies d'assurance sont les suivantes : Seguros de Occidente, S.A., la Seguridad de Centroamérica, S.A., Empresa Guatemalteca CIGNA de Seguros, S.A., Seguros Panamericana, S.A., Compañía de Seguros Generales Granai & Townson, S.A., La Alianza, Aseguradora General, S.A., Seguros Universales, S.A., Aseguradora Guatemalteca, S.A., Departamento de Seguros y Previsión de El Crédito Hipotecario Nacional, Comercial Aseguradora Suizo Americana, S.A., Seguros El Roble, S.A., Aseguradora La Ceiba, S.A.

87. Les sociétés de garantie sont les suivantes : Afianzadora Granai & Townson, S.A., Fianzas El Roble, S.A., Departamento de Fianzas de El Crédito Hipotecario Nacional, Comercial Afianzadora, S.A., Fianzas Universales, S.A., La Seguridad de Centroamérica, S.A., Compañía de Fianzas, S.A., Afianzadora Central, S.A., Fianzas de Occidente, S.A., Afianzadora General, S.A., Afianzadora Guatemalteca, S.A., Unión Central de Pilotos Automovilistas.

88. Les autres établissements de crédit et de services financiers sont les suivants : Instituto de Fomento de Hipotecas Aseguradas (FHA), Departamento de Monte de Piedad de El Crédito Hipotecario Nacional, Casa de Cambio CEI,

Servicios Internacionales, Casa de Cambio FOREX, S.A., SAQS Casa de Cambio, MONEX Casa de Cambio.

9. Equipements et services de santé

89. Le ministère de la santé publique et de l'assistance sociale dispose de 785 postes de santé répartis dans tout le pays alors que l'Institut de la sécurité sociale compte six postes de santé et 16 postes de premiers soins. Il y a également 220 centres de santé relevant du ministère de la santé publique, dont 32 appartiennent à la catégorie "A" avec 20 à 30 lits et le reste à la catégorie "B" et ne disposent d'aucun lit. L'Institut de la sécurité sociale compte 35 centres de consultations. Le pays dispose aussi de 35 hôpitaux relevant du ministère de la santé publique, dont 7 sont spécialisés, et sont dotés au total de 8 726 lits. L'Institut de la sécurité sociale compte 27 hôpitaux et 2 237 lits et le secteur privé 83 hôpitaux dotés au total de 2 434 lits et il y a 5 à 6 000 médecins.

90. A l'échelon national, il y a 7,2 médecins et 1,2 lit pour 1 000 habitants. Il manque 609 médecins et 4 549 lits d'hôpitaux.

10. Equipements et services éducatifs

91. Le niveau préprimaire bilingue comprend 1 992 établissements comptant 2 341 salles de classe. Il y a 750 écoles maternelles comptant 1 541 classes. L'enseignement primaire dispose du plus grand nombre d'établissements : 7 996 comprenant 30 069 salles de classe. Il y a 583 établissements d'enseignement élémentaire et polyvalent comptant 3 843 salles, dont 115 dotés de 1 016 salles pour l'enseignement polyvalent.

92. L'enseignement préprimaire bilingue compte 262 établissements dotés de 270 salles. Il y a 1 039 écoles maternelles comptant au total 2 919 salles. L'enseignement primaire compte 2 092 établissements comprenant 8 406 salles. L'enseignement élémentaire est doté de 946 établissements comprenant 5 335 salles. L'enseignement polyvalent est assuré dans 664 établissements dotés de 4 176 salles.

93. Il existe une université d'Etat et quatre universités privées, que fréquentent quelque 85 000 étudiants. Environ 75 p. 100 des étudiants suivent les cours de l'Université nationale. Chacune de ces universités dispose de son propre campus.

11. Equipements et services de loisirs et activités culturelles

94. La capitale est dotée d'un théâtre national comprenant 1 200 places et pouvant monter tout type de spectacle artistique. Il y a également cinq autres petits théâtres, ainsi qu'un théâtre en plein air, qui comprend le Centre culturel Miguel Angel Asturias. Dans les départements, il existe également des théâtres, dont les plus importants sont ceux de Totonicapán et de Quetzaltenango.

95. Dans le domaine des loisirs, il y a des terrains de football dans tous les départements où ont lieu des compétitions locales et nationales. La ville de Guatemala est dotée d'un stade, le stade Mateo Flores, qui peut accueillir

40 000 spectateurs assis. Ce stade fait partie d'un complexe sportif qui dispose d'installations pour presque tous les sports officiels de caractère international.

96. Dans les départements, les écoles élémentaires et polyvalentes disposent d'installations sportives qui peuvent être utilisées par la population.

97. Les principales agglomérations disposent de parcs de loisirs et de terrains et d'installations de sports et de jeux pour enfants. Il existe également des salles polyvalentes et dans certains cas des bibliothèques. Toutefois, dans les zones rurales, ces services ne sont pas bien répartis ou sont mal localisés.

12. Logement

98. On estime qu'il manque 790 700 unités de logement dans le pays. Cette pénurie touche essentiellement la qualité des logements et l'accession à la propriété, puisqu'une partie de la population du pays trouve un abri dans des logements de fortune ou dans de nombreux cas doit partager un logement avec plusieurs familles.

99. Ce nombre augmente chaque année à cause de la croissance de la population et pour que la pénurie reste stationnaire, il faudrait construire au minimum 42 800 logements par an. Toutefois ces besoins sont couverts dans la pratique dans la plupart des cas par des logements marginaux, puisque la construction de logements traditionnels et publics reste limitée.

100. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la construction de logements traditionnels est concentrée dans la région I et dans une mesure beaucoup plus limitée dans les régions III, VI et V.

D. Situation économique

101. Selon les données de la Banque du Guatemala, l'activité économique du pays en 1992, mesurée sur la base du produit intérieur brut réel (PIB aux prix de 1958), a progressé à un taux de 4,6 p. 100.

102. Cette évolution s'explique en grande partie par la reprise de la demande intérieure réelle, qui est due au dynamisme de l'investissement privé et à la croissance des dépenses de consommation privée, principale composante de la demande globale. L'investissement privé a été influencé principalement par la croissance de la construction et des biens d'équipement importés, alors que la consommation privée a été stimulée par le ralentissement de l'inflation et des hausses de salaires, les rémunérations des agents du secteur public et privé ayant été maintenues à 348 quetzales par mois et des nouveaux taux de salaires minimum ayant été adoptés dans la plupart des branches d'activité en novembre. Les crédits bancaires consentis au secteur privé ont augmenté de 34,7 p. 100 pour répondre à la demande des secteurs de la production, du commerce et de la consommation.

103. En 1992, selon les chiffres concernant les assurés à l'Institut guatémaltèque de la sécurité sociale (IGSS), les différentes branches de l'activité économique ont créé 8 805 postes de travail.

104. Entre 1989 et 1992, le nombre d'assurés à l'Institut a augmenté de 7 341, alors que la population active s'est accrue pendant cette période de 241 734 personnes. Sur 100 nouvelles personnes à la recherche d'un emploi seules 26 étaient protégées par le régime de sécurité sociale. Au cours de cette période, seuls 3 p. 100 des nouveaux membres de la population active ont eu accès à ce système.

105. Entre 1989 et 1992, les effectifs dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage ont baissé de 70 299 personnes, soit de 24,1 p. 100. Les besoins de main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier ont augmenté de 29 409 personnes; dans les services de 28 207 et dans le commerce de 13 183.

106. L'investissement privé s'est accru de 15,8 p. 100 par rapport à son niveau de 1991. L'investissement public a augmenté de 4,9 p. 100.

107. Les exportations de biens et de services ont progressé de 5,7 p. 100. L'évolution du secteur de l'exportation s'est pratiquement poursuivie sans marquer de hausse significative.

108. Le secteur agricole a crû, à prix constants, à un taux de 2,9 p. 100, ce qui traduit dans une certaine mesure une stagnation, qui s'explique par l'évolution de la demande externe des produits traditionnels d'exportation, le coton, le sucre, le café et les bananes.

109. La production de la campagne 1992-1993 en quintaux a été la suivante : sucre, 23,6 millions; café, 4,4 millions; bananes 9 471 400; coton, 560 000; maïs, 28 722 300; haricots et brisures de riz, 2 600 502 et 1 158 600 respectivement.

110. Le secteur industriel a progressé à un taux de 2,9 p. 100; la demande d'électricité de ce secteur a augmenté au cours de l'année de plus de 21 p. 100 par rapport au niveau de 1991, qui a été de 556 836 MWH. La consommation de diesel s'est accrue de 21 p. 100 par rapport à son niveau de 1991.

111. La production industrielle est principalement concentrée dans les secteurs des aliments et des boissons, des textiles et des vêtements, et des minéraux non métalliques. Sa part dans le produit intérieur brut (PIB) s'est élevée en 1989 à 2 452,8 millions de quetzales (12,7 p. 100 du PIB).

112. Dans le sous-secteur de la production industrielle manufacturière, une technologie relativement avancée et une main-d'oeuvre intensive sont utilisées, avec des entreprises comptant cinq salariés ou plus. La production industrielle manufacturière était assurée par 1 612 établissements industriels en 1987, dont 184 comptaient plus de 20 salariés. La majeure partie de ces établissements se trouve dans la région I et dans une moindre mesure dans la région IV.

113. L'exploitation minière permet d'extraire des minéraux métalliques et non métalliques. Les régions de production minière sont les suivantes : la région VII principalement à Huehuetenango, la région III, à Chiquimula, Zacapa, Izabal et El Progreso, la région II, dans l'Alta Verapaz et le Baja Verapaz, et la région I, à Guatemala.

114. Les principaux métaux extraits dans le pays sont le plomb, le zinc, l'argent, l'antimoine, le tungstène et le fer. Les principaux minéraux non métalliques extraits au Guatemala sont les suivants : le baryum, le quartz, le mica, le feldspath, le gypse, la withérite, la dolomite, le talc, le marbre et le sable.

115. Les investissements privés dans le secteur de la construction en décembre 1991 se sont élevés à 41 327,9 millions de quetzales, dont 34 225,7 millions de quetzales dans les zones urbaines et 7 102,2 millions de quetzales dans les zones rurales. Le secteur public a investi 75 366,8 millions de quetzales dans le bâtiment.

116. En 1992, la production d'énergie électrique a été de 2 430 745,7 MWH, dont 841 480,2 MWH étaient d'origine thermique et 1 589 265,5 MWH d'origine hydraulique.

117. Le pays produit 4 000 barils de pétrole par jour dans les régions II (Rubelsalto, Chinajá et Yalpemech) et VIII (Caribe, Tierra Blanca, Xan et Chocop). La production totale de pétrole en 1992 s'est élevée à 1 764 900 barils. En 1992 1 663 600 barils de pétrole ont été exportés. Le coût des importations de pétrole s'est élevé à 97 160 500 dollars E.-U. en 1992 et à 80 016 000 dollars E.-U. en 1993.

118. La consommation de combustibles dérivés du pétrole a été de 10 569 100 gallons en 1992 et de 10 173 800 gallons en 1993.

119. Dans le secteur du tourisme, en 1992 les rentrées de devises jusqu'en septembre se sont élevées à 170 282 500 dollars E.-U. et les sorties au cours de la même période ont atteint 74 456 100 dollars E.-U. En chiffres absolus, le solde net de ce poste jusqu'en septembre 1992 a été de 95 826 400 dollars E.-U.

120. L'indice général des prix à la consommation a augmenté de 14,2 p. 100, ce qui a dépassé l'objectif de 10 p. 100 fixé pour 1992 par rapport à 1991.

121. En 1992, la balance des paiements a enregistré une perte de devises monétaires internationales de 54,8 millions de dollars E.-U. Ce résultat négatif enregistré en 1992 s'explique par une série de facteurs, notamment par la croissance des importations de 35,2 p. 100 et une progression des exportations qui n'a été que de 4,7 p. 100. Cette situation est également due aux mouvements de capitaux, dont le solde net a baissé de près de 33 p. 100, ce qui équivaut à 233,5 millions de dollars E.-U., et principalement à une diminution des capitaux privés. La balance des paiements a été déficitaire en 1992, le montant des importations de biens s'étant élevé à 2 262 000 dollars E.-U. et celui des exportations à 1 287 100 dollars E.-U.

122. La balance des services a enregistré un solde net négatif de 59,1 millions de dollars E.-U., qui a donc presque doublé par rapport à 1991 où il s'était élevé à 30,9 millions de dollars E.-U. Le solde net des transferts en 1992, qui comprend les remises de fonds des travailleurs migrants, s'est élevé à 388,6 millions de dollars E.-U.

123. En 1992, les entrées de capitaux dans le pays ont atteint un total de 1 251,8 millions de dollars E.-U., dont 607,7 millions de dollars E.-U. provenaient de capitaux privés et 644,1 millions de dollars E.-U. de capitaux publics et bancaires. Le montant des sorties de capitaux s'est élevé à 775 millions de dollars E.-U.

124. Les principaux produits exportés vers les pays d'Amérique centrale en 1991 ont été les suivants : produits chimiques 22,2 p. 100; produits alimentaires 13,2 p. 100; matériaux de construction 10 p. 100; tissus, fils et filés, 7 p. 100; matières plastiques 5,2 p. 100; cosmétiques 4,5 p. 100; et vêtements 4,3 p. 100.

125. Le montant des opérations en capitaux privés, publics et bancaires a été inférieur de 476,8 millions de dollars E.-U. à celui de 1991, où il s'était élevé à 710,3 millions de dollars E.-U. Le flux net positif enregistré en 1992 au titre des opérations en capitaux privés est tombé à 565,4 millions de dollars E.-U.

126. L'évolution de l'économie extérieure en 1992 a entraîné une perte de réserves monétaires internationales de 54,8 millions de dollars E.-U.

1. Les agrégats monétaires

127. Les moyens de paiement ont enregistré un taux de croissance de 13,9 p. 100 et la monnaie en circulation a diminué de 88,8 millions de quetzales par rapport à 1991.

2. Le crédit bancaire

128. Les crédits consentis au secteur privé se sont élevés à 7 253,4 millions de quetzales.

129. Les crédits nets consentis au secteur public ont enregistré des soldes négatifs en novembre 1992 qui ont atteint 215,5 millions de quetzales. Les politiques de crédit élaborées par les autorités monétaires se sont traduites par un solde négatif des crédits de la Banque du Guatemala à l'administration centrale de 460 millions de quetzales en décembre 1992.

3. Taux d'intérêt

130. Le taux d'intérêt maximum autorisé par le Conseil de la monnaie était de 24,4 p. 100 à la fin du mois de novembre 1992; le taux d'intérêt des dépôts était de 10,9 p. 100. Les taux d'intérêt des opérations sur le marché libre de la Banque du Guatemala ont varié, en novembre 1992, entre 16 et 16,5 p. 100.

131. Le taux d'intérêt pondéré des dépôts (comptes d'épargne) était de 10,9 p. 100 et le taux d'inflation se serait élevé, selon les prévisions, à 12,8 p. 100.

132. En 1992, jusqu'en novembre, le coût des importations s'est élevé à 1 851,3 millions de dollars et les recettes d'exportation à 1 230 millions de dollars E.-U.

133. La moyenne des achats de devises jusqu'en novembre 1992 a été de 148,41 dollars E.-U., alors qu'au cours de la même période de l'année précédente, elle avait atteint 128,41 dollars E.-U.

134. Le taux de change d'un dollar des Etats-Unis était de 5 292 quetzales à la fin novembre 1992.

135. Les réserves monétaires internationales brutes sont tombées à la fin novembre 1992 à 380,1 millions de dollars E.-U.

136. Le taux d'inflation a été de 11,73 p. 100 à la fin novembre 1992.

137. Les recettes totales jusqu'en août 1992 ont atteint 3 695,5 millions de quetzales et le total des dépenses s'est élevé à 3 340 millions de quetzales, ce qui a dégagé un excédent budgétaire de 355,5 millions de quetzales.

138. Le solde total de la dette publique extérieure jusqu'en septembre 1992 s'est élevé à 2 156,5 millions de dollars E.-U.

E. Situation démographique

1. Croissance

139. En 1989, le Guatemala avait une population de 8 663 859 habitants. Son taux de croissance était de 3,13 p. 100, soit une augmentation d'un million d'habitants tous les quatre ans. Si ce rythme devait se maintenir, on prévoit qu'en l'an 2000 la population pourra atteindre 12,7 millions d'habitants.

140. La composante de la dynamique démographique qui influe le plus sur la croissance de la population est le taux de fécondité, qui dépend du nombre de femmes en âge de procréer, soit de 15 à 49 ans. Les taux globaux de fécondité selon les régions et les catégories sociales sont de 6,8 pour les femmes les plus démunies et de 3,3 p. 100 pour celles dotées de ressources suffisantes. Le groupe des femmes démunies représente 77,5 p. 100 et celles appartenant aux catégories sociales dotées de ressources suffisantes 22,4 p. 100.

141. Quelque 87 p. 100 de la population professe la religion catholique et 13 p. 100 appartient à divers cultes chrétiens et non chrétiens.

2. Densité

142. La densité actuelle est supérieure à 80 habitants au kilomètre carré, alors qu'en 1950, elle était de 27 habitants au kilomètre carré, et a donc triplé au cours de cette période. Chaque année la densité a augmenté d'environ 1,4 habitant au kilomètre carré.

143. Toutefois, sa répartition est déséquilibrée. Par exemple, la région métropolitaine ou région I, avec 1 932 953 habitants compte 1 023 habitants au kilomètre carré. Il y a lieu de faire observer que cette région est celle qui attire le plus la population migrante, et où vivent 58,4 p. 100 des catégories sociales les plus nanties et 44,9 p. 100 des groupes les plus démunis. Dans la région du centre et du nord-ouest des hauts plateaux, où se trouve la majeure partie des petites propriétés foncières, la densité est de

221,7 habitants au kilomètre carré. Dans la région des grandes propriétés, la densité est de 113,68 habitants au kilomètre carré. Le Guatemala occupe la seconde place en Amérique latine pour la densité de la population après El Salvador.

144. Le rapport population-terres cultivables est 3,3 habitants par hectare.

3. Indicateurs sociaux

145. Au Guatemala 1 710 000 foyers vivent en situation de pauvreté et 869 655 en situation d'indigence. Quelque 46 p. 100 des foyers en situation d'indigence vivent dans la région du nord-ouest et du sud-ouest. La proportion la plus faible de personnes se trouvant dans cette situation vit dans la région métropolitaine où 12 p. 100 des foyers sont indigents, soit 100 788 personnes.

146. Les catégories de la population vivant en situation de pauvreté appartiennent aux couches les plus jeunes où la forte fécondité se traduit par un pourcentage élevé d'enfants âgés de moins de 14 ans (49,1 p. 100); au sein de la population dotée de ressources suffisantes, ce pourcentage est inférieur aux niveaux correspondant au centre de la pyramide des âges jusqu'à 64 ans, où il atteint 60,5 p. 100.

147. En 1989 la population urbaine était de 3 013 697 habitants et la population rurale de 5 650 162 habitants.

148. La répartition par sexe est de 4 245 859 hommes et 4 418 826 femmes.

149. La répartition des catégories sociales est la suivante :

	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage</u>
Pauvres, dont	6 922 243	80
Indigents	5 138 679	59
Non indigents	1 783 564	21
Personnes dotées de ressources suffisantes	1 741 616	20

150. La répartition géographique des catégories sociales les plus pauvres est la suivante :

Zones urbaines : 2 017 718

Zones rurales : 4 004 525

151. La répartition par groupes ethniques est la suivante :

Autochtones : 5 448 011

Non autochtones : 3 215 848

152. La répartition par classes d'âge est la suivante :

<u>Ages</u>	<u>Personnes</u>
0-14	4 013 197
14-64	3 953 918
64 et plus	305 256

4. Education

153. La proportion d'alphabètes dans la classe d'âge de 7 ans et plus est de 60 p. 100 (3 985 449 personnes); 40 p. 100 de la population (2 686 903 personnes) sont analphabètes. Dans les zones rurales 70 p. 100 des habitants sont analphabètes et dans les zones urbaines 30 p. 100. Quelque 40 p. 100 de la population autochtone âgée de 25 ans ou plus est analphabète en espagnol.

154. Les niveaux d'instruction de la population âgée de 7 ans et plus est la suivante :

Sans instruction	2 829 414
<u>Etudes primaires</u>	
(1 à 3 ans d'études)	1 783 333
(4 à 6 ans d'études)	1 275 862
<u>Etudes secondaires</u>	
(1 à 3 ans d'études)	352 171
(4 à 7 ans d'études)	310 419
<u>Enseignement supérieur</u>	
(Etudes incomplètes)	73 837
(Etudes complètes)	47 316

155. Le système éducatif comprend les niveaux suivants : a) préprimaire, b) primaire, c) élémentaire, d) polyvalent, e) universitaire.

156. L'ensemble de la population d'âge scolaire n'a pas accès au système éducatif. Seuls 56,5 p. 100 des enfants âgés de 7 ans sont inscrits dans des établissements scolaires. Quelque 76 p. 100 des enfants âgés de 10 ans sont inscrits dans des établissements d'enseignement. Au sein de la population âgée de plus de 12 ans, 43,3 p. 100 des enfants de plus de 14 ans sont scolarisés.

157. En 1992, 79 312 enfants étaient inscrits dans des établissements préprimaires bilingues, dont 88,4 p. 100 dans des écoles publiques.

158. Au total 189 760 enfants sont inscrits dans des établissements d'enseignement préprimaire, dont 79 312 dans des écoles préprimaires bilingues

et 110 448 dans des écoles maternelles. Quelque 1 340 657 élèves sont inscrits dans des écoles primaires; 112 319 dans des écoles élémentaires et 41 525 dans des écoles polyvalentes.

159. Au total 218 022 élèves sont inscrits dans des établissements du cycle élémentaire et 104 622 dans des écoles d'enseignement général.

160. Il existe une université d'Etat, l'Université de San Carlos de Guatemala et quatre universités privées, les Universités Rafael Landívar, Francisco Marroquín, Mariano Gálvez et Del Valle. L'Université de San Carlos de Guatemala et l'Université Rafael Landívar ont des annexes dans divers départements de la République. Quelque 85 000 étudiants sont inscrits dans ces universités, dont 75 p. 100 à l'Université de San Carlos de Guatemala.

161. La structure du système éducatif est la suivante :

- a) Premier niveau : début du préprimaire, enfants âgés de 5 à 6 ans;
- b) Deuxième niveau : enfants âgés de 7 à 14 ans, un à six ans d'études;
- c) Troisième niveau : enseignement secondaire du deuxième cycle, enfants âgés de 14 à 18 ans; cycle élémentaire 3 ans, un à trois ans d'études; enseignement polyvalent, quatre à six ans d'études.

162. Les matières enseignées dans le secteur polyvalent sont les suivantes : sciences et lettres, industrie, techniques des marchés, mécanique générale, bâtiment, tourisme et sciences de la communication, administration municipale, comptabilité, orientation professionnelle, développement communautaire, techniques bilingues, cosmétologie, ressources naturelles, administration industrielle, hôtellerie et éducation ménagère, dessin technique et construction, électricité, mécanique, agriculture.

163. Formation pédagogique : préprimaire, primaire urbaine, primaire rurale, éducation ménagère, éducation physique, éducation musicale.

164. Etudes spécialisées : comptabilité, administration, publicité, industrie, agro-industrie, développement communautaire, techniques policières, administration commerciale, gérance administrative, administration des entreprises, comptabilité agricole, optométrie, hygiène dentaire.

165. Secrétariat : secrétariat commercial, de direction, technique et bilingue.

166. Les études universitaires portent sur les matières suivantes : médecine, sciences juridiques et sociales, sciences humaines, sciences économiques, administration des entreprises, industrie chimique et pharmacie, génie civil, électricité, mécanique, électronique, industrie, agronomie, organisation des entreprises, médecine vétérinaire et zootechnie, architecture, psychologie, sciences politiques, sociologie.

5. Santé

167. La situation générale de la santé dans le pays est précaire, et bien que les indicateurs montrent qu'elle s'est légèrement améliorée ces dernières années, elle est encore inacceptable et reste bien moins satisfaisante que celle de la majeure partie des pays d'Amérique latine.

168. La morbidité est surtout due aux carences alimentaires, aux mauvaises conditions de logement, d'éducation et de travail, qui se traduisent par une prévalence et une incidence élevées de maladies nutritionnelles, infectieuses et d'affections périnatales, qui sont les causes de près de 60 p. 100 des décès dans le pays. Ces décès touchent principalement les enfants âgés de moins de cinq ans et constituent également la principale cause de mortalité des personnes âgées de plus de 60 ans dans quelques régions du pays.

169. Les maladies chroniques affectent principalement la population urbaine, âgée de plus de 45 ans et surtout celle qui vit dans la capitale. Les actes de violence de droit commun constituent un problème généralisé dans le pays et le nombre d'accidents de la circulation est également très élevé.

170. La répartition des personnes malades ou accidentées ayant reçu des soins dans des institutions en 1992 a été la suivante :

<u>Sexe</u>	<u>Total</u>
Hommes	297 119
Femmes	338 970
Hommes et femmes (total)	636 089

<u>Zones</u>	<u>Population</u>
Urbaines	256 089
Rurales	380 000

171. Les soins ont été dispensés dans les établissements suivants :

<u>Lieu</u>	<u>Total</u>
Hôpitaux	163 780
Centres de santé	180 126
IGSS	124 403
Cliniques privées	130 599
Centres de soins aux malades	17 361
Autres	19 820

172. Selon les projections pour 1990-1995 l'espérance de vie est de 66 ans.

173. La mortalité infantile est de 48,5 pour 1 000 naissances vivantes.

174. Le taux de fécondité est de 5,4 p. 100.

175. Le taux de natalité est de 35,6 pour 1000.

176. Le taux de mortalité est de 8,4 pour 1000.

6. Diversité culturelle

177. Le Guatemala est un pays riche en manifestations de la culture méso-américaine. Les autochtones constituent environ 37 p. 100 de la population et la majeure partie d'entre eux vivent dans les zones rurales.

178. Bien que la langue officielle du Guatemala soit l'espagnol, 21 autres langues d'origine maya sont parlées dans le pays, et deux langues qui ne sont pas de la famille maya, le xinca et le guarífuna. Dans certaines régions du pays, telles que l'Alta et le Baja Verapaz, où la langue dominante est le ketchí, le monolinguisme serait particulièrement élevé, atteignant 90 p. 100.

179. La répartition de la population par ethnies est la suivante :
5 448 011 autochtones et 3 215 848 non autochtones.

180. Les principaux groupes non hispaniques se répartissent de la manière suivante :

- a) quichelenses : quichés, kachiqueles, zutujiles, sacapultecos;
- b) mames, man, ixil;
- c) kekchíes;
- d) "kanjobales", kanjobal, jacalteca, chuj;
- e) pocomán : pocomanes, poconchíes;
- f) chortís;
- g) caribes ou garífuna;
- h) xincas.

7. Organisations sociales

181. L'organisation patronale comprend les entreprises légalement constituées regroupées professionnellement de la manière suivante :

<u>Entités</u>	<u>Membres</u>
Chambre de commerce	2 900
Chambre d'industrie	1 275
Services divers	902
Société nationale des transports	600
Fédération des petites entreprises	510
Chambre du bâtiment	450
Chambre du tourisme	265
Association générale de l'agriculture	125

182. L'organisation syndicale est constituée par les syndicats ayant rempli les conditions exigées par la loi et le ministère du travail et de la prévoyance sociale. Des syndicats existent dans les secteurs suivants :

<u>Secteur</u>	<u>Nombre</u>
Agriculture	440
Industrie	136
Services individuels	100
Transports	40
Services financiers	28
Non spécifiés	20
Commerce	17
Bâtiment	16
Electricité	6
Mines	3

Ces organisations regroupent 77 113 membres, dont 70 013 femmes.

183. Les syndicats sont au nombre de 806, dont 717 dans le secteur privé et 89 dans le secteur public. Il existe d'autres organisations de travailleurs, en particulier 31 fédérations et 5 confédérations.

184. Les organisations coopératives existant dans les départements de la République sont les suivantes :

<u>Département</u>	<u>Total</u>
Guatemala	231
Alta Verapaz	105
El Quiché	90
Chimaltenango	59

<u>Département</u>	<u>Total</u>
Huehuetenango	81
Quetzaltenango	80
El Petén	47
Totonicapán	44
Sololá	43
Suchitepéquez	42
Escuintla	39
Santa Rosa	32
Sacatepéquez	26
Retalhuleu	26
San Marcos	25
Izabal	22
Baja Verapaz	20
Jalapa	19
Zacapa	19
Jutiapa	28
Chiquimula	16
El Progreso	9

Au total 1 103 organisations coopératives regroupent 243 284 membres.

185. Les fédérations de coopératives sont les suivantes :

<u>Dénomination</u>	<u>Total</u>
Fédération nationale de coopératives d'épargne et de crédit, FENACOAC	72
Fédération de coopératives agricoles des producteurs de café du Guatemala, FEDECOCAGUA	67
Fédération de coopératives agricoles du Guatemala, FEDECOAG	54
Fédération de coopératives de Baja et Alta Verapaz, FEDECOVERA	29
Fédération de coopératives de consommateurs, FEDECON	26
Fédération de coopératives de production artisanale, ARTEXCO	21
Fédération de coopératives de logement, FENACОВI	20
Fédération de coopératives de commercialisation El Quetzal, FECOMERQ	12

<u>Dénomination</u>	<u>Total</u>
Fédération de coopératives agricoles régionales, FECOAR	6
Fédération de coopératives de la pêche dans le Pacifique, FEDEPESCA	3

Il y a au total 310 organisations coopératives.

186. Neuf cents organisations non gouvernementales se consacrent aux activités suivantes :

- a) Mise en valeur des ressources humaines : formation dans les domaines du travail, de l'organisation, de l'enseignement de type classique et de la communication;
- b) Santé : soins préventifs et curatifs;
- c) Oeuvres sociales : orphelinats, foyers et garderies, bourses;
- d) Production : projets de production, de commercialisation, d'achat de terres;
- e) Consommation immédiate : nutrition, distribution d'aliments à des familles disposant de ressources insuffisantes;
- f) Réflexion religieuse et actions socio-économiques;
- g) Science et technologie : contrôle et aménagement des ressources naturelles, applications et technologies appropriées;
- h) Droits de l'homme;
- i) Infrastructures de base;
- j) Logement;
- k) Planification familiale.

Le mouvement autochtone est composé des organisations suivantes :

- a) Conseil d'organisations maya du Guatemala, COMG;
- b) Coordination maya MAJAUIL QIJ (nouvelle aube);
- c) Conseil national des veuves du Guatemala, CONAVIGUA;
- d) Conseil national des personnes déplacées du Guatemala, CONDEG;
- e) Comité de l'unité paysanne, CUC;
- f) Conseil des communautés ethniques Runujel Junan, CERJ;

- g) Coordination des associations de développement intégral du sud-ouest du Guatemala, CADISOGUA;
- h) Communautés de populations en résistance dans la sierra.

187. La Constitution prévoit que les diplômés universitaires doivent appartenir à des ordres professionnels. Les ordres professionnels sont les suivants : architectes, médecins et chirurgiens, avocats et notaires, ingénieurs, ingénieurs agronomes, ingénieurs chimistes, odontologues, spécialistes des sciences humaines, pharmaciens et chimistes, économistes, comptables publics, vérificateurs aux comptes, vétérinaires et zootechniciens.

II. STRUCTURE POLITIQUE GENERALE

A. Histoire et évolution politique

188. La société du Guatemala a traversé différentes phases historiques depuis l'époque primitive des Maya-Quiché à nos jours. Une étude historique nous permet de distinguer facilement les périodes suivantes dans l'évolution du pays.

1. Période préhispanique

189. Les données dont on dispose nous permettent de supposer qu'entre le troisième et le deuxième millénaire avant J.-C. les Maya établirent leur système agricole dans les hautes terres du Guatemala, qui, comme on le sait, devait permettre le développement de la civilisation de ces peuples. Cette période que Morley a appelée prémaya s'étend depuis ces temps reculés jusqu'à l'année 317 de notre ère.

190. La période prémaya ou préclassique formative s'étend d'environ 3100 av. J.-C. à 317 apr. J.-C. Les premières manifestations culturelles eurent lieu dans les terres basses du Pacifique et les hautes terres du centre.

191. On estime qu'entre 1900 et 1000 avant J.-C., les Maya commencèrent à se consacrer à l'agriculture, principalement à la culture du maïs, qui représenta alors la base alimentaire, idéologique et religieuse de leur culture, ainsi que la raison d'être de leur installation dans leur territoire. Ils s'adonnèrent à la poterie, dont les premiers objets auraient été façonnés entre 2300 et 2200 avant J.-C. Par la suite, ils établirent des centres urbains cérémoniels, dont le plus important édifié au cours de cette période fut celui de Kaminal Juyú, situé au sud-ouest de la ville de Guatemala.

192. La période du vieil empire ou préclassique s'étend entre 317 à 987 apr. J.-C., au cours de laquelle les Maya développèrent leur architecture monumentale dans la région nord d'El Péten. Les centres maya les plus importants de cette période furent ceux de Tikal et d'Uaxactun, qui datent de l'année 328 apr. J.-C. En 790 apr. J.-C., la culture maya atteignit sa plus grande expansion territoriale, ayant créé pas moins de 19 villes.

193. On estime qu'en l'an 909 apr. J.-C. commença le début de la décadence de l'empire maya, qui aboutit à leur départ définitif de leur territoire.

Diverses hypothèses ont été émises sur l'effondrement du vieil empire maya, sans que l'on ait pu établir à ce jour scientifiquement quelles furent les causes de leur disparition.

194. La période du nouvel empire maya ou classique s'étendit de 1007 à 1697 apr. J.-C. La désintégration du vieil empire obligea la population à émigrer vers le nord pour s'installer dans le Yucatán (Mexique), en y constituant ce qu'on appela le nouvel empire, dont les centres cérémoniels les plus importants furent ceux de Chichén Itzá, d'Uxmal et de Mayapán.

195. Le peuple maya ne parvint qu'à la maîtrise du feu et de l'agriculture. Il ne connaissait pas la domestication des animaux, l'emploi de la roue et des instruments en métaux. La structure sociale des Maya était dominée par les chefs et les prêtres, qui vivaient dans les villes; la classe populaire habitait aux environs des agglomérations.

196. Lorsque les Espagnols arrivèrent sur les terres qui constituent actuellement la République du Guatemala en 1524, ils y trouvèrent une civilisation quiché, qui s'étendait depuis les côtes du Pacifique jusqu'aux terres d'El Petén. A l'est se trouvaient les cakchiqueles, qui étaient à l'époque les rivaux des quichés. Dans la même zone géographique vivaient les tzutuhiles qui étaient installés autour du lac d'Atitlán; les pocomanes étaient établis jusqu'aux rives du lac d'Amatitlán et les montagnes plus proches de l'actuelle ville de Guatemala. Les mames vivaient dans la région occidentale du pays dont font actuellement partie les départements guatémaltèques de Huehuetenango, San Marcos, Soconusco et dans le sud-est de Chiapas, au Mexique. Au nord vivaient les quekchies et les pocomchies, dans les départements actuels d'Alta Verapaz et de Baja Verapaz.

197. Selon le Mémorial de Sololá, jusqu'au milieu du XVe siècle les cakchiqueles étaient restés unis aux quichés, mais lors du déclin de la puissante monarchie de Quicab, dont le souverain était un roi quiché, provoqué par un mouvement de révolte généralisé auquel participèrent les propres fils de Quicab, les cakchiqueles profitèrent de la situation pour proclamer leur émancipation et s'installèrent à Iximché, un lieu très éloigné du royaume Quiché.

198. Tous ces peuples qui avaient atteint un haut niveau culturel constituèrent ce que l'on appelle la civilisation maya-quiché. En ce qui concerne l'origine de cette civilisation, il a été établi que ces peuples provenaient des émigrations des anciens peuples maya du nord de la zone du Mexique. Les documents quichés et cakchiqueles recueillis jusqu'à nos jours confirment indubitablement avec ceux provenant du Yucatán au Mexique la même origine de tous ces peuples qui vivaient dans le territoire du plateau central mexicain et la moitié nord de l'Amérique centrale, dans une région que l'on appelle à l'époque moderne du point de vue historique la méso-amérique.

199. Tant le Popol Vuh que le Mémorial de Sololá et les livres de Chilam Balam confirment que les groupes humains qui vivaient dans le Yucatán et la République du Guatemala provenaient de Tula, qui était situé au nord de la ville de Mexico, dans l'Etat actuel d'Hidalgo, et s'installèrent pendant un certain temps autour de la lagune de Términos.

200. Il n'a pas été possible d'établir à quelle époque les tribus émigrèrent vers le territoire guatémaltèque. Toutefois, on a pu déterminer que l'exode de ces peuples commença au VIIe siècle de notre ère, époque qui coïncide avec le départ des peuples qui habitaient Uxmal et Chichén Itzá dans le nouvel empire maya. Les tribus qui se dirigèrent vers le Guatemala appartenaient, selon le Popol Vuh, à la nation yaki ou toltèque.

201. Les livres de Chilmam Balam indiquent que les peuples otzaes qui résidaient à El Petén, centre de l'ancien empire maya, émigrèrent en suivant le cours des grands fleuves. On sait qu'ils vécurent plusieurs siècles dans la région de Chakanputún qui, selon les chercheurs, serait aujourd'hui Champotón, situé dans l'actuel Etat de Campeche au Mexique. Depuis ce lieu ils se dirigèrent vers l'est en compagnie des groupes guidés par Quetzalcoatl qui étaient d'origine toltèque. Au Xe siècle ils s'établirent sur les côtes de Veracruz. Il est possible que quelques tribus s'installèrent sur les côtes de Tabasco et de Campeche, non loin de la lagune de Términos, et de là émigrèrent vers le Guatemala, où les Espagnols les trouvèrent divisés en groupes quiché, cakchiqueles, tzutuhil, kekchí, mam et pocomam.

202. La culture des maya-quiché, qui comporte des éléments de l'antique civilisation maya du vieil empire et de la civilisation des toltèques, est plus vaste que celle de l'ancien peuple maya, et a été influencée plus tard par la culture toltèque.

203. Les principales sources d'information sur les Maya-Quiché sont les suivantes : le Popol Vuh ou Livre du conseil, le Mémorial de Sololá ou les Annales des Cakchiqueles et le Titre des chefs de Totonicapán. Le livre le plus important est le Popol Vuh, dont la première version fut découverte par le père Ximénez au début du XVIIIe siècle sous le titre d'Histoire des origines des Indiens de cette province du Guatemala, et se trouve à la bibliothèque de Newberry à Chicago. Le Popol Vuh est resté inconnu pendant plus de 150 ans, puisqu'on estime qu'il fut écrit en 1550. Après la destruction par le feu d'Utatlán par le conquistador Alvarado on pense que les nobles autochtones s'installèrent à Chuilá (aujourd'hui Chichicastenango), lieu où ce livre fut découvert par le père Ximénez qui le recueillit pour la postérité. En 1861, il fut traduit en français par l'abbé Brasseur de Bourbourg.

2. Période coloniale

204. La période coloniale au Guatemala s'étend de 1524 à 1821, année où fut proclamée l'indépendance de l'Amérique centrale, y compris les premiers temps de la conquête entreprise par les Espagnols. Cette période commence par la fondation de la première colonie d'implantation par les conquistadors à Iximché dénommée Santiago de los Caballeros de Guatemala. Cette agglomération fut fondée le 25 juillet 1524 par Pedro de Alvarado, qui profita de l'hospitalité offerte par les cakchiqueles dans ce qui fut à l'époque leur ville la plus importante.

205. Les membres de l'expédition qui atteignit le Guatemala sous le commandement de Pedro de Alvarado étaient des personnes grossières, peu instruites et très marquées par le christianisme. Par ailleurs, l'Espagne du XVIe siècle était encore empreinte de l'esprit médiéval et les formes

d'exploitation imposées dans ses colonies reposaient sur un mode de production propre au féodalisme, qui pouvait parfois être assimilé à un état d'esclavage absolu.

206. Les premiers colonisateurs dépouillèrent les autochtones de leurs terres et de leurs biens, en les réduisant pratiquement à un état d'esclavage.

207. Les reales cédulas demandant qu'un meilleur traitement soit accordé aux Indiens restèrent lettre morte pour les encomenderos, pour qui les Indiens ne représentaient qu'une source d'enrichissement.

208. Les missions évangélisatrices, bien qu'elles réalisèrent une oeuvre culturelle au sein des peuples autochtones, ne demeurèrent pas à la traîne en ce qui concerne les encomiendas et les repartimientos. Il avait été assigné aux ordres religieux une zone d'exploitation dans laquelle ils exercèrent leurs activités avec les mêmes méthodes que les colonisateurs. La résistance naturelle opposée par les Indiens à la nouvelle religion apportée par les conquistadors était punie par leur réduction à l'esclavage.

209. Dans notre pays, le système de l'encomienda avait un caractère esclavagiste, les Indiens placés sous ce régime étaient marqués au fer, vendus et soumis aux travaux forcés au profit de leur encomendero qui les louait parfois à d'autres personnes moyennant une certaine rémunération.

210. Les Indiens recevaient parfois une instruction dans les couvents, qui se limitait à l'apprentissage de la doctrine et des dogmes religieux. C'est pour cette raison que les moines apprirent les principales langues indigènes de cette époque.

211. L'enseignement général était dispensé dans les collèges des couvents et les collèges supérieurs. Les ordres des dominicains, des franciscains et des jésuites se sont distingués dans cette oeuvre. Ces collèges furent établis à partir de la deuxième moitié du XVIIe siècle.

212. L'Université de San Carlos a été créée par la Real Cédula du 31 janvier 1676. Avant sa fondation, l'enseignement supérieur était dispensé par les collèges de Santo Tomás, San Borja, San Buenaventura et San Lucas. La création de cette université ouvrit une ère nouvelle dans le développement culturel du Guatemala, qui atteignit son apogée dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.

213. L'introduction de l'imprimerie constitua un événement particulièrement important au XVIIe siècle. En 1663, les premières oeuvres commencèrent à être publiées et par la suite furent imprimés des manuels scolaires. En novembre 1729, le premier périodique fut imprimé au Guatemala, sous le nom de La Gaceta.

214. Pedro de Alvarado fut le premier dirigeant du Guatemala, qu'il gouverna de 1524 à 1541, année où il mourut tragiquement. Du 17 septembre 1541 au 17 mai 1542, le Guatemala fut administré par l'évêque Francisco Marroquín et Francisco de la Cueva. A partir de 1542, Alonso de Maldonado exerça les fonctions de gouverneur.

215. Le siège de la capitainerie générale fut transféré d'un lieu connu aujourd'hui sous le nom de Ciudad Vieja à Valle de Panchoy, aujourd'hui Antigua Guatemala, qui était considéré comme un emplacement plus sûr, après la destruction de l'ancien siège par les inondations provoquées par un volcan.

216. Les premiers temps de la domination espagnole furent marqués par la cruauté et le fanatisme religieux des conquistadors. La transculturation revêtit au Guatemala des caractéristiques particulières. La puissance de la culture autochtone lui permit de subsister et même d'influencer la culture espagnole. Les colonisateurs cherchèrent à imposer leur culture par l'intermédiaire des missions évangélisatrices. Les méthodes de répression employées par les religieux contre les Indiens ne furent pas moins cruelles que celles utilisées par les encomenderos, à tel point qu'en 1561 le roi intervint personnellement en édictant la Real Cédula du 4 août qui interdit l'établissement dans les couvents de prisons pour punir les Indiens.

217. Le père Las Casas relate que le territoire qui constitue aujourd'hui l'Amérique centrale comptait dans les premières années de la conquête plus de 5 millions d'habitants, et que cette population fut décimée à cause de la cruauté des encomenderos, des travaux dans les mines, du transfert en masse des Indiens, soit vers l'Amérique du sud soit vers les Antilles à l'époque où la population autochtone de cette région était sur le point de disparaître.

218. L'encomienda consistait à accorder à un Espagnol la libre disposition d'un certain nombre d'Indiens qu'il pouvait utiliser comme main-d'oeuvre. Le régime des encomiendas avait pour but selon ce qu'avait établi Ferdinand V (le catholique) et confirmé Philippe II, en avril 1580, de défendre et de protéger les Indiens. La loi établissait alors que "après avoir assuré la pacification et soumis les indigènes à notre domination, comme le prescrivent nos lois, l'adelantado, le gouverneur ou le pacificateur, exerçant ce pouvoir, répartit les Indiens entre les colonisateurs pour que chacun d'entre eux se charge de ceux qui lui sont attribués, et les défend et les protège, tout en désignant un religieux chargé de leur enseigner la doctrine chrétienne". Toutefois, les encomenderos furent bien loin d'être des protecteurs des Indiens. En réalité, ils devinrent des esclavagistes et les Indiens des esclaves, sous prétexte de les protéger et de leur enseigner la foi chrétienne. Parfois, les encomenderos demandaient aux Indiens de leur payer comme tribut leurs propres enfants, qui étaient ensuite transférés au Pérou et au Panama pour servir d'esclaves.

219. Les Espagnols conservèrent dans leur majeure partie des peuples soumis à leur domination l'organisation politique et économique des autochtones, en profitant ainsi de l'autorité des caciques pour les exploiter.

220. Durant la période coloniale, l'économie reposait sur l'agriculture, en particulier sur les cultures du maïs, du cacao, de l'indigotier, du coton, de la canne à sucre et du tabac. Plus tard furent développés l'élevage et l'exploitation minière.

221. Selon l'historien Remesal, la première semence de blé fut introduite au Guatemala par Francisco de Castellanos. Toutefois, d'autres sources attribuent ce mérite au frère Benito de Villacañas, qui aurait introduit en 1529 cette graine qui provenait du Mexique.

222. On relate également que les ovins furent introduits pour la première fois au Guatemala par le même Francisco de Castellanos, qui fut le premier trésorier royal. En 1630, Francisco de Zorrilla importa les premiers moutons mérinos. Les bovins furent introduits pour la première fois en 1530 et provenaient du Mexique; leur élevage fut développé sur la côte sud du Guatemala et sur les rives du Michatoya. Selon l'archevêque García Peláez, l'élevage des bovins fut intensifié par Héctor de la Barrera qui l'introduisit au Guatemala, à partir de Cuba. Au début, l'élevage était surtout pratiqué dans la vallée de las Vacas, lieu proche de l'actuelle capitale du Guatemala, mais son expansion permit d'introduire des bovins à Escuintla et à Amatitlán.

223. Les mines d'or et d'argent, suivies par les mines de plomb furent principalement exploitées : le développement de l'exploitation minière permit de former au Guatemala des artisans très habiles dans le travail de l'or et de l'argent. Le corps des argentiers fut constitué et la municipalité, chargée de réglementer tous les arts nobles, nomma un contrôleur de l'argent élaboré dans la ville en septembre 1553.

224. Le régime des encomiendas continua son expansion. Très rapidement, de nouvelles modalités furent mises au point pour spolier encore plus les Indiens. Parallèlement aux encomiendas, les mandamientos, les repartimientos et les habilitaciones firent leur apparition.

225. Il y eut deux formes de mandamientos : la première consistait pour les autorités à envoyer des Indiens dans les haciendas des propriétaires terriens et la seconde permettait à l'encomendero de recevoir un tribut des Indiens, car certains encomenderos ne possédaient pas de terres.

226. Les repartimientos permettaient à l'alcalde mayor de distribuer aux autochtones des marchandises telles que des machettes, des cisailles, des semences, des vêtements, de la verroterie et d'autres objets sans valeur que ceux-ci recevaient souvent contre leur gré; mais par la suite l'alcalde mayor leur faisait payer inexorablement ces objets lorsqu'il recueillait leurs récoltes de cacao ou de maïs. Les encomenderos appliquaient ce même type de repartimientos qui subsista jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Dans certains lieux, les repartimientos appliqués par les alcaldes mayores et les encomenderos consistaient à remettre du fil ou du coton brut aux indigènes que ceux-ci devaient leur restituer sous forme de filés ou de tissus, en échange d'une rémunération insignifiante.

227. Au cours de la première moitié du XVIe siècle commença l'exploitation de l'indigotier au Guatemala, dont la récolte nécessitait une main-d'oeuvre abondante, ce qui entraîna de multiples transferts d'Indiens, qui non seulement tombaient malades mais aussi perdaient la vie en grand nombre. L'indigo est une plante tinctoriale que les Indiens connaissaient depuis fort longtemps. Au cours des premières années du XVIIe siècle, il existait 18 fabriques d'indigo le long d'Escuintla, Guazacapán et Jalpatagua.

228. Une autre culture qui fut fortement développée au milieu du XVIIe siècle fut le cacao, dont près de 200 000 cargaisons furent exportées chaque année vers la Nouvelle Espagne.

229. L'élevage de la cochenille occupa une place importante pendant la colonisation, dont celle en provenance de Chiapas, qui faisait alors partie de la capitainerie générale du Guatemala, jouissait alors d'une grande réputation.

230. Escuintla et Amatitlán se distinguèrent dans la culture de la canne à sucre. Des moulins mus par des boeufs ou des mules étaient utilisés pour extraire le miel.

231. Au cours de ce même siècle, l'exploitation minière fut fortement développée, surtout les mines d'or de Mataquesuintla et celles de San Marcos. Les centres de lavage des minerais d'or de Las Vacas, Pinula et Jilotepeque prirent alors presque autant d'importance.

232. A Quetzaltenango et Totonicapán se développa l'élevage des ovins et les Indiens durent travailler à la filature et au tissage de la laine. On sait que "au début du XVIIe siècle, un éleveur vendit dans une foire 8 000 têtes de bétail", ce qui permet d'en déduire que cet élevage s'était considérablement développé.

233. Le développement des agglomérations accrut le nombre d'artisans tels que cordonniers, tailleurs, bourreliers, coiffeurs et menuisiers. Les artisans se regroupèrent en corporations, qui furent dûment enregistrées auprès de la municipalité. Ces corporations avaient pour but d'exercer un contrôle sur leurs membres rigoureusement regroupés en maîtres, ouvriers et apprentis.

234. Pour devenir ouvrier, un apprenti devait suivre une rude formation pendant une période de 12 ans à l'issue de laquelle il était présenté par son maître à la corporation. Les ouvriers pouvaient devenir maîtres à condition de présenter, comme preuve de leur talent, un "chef-d'oeuvre" qui était examiné avec soin. Les nouveaux maîtres remplaçaient ceux qui avaient cessé leurs fonctions ou étaient décédés.

235. Le commerce entre les autochtones consistait à transférer des produits des terres froides ou des hautes terres vers les côtes et vice versa, en utilisant comme moyen de transport les bêtes de charge ou leurs épaules. Le commerce extérieur se faisait par le golfe, dans les ports d'Omoa et de Puerto Cabello où étaient déchargés les produits en provenance d'Espagne. L'autre itinéraire important était celui qui conduisait à la Nouvelle Espagne, en passant par Soconusco, Chiapas, Oaxaca et Veracruz. Ces chemins étaient parcourus par des troupes de mules qui transportaient différents produits.

3. Période de l'indépendance

Indépendance de l'Amérique centrale

236. L'indépendance de l'Amérique centrale ne constitue pas un fait isolé par rapport aux autres révolutions qui aboutirent à l'indépendance des colonies espagnoles entre 1810 et 1826. L'indépendance, comme dans le cas des autres pays d'Amérique, fut un mouvement de rébellion contre l'ordre établi; une réaction contre le système féodal d'exploitation implanté par les autorités coloniales et une protestation contre les restrictions économiques imposées par une législation surannée.

237. Comme dans le cas des autres mouvements d'indépendance qui firent leur apparition en Amérique, au Royaume du Guatemala un certain nombre de patriotes furent tués, emprisonnés ou exilés pour avoir lutté en faveur de la cause de l'émancipation de l'Amérique centrale. L'action de tous ceux qui luttèrent en faveur de l'indépendance reposait sur la nécessité d'améliorer les conditions économiques de la population, depuis l'autochtone qui combattait pour se libérer du joug de l'état de quasi esclavage dans lequel il vivait jusqu'à la bourgeoisie naissante qui cherchait à élargir ses possibilités de développement. Aux côtés des autorités espagnoles se rangeaient le clergé, les grands propriétaires terriens et une partie des commerçants, qui considéraient que l'aventure qui aurait permis au peuple de commencer à prendre des mesures souveraines était si dangereuse qu'elle pourrait finalement mettre en péril leurs énormes intérêts économiques.

238. On peut comprendre facilement la vigueur de l'opposition envers la colonie, puisque les intérêts en cause étaient nombreux. Les conquistadors avaient instauré en Amérique latine un régime colonial qui s'était maintenu presque sans changement pendant les trois siècles de leur domination. Les aborigènes furent soumis à un système féodal et des esclaves noirs furent importés pour développer encore plus l'exploitation d'êtres humains.

239. De plus, le commerce entre la métropole et les colonies était soumis à un règlement rigoureux qui était entièrement au détriment des colonies. La chambre royale de commerce de Séville veillait exclusivement aux intérêts de la maison royale et des grandes compagnies marchandes espagnoles et le commerce intercolonial était interdit.

240. Les activités politiques et administratives étaient régies par les grands latifundistes qui étaient propriétaires des terres des esclaves. Le clergé n'était pas à la traîne dans cette entreprise. On estime qu'à la fin du régime colonial l'église possédait un tiers, et dans certaines colonies la moitié, des terres de labour.

241. Les créoles n'eurent pas en général la possibilité de participer au gouvernement des colonies; durant les trois siècles de domination espagnole, il n'y eut que 4 vice-rois et 14 gouverneurs créoles, sur les 170 et 602 respectivement qui exercèrent de telles fonctions.

242. La guerre d'indépendance commença par les révoltes d'Indiens et de Noirs et les soulèvements et les complots des Créoles et des Métis.

243. La formation de la conscience politique républicaine au Guatemala trouva son origine dans les ouvrages lus par les Indiens pendant la période de colonisation. Les autorités coloniales furent conscientes dès le début de ce danger. Ainsi, le royaume du Guatemala proclama l'interdiction de la lecture, surtout par les indigènes de livres de "romance, matières profanes ou fables... ainsi que de livres d'Amadís et d'autres ouvrages relatant des histoires mensongères ..." et dans les lois appliquées aux Indiens, tout un chapitre, le chapitre XIV, était destiné à expurger les livres. Toutefois, la Couronne fut très libérale dans l'application de ces dispositions. Mis à part l'acte excessif dont fut victime Antonio de Remesal, premier historien d'Amérique centrale dont cinq caisses de son ouvrage sur l'histoire générale des Indes occidentales et en particulier de la province de San Vicente de

Chiapas et Guatemala furent saisies, les cas de ce genre furent rares. Toutefois, à partir de 1770 le nombre de dénonciations, de fouilles, d'enquêtes augmenta sans cesse au point que furent publiés en moyenne trois édits chaque année censurant ou interdisant des livres. Le père Martín Mérida - un homme qui joua un rôle important dans la réforme - établit un inventaire des actes, livres et estampes du commissariat de l'Inquisition au Guatemala qui, avec les nouvelles découvertes de documents, nous a permis de reconstruire les sources idéologiques républicaines du pays. Rousseau, l'abbé Pradt, le baron de Montesquieu, Voltaire et Jérémie Bentham furent sans doute les auteurs les plus importants dans ce domaine. Les doctrines du pacte ou du contrat social, de la souveraineté populaire, de la séparation des pouvoirs, des droits naturels et du pouvoir constituant, furent les idées les plus représentatives. Curieusement on peut noter que ces ouvrages furent diffusés au Guatemala peu après leur publication. Le contrat social de Rousseau, dont la première traduction en espagnol fut établie en 1779, par des exilés espagnols à Londres, fut connu au Guatemala quatre années plus tard seulement, ce qui constitue une période extrêmement courte si on tient compte des difficultés d'impression, de diffusion et de transport. Il convient de considérer à part la correspondance de Bentham avec deux ou trois auteurs américains qu'il jugeait les plus importants de l'époque, dont José Cecilio del Valle - certainement alors un des esprits les plus pénétrants - avec lesquels il échangea des informations, des documents et des idées.

244. Quelques années avant l'indépendance, le ferment idéologique qui existait dans le royaume du Guatemala avait atteint un développement à peine dépassé dans toute l'Amérique espagnole. La possibilité de participer au premier congrès constituant espagnol où une place importante fut accordée aux colonies, permit à cette idéologie de prendre forme. Les documents qu'Antonio Larrazábal, député du Guatemala, apporta à Cadix en 1811, constituent non seulement un exemple de sérieux et de compétence, mais permettent aussi de situer l'origine des tendances de la pensée politique et de connaître les diverses sources idéologiques qui furent à la base de l'organisation républicaine, l'esprit philosophique français et le libéralisme anglais.

245. La municipalité de la capitale élaborait, sous la direction de José María Peynado, des documents contenant des instructions destinées à son député aux Cortes de Cadix, où la pensée politique fondée sur l'esprit philosophique français apparut clairement. Ces documents comprenaient une déclaration des droits de l'homme - la première en Amérique espagnole - et un projet de constitution composé de 105 articles, ainsi que de multiples considérations d'ordre économique et budgétaire.

246. Le 15 septembre 1821, un conseil de notables, selon l'usage de l'époque, se réunit dans la capitale - aujourd'hui la ville de Guatemala - et proclama l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne. La situation qui se présentait alors était semblable à celle existant dans d'autres lieux; une autorité instable qui avait perdu ses liens avec la métropole; un haut clergé et des fonctionnaires espagnols, fidèles jusqu'au bout à la Couronne et une pression populaire en faveur de l'indépendance exprimée par des tribuns improvisés appartenant à la classe moyenne.

247. Le mot "république" n'apparut pas une seule fois dans cette proclamation. Les conservateurs qui contrôlèrent le mouvement subordonnèrent la proclamation de l'indépendance à l'approbation du Congrès, dans l'espoir qu'avant l'installation de celui-ci, il allait se produire un événement quelconque qui leur aurait permis de maintenir leur statut. C'était là un recul traditionnel du groupe dominant, qui constituait un antidote contre les proclamations radicales. Nous proclamons l'indépendance - déclara Valle - le rédacteur de ce texte, avant que le peuple la proclame lui-même.

248. Et les mêmes autorités espagnoles, qui avaient survécu à un changement aussi radical poussèrent - avec l'appui des conservateurs - à un rapprochement avec l'empire mexicain d'Augustín de Iturbide. Gabino Gaínza, l'ancien dirigeant espagnol qui gouvernait le nouveau pays, s'empressa le 18 septembre d'exprimer son allégeance à l'empereur du Mexique, et la municipalité de la capitale - contrôlée par les conservateurs - décréta le 5 janvier 1822, après une consultation contestable l'annexion de l'Amérique centrale au Mexique. Les partisans de ces mesures se contentaient de peu. Que l'empire porte à la fois les noms du Guatemala et du Mexique, demanda l'un d'eux, alors qu'un autre plus prosaïquement proposa que le fils de l'empereur soit appelé Prince du Guatemala comme dans le cas de "celui d'Autriche en Espagne".

249. L'annexion au Mexique opposa pour la première fois les conservateurs aux libéraux. Retranchés à El Salvador, les libéraux refusèrent de reconnaître l'autorité de la capitale et déclarèrent qu'aucune autorité ne pourrait abroger la proclamation de septembre. Par crainte, les conservateurs demandèrent la protection de l'armée impériale qui, sous le commandement de Vicente Filísola, occupa la capitale et livra une guerre aussi longue que cruelle contre les libéraux dissidents. L'histoire de cette époque troublée fut marquée par l'échec de l'annexion d'El Salvador aux Etats-Unis décrétée par un Congrès révolutionnaire pour se défendre contre l'"impérialisme mexicain".

250. En février 1823 - après une longue année de lutte - Filísola entra à El Salvador remportant ainsi une victoire à la Pyrrhus puisqu'elle coïncidait avec l'effondrement de l'empire et il fut contraint de retourner au Guatemala. En mars le vendredi saint parvinrent les nouvelles du Mexique selon lesquelles l'assemblée de Puebla avait refusé de reconnaître l'autorité impériale d'Iturbide, qui hésita puis ne trouvant aucune autre issue ressortit la proclamation de septembre et s'empressa de déclarer l'indépendance du Mexique et de toute autre puissance, ainsi que de l'ancien et du nouveau monde, et que les provinces du Guatemala ne sont ni ne doivent être le patrimoine d'une personne ou d'une famille quelconque. José Cecilio del Valle résuma ce processus en ces termes : "ainsi commença la troisième étape de l'histoire du Guatemala. Après avoir été une province de l'Espagne, elle devint une province du Mexique. Ce fut le moment de se constituer en République libre".

251. Dans ce qui est aujourd'hui la grande salle de cours de la faculté de droit de l'Université de San Carlos, sur 11 bancs du même style que ceux du Parlement anglais, se placèrent les députés libéraux qui avaient triomphé aux élections, dans une ambiance d'euphorie nationaliste. La participation politique de la population de la capitale fut importante, car l'existence d'une opinion publique - aujourd'hui traditionnelle - se fit alors sentir. Les libéraux - comme à leur habitude - s'attachèrent à légiférer à profusion.

En 19 mois, ils formulèrent 784 lois, 137 décrets et 1 186 ordonnances. Et naturellement ils établirent une constitution, inspirée de la loi fondamentale des Etats-Unis d'Amérique dans sa partie organique et du jeune constitutionnalisme espagnol dans son style et dans son inspiration en général. La commission de rédaction s'exprima en ces termes explicites : "en établissant notre nouveau projet, nous avons adopté en grande partie la loi fondamentale des Etats-Unis, un exemple digne des peuples indépendants ...".

252. La grande question qui opposa les libéraux aux conservateurs au sein de l'assemblée constituante fut celle du fédéralisme. Après de multiples débats, les conservateurs recherchèrent un nouveau type de pouvoir autoritaire devant succéder à celui des rois et à l'empire renversés : une "conception républicaine de la monarchie". Et les libéraux étaient obsédés par la recherche d'un mécanisme gouvernemental qui mettrait un terme à l'absolutisme : la seule manière d'éviter la dictature était de diviser les pouvoirs. Et face à cette argumentation strictement politique, se manifesta le malaise des provinces contre la capitale, où était concentré l'essentiel du système économique.

253. Vainqueurs, les libéraux entreprirent la première tentative de réformer l'ancienne structure de pouvoir. En révisant les recueils des lois d'Alejandro Marure ou de Pineda y Montt le spectacle du changement devint saisissant. L'entreprise de réforme s'étendit depuis la grande réforme judiciaire - les codes que Livingston formula pour la Louisiane furent introduits dans la législation - jusqu'à l'établissement de plans topographiques et d'aménagements des sites de nos anciens monuments coloniaux à Iximché, Mixco Viejo et Copán. La reconnaissance de l'habeas corpus, du mariage civil, la réforme de l'enseignement, la liberté du commerce, la suppression des monopoles, le début de l'aliénation des biens ecclésiastiques, la répartition des terres royales et des terrains en friche firent notamment partie du programme que Francisco Morazán souhaita mettre en oeuvre au niveau régional et Mariano Gálvez au niveau local dans ce qui sera ensuite la République du Guatemala.

254. La suppression de quelques fêtes religieuses et les problèmes suscités par l'application des nouvelles lois - qui établissaient notamment le système des jurés dans une population analphabète - provoqua un soulèvement qui ne put être maîtrisé par le groupe libéral, divisé intérieurement et dépourvu de base réelle de soutien. Et à partir de 1838, commença le processus de rupture de la fédération d'Amérique centrale, qui renforça localement les groupes conservateurs, restaurant de fait l'ancien régime.

255. Le Guatemala était la province la plus grande et la plus peuplée d'Amérique centrale. La ville de Guatemala était non seulement la capitale politique mais également la capitale commerciale, culturelle et religieuse de la nouvelle nation; mais elle était divisée en groupes puissants de familles aristocratiques conservatrices et de libéraux actifs. Ces derniers auraient pu devenir extrêmement forts sur le plan politique s'ils avaient eu la capacité de séparer les secteurs populaires de la société de leurs dirigeants traditionnels, l'aristocratie et le haut clergé. En outre, les libéraux du Guatemala pouvaient soutenir ceux des autres Etats d'Amérique centrale pour leur permettre de briser l'influence des puissants groupes conservateurs de la

capitale. Les Bedoya, Pedro Molina et José Francisco Barrundia étaient les dirigeants des libéraux du Guatemala.

256. La famille Aycinena, qui possédait des intérêts importants dans le commerce de l'indigo, dont un des membres reçut le titre de marquis à la fin de l'époque coloniale, dirigeait les conservateurs; et nous avons déjà vu comment José Cecilio del Valle et Manuel José Arce jouèrent un rôle important, à leurs côtés, comme le fit le président Morazán du côté des libéraux.

257. Après 1830, Mariano Gálvez devint la personnalité politique locale la plus importante du pays, en mettant en oeuvre un programme de réformes sociales, politiques et économiques qui servit de modèle aux libéraux d'Amérique centrale, tout au long du XIXe siècle, et comprenait des projets en matière de mise en valeur des terres, d'enseignement public, de laïcisation de l'université, des collèges supérieurs et des écoles, de liberté religieuse, de mariage civil, de divorce, de modernisation des codes et de la procédure pénale, etc.

258. Une coalition de libéraux et de conservateurs mit fin au gouvernement de Gálvez à la fin janvier 1838, et le dirigeant métis des populations des régions montagneuses, Rafael Carrera, fit pour la première fois son apparition dans la vie politique de la ville, aux côtés de José Francisco Barrundia, le tribun révolutionnaire inspiré du parti libéral dont les actions en faveur de l'indépendance étaient devenues célèbres depuis la conspiration de Belize.

259. Dans l'intervalle, la fédération touchait à sa fin à San Salvador après la sécession du Nicaragua, du Honduras et du Costa Rica.

260. L'Etat du Guatemala ne se joignit pas au mouvement séparatiste à cette époque car il était alors dirigé par le gouvernement fragile de Pedro José Valenzuela, qui eut à faire face au problème posé par la création du sixième Etat (Los Altos) qui divisait l'Etat du Guatemala, en séparant les provinces occidentales du pays (Quetzaltenango, Totonicapán et Sololá), et où résidait une population autochtone importante. La sécession du sixième Etat fut approuvée par le Congrès fédéral le 5 juin 1838; sa législature s'installa le 23 décembre de la même année, et Marcelo Molina fut élu premier chef de l'Etat le 28 décembre.

261. Carrera et le parti conservateur furent irrités par la création du nouvel Etat, surtout parce que Mariano Gálvez, José Francisco Barrundia et les libéraux les plus importants du Guatemala y avaient trouvé refuge.

262. Le vice-chef Valenzuela exigea alors la présence de Morazán et de l'armée fédérale comme l'avait fait par le passé Gálvez; mais le président s'y opposa et considéra qu'il ne pouvait venir à bout des tactiques de guérilla menées par les populations des montagnes. En outre, il dut faire face à des problèmes politiques extrêmement difficiles qui exigeaient sa présence dans la capitale, qui avait alors été transférée à San Salvador.

263. Toutefois, Rafael Carrera fut vaincu à la bataille de Villa Nueva, dans les environs de la ville de Guatemala, par le général Carlos Salazar qui accéda à la magistrature suprême de l'Etat le 10 septembre 1838.

264. Le guérillero opiniâtre se retira alors dans des lieux aussi éloignés de la capitale que Santa Ana et Ahuachapán, s'empara de la place de Chiquimula, puis prit la fuite. Le général Agustín Guzmán le poursuivit de près sur la piste des montagnes et le força à accepter le Traité d'El Rinconcito, le 23 décembre 1838, où fut commise l'erreur politique de reconnaître sa qualité officielle de commandant militaire de Mita.

265. Carrera reconstitua ses forces et marcha sur la ville de Guatemala dont il s'empara le 13 avril 1839. Mariano Rivera Paz fut alors élu chef de l'Etat. Quatre jours plus tard, celui-ci déclara que l'Etat du Guatemala assumerait à nouveau sa pleine souveraineté, en quittant l'union d'Amérique centrale. Carrera marcha sur l'Etat de Los Altos dont la sécession dans les circonstances de l'époque ne pouvait être considérée comme justifiée car, comme cela a été expliqué auparavant, la division de l'Etat du Guatemala avait pour unique objet d'assurer une meilleure répartition des voix au Congrès fédéral.

266. L'armée de Los Altos fut défaite à Panajachel, et son commandant en chef, Augustín Guzmán, fut fait prisonnier à Sololá. Dix jours plus tard, Carrera arriva dans la ville de Quetzaltenango et se rendit maître de ses plus hautes autorités.

267. Morazán, qui avait été élu chef de l'Etat de San Salvador, considéra que l'invasion de Los Altos était une justification suffisante pour attaquer le Guatemala; le 18 mars 1840 il s'empara de la ville comme nous l'avons déjà indiqué. Carrera encercla les forces de Morazán et leur infligea une cuisante défaite. Seuls Morazán et une poignée d'officiers et de soldats purent s'échapper.

268. Lorsque parvint dans l'Etat de Los Altos la nouvelle que Morazán avait capturé à nouveau Guatemala, le conseil municipal de Quetzaltenango fit immédiatement une proclamation de sécession et, plus tard, Carrera arriva dans cette ville et fit exécuter le maire, Roberto Molina et deux de ses conseillers municipaux.

269. En décembre 1840 fut élu chef de l'Etat du Guatemala Venancio López et, lorsque celui-ci démissionna en mai 1842, Mariano Rivera Paz, élu par l'assemblée législative, assumait à nouveau la direction du gouvernement.

270. Pendant cette période, les troupes mexicaines envahirent le district de Soconusco, qui était la seule zone de l'Etat de Chiapas qui était demeurée sous la juridiction du Guatemala. Le gouvernement de Rivera Paz protesta contre cette invasion qui fut ordonnée directement par le président du Mexique, Antonio María López de Santa Ana. En même temps, parvinrent les nouvelles du Costa Rica indiquant que l'ancien président de la fédération, le général Francisco Morazán, avait été exécuté. L'inquiétude générale qui régnait dans toute la région de l'Amérique centrale empêcha le gouvernement du Guatemala de défendre à l'époque ses droits sur Soconusco, le chef de l'Etat se limitant à protester contre l'action entreprise et à réaffirmer que le Guatemala négociera avec le Mexique par des moyens pacifiques pour obtenir la restitution du territoire de Soconusco.

271. Rivera Paz ordonna le rétablissement des ordres religieux des dominicains, des franciscains, etc, y compris des jésuites qui avaient été expulsés, en 1767, par la Couronne d'Espagne.

4. Période contemporaine

272. En décembre 1844, le général Rafael Carrera fut officiellement élu chef de l'Etat du Guatemala. De fait, il avait été l'homme fort du parti conservateur au cours des années précédentes. Le 21 mars 1847 avait été proclamée la création de la République du Guatemala après l'échec de la Convention de Chinandega, et le général Rafael Carrera devint le premier président de la nouvelle République. Mais la paix et l'ordre étaient loin d'avoir été rétablis.

273. Une rébellion de paysans des montagnes, connue sous le nom de los Lucíos, se poursuivait dans la partie orientale du pays. Il s'agissait alors d'un mouvement libéral dont le chef, Serapio Cruz, cherchait à renforcer la sécession de l'Etat de Los Altos pour rehausser son prestige. Cruz fut vaincu par Carrera à Patzún, chercha refuge dans les montagnes de Verapaz et poursuivit sa lutte contre les conservateurs à diverses époques et dans différents lieux jusqu'à sa mort à Palencia en 1869.

274. Carrera démissionna le 15 août 1848 et Juan Antonio Martínez fut élu président. Celui-ci envoya une nouvelle armée dans l'Etat de Los Altos sous le commandement du colonel Mariano Paredes qui battit les forces de cette malheureuse région à San Andrés, le 21 octobre 1848 et captura leurs dirigeants. Mais la réaction des libéraux à l'assemblée législative fut si vive que le président Martínez fut contraint de présenter sa démission le 28 novembre 1848.

275. Le libéral Bernardo Escobar fut ensuite élu, mais son gouvernement était très faible et il fallut rappeler Mariano Paredes à la présidence de la République. Heureusement, celui-ci trouva une formule pour aboutir à un accord politique avec les dirigeants Vicente Cerna et Serapio Cruz, de la faction de los Lucíos, ainsi qu'avec le général Agustín Guzmán, commandant de l'Etat de Los Altos, qui accepta la reddition de son armée dans une capitulation honorable qui mit fin aux hostilités.

276. Paredes autorisa également le retour de Carrera, qui s'était exilé dans les Etats voisins du Mexique lors de l'accession au pouvoir des éphémères gouvernements libéraux. Par la suite, pour renforcer sa position, Paredes nomma Carrera commandant en chef de l'armée. La nomination de Carrera suscita une vive réaction dans les rangs des libéraux. Le général Agustín Guzmán reprit la lutte armée et tenta de prendre d'assaut la ville de Guatemala, où il fut tué. Carrera vainquit aussi la faction de José Dolores Nufio. Au milieu du siècle, le Guatemala continuait d'être solidement contrôlé par le parti conservateur.

277. Les présidents Doroteo Vasconcelos, d'El Salvador, et Juan Lindo, du Honduras, décidèrent alors d'en finir avec la prééminence de Carrera et de ses partisans, car ils leur attribuaient la responsabilité de l'échec de l'union centraméricaine. A cette fin, ils concentrèrent de nombreuses forces

libérales sous le commandement d'officiers chevronnés et comprenant des troupes régulières d'El Salvador et du Honduras.

278. L'ancien guérillero se rendit rapidement sur les terres des provinces orientales du Guatemala qui lui étaient familières. Il manoeuvra avec habileté ses forces et attira finalement ses ennemis dans un piège lors de la fameuse bataille de la villa de La Arada, près de Chiquimula, le 2 février 1851. Les armées coalisées d'El Salvador et du Honduras y furent pratiquement anéanties et Carrera consolida l'hégémonie du parti conservateur en Amérique centrale pendant 20 ans. Le président Vasconcelos fut contraint de renoncer au gouvernement de San Salvador et fut remplacé par le conservateur Francisco Dueñas. Carrera, victorieux, revint dans la ville de Guatemala et fut élu président par l'Assemblée nationale qui adopta une nouvelle Constitution de la République le 19 octobre 1851. Plus tard, Carrera et ses généraux Vicente Cerna et José Víctor Zavala attaquèrent les forces du président Cabaña, du Honduras, et démantelèrent la forteresse d'Omoa, en transportant ses lourds canons jusqu'à la ville de Guatemala dans une inutile démonstration de force. Carrera fut proclamé président à vie du Guatemala par une assemblée représentant les autorités le 21 octobre 1854.

279. Lorsque William Walker envahit le Nicaragua, le président Carrera envoya pour combattre les flibustiers une armée trois fois plus puissante que celle de toute autre République d'Amérique centrale mais le président ne jugea pas nécessaire de participer lui-même à cette campagne.

280. Carrera instaura un gouvernement fort mais respecta ses voisins sans entreprendre de nouvelles invasions lorsqu'il ne se sentait pas menacé. Il établit des relations diplomatiques avec la Belgique, le Mexique, les Républiques hanséatiques, l'Espagne (qui reconnut ainsi l'indépendance du Guatemala le 29 mai 1863), et même avec la Grande-Bretagne, au prix du Traité de 1859 (Wyke-Aycinena), reconnaissant les nouvelles frontières du Belize, (Honduras britannique) jusqu'aux rives du Sarstun, triplant ainsi la superficie de ce territoire en totale contradiction avec les dispositions du Traité de Clayton-Bulwer aux termes desquelles la Grande-Bretagne s'était engagée à ne pas établir ou à maintenir des bases territoriales en Amérique centrale.

281. Au cours des dernières années de son gouvernement, Carrera intervint encore dans la politique intérieure d'El Salvador en luttant contre le président Gerardo Barrios, important dirigeant libéral de cette nation, dont il vainquit les forces en 1863, provoquant sa chute et indirectement le funeste destin qui s'abattit sur lui par la suite.

282. Le président Rafael Carrera mourut le vendredi saint, 18 avril 1865, à la grande consternation de son parti. Il se trouvait encore dans la plénitude de sa vie et n'avait que 51 ans; il était né dans le quartier de La Parroquia, dans la ville de Guatemala, le 25 octobre 1814. Il était le fils de Simón Carrera et de Juana Rosa Turcios, habitants du village de Lo de Rodríguez, proche de la capitale.

283. Le général Vicente Cerna succéda à Carrera à la présidence du Guatemala jusqu'en juin 1871, lorsqu'il fut renversé par la révolution libérale dirigée par Miguel García Granados et Justo Rufino Barrios. D'une manière générale,

ont peut dire que Carrera et Cerna bénéficièrent d'une période de stabilité économique, due principalement à l'exportation de la cochenille vers la Grande-Bretagne. Le crédit du gouvernement était suffisamment solide à l'époque de Carrera pour lui permettre d'acquérir des métaux précieux, avec lesquels furent frappés des monnaies d'or de différentes valeurs (généralement connues sous le nom de "carrereñas" ou simplement de "carreras"), ainsi que des pesos d'argent.

284. Le régime conservateur établit la société économique des amis du pays et le consulat du commerce. Des routes vers les principales villes et quelques ports du pays furent ouvertes, des services de diligences furent établis, pour lesquels il fallut construire des ponts et améliorer les anciens chemins. A cette époque, une impulsion fut donnée à diverses cultures de rapport, notamment du café, qui devint plus tard le principal produit d'exportation.

285. Vicente Cerna, qui fut un brillant général sous les ordres de Carrera, continua la forte politique conservatrice instaurée au Guatemala. Un soulèvement dirigé par Fernando et Serapio Cruz fut écrasé en 1867. Deux années plus tard, Serapio Cruz fut vaincu et décapité à Palencia, près de la ville de Guatemala. Une photographie de la dépouille de ce malheureux chef fut prise pour perpétuer inutilement l'acte barbare de son exécution. Pendant l'administration de Cerna, quelques progrès matériels furent accomplis. Les premiers télégraphes furent introduits et des études furent faites pour la construction d'un chemin de fer (sur le modèle des entreprises qui avaient ouvert le chemin de fer de Panama entre 1849 et 1855) et des travaux commencèrent au Costa Rica.

Régime libéral

286. Après de la réélection de Cerna, ainsi que celle de Dueñas à El Salvador, le mécontentement s'accrut contre les régimes conservateurs. Dueñas fut renversé par le général Santiago González, en avril 1871, et un groupe de Guatémaltèques osa critiquer le gouvernement dictatorial de Cerna devant le Congrès. Le dirigeant de ce groupe, Miguel García Granados, se vit contraint de quitter le pays pour assurer sa sécurité personnelle et se rendit au Mexique où ont dit qu'il obtint le soutien du président Benito Juárez.

287. L'invasion du Guatemala était imminente lorsqu'un officier rebelle de la faction de Serapio Cruz se joignit au groupe de García Granados. Justo Rufino Barrios, qui avait des liens importants dans la région de Los Altos et après des études de notaire à l'Université de Guatemala s'était consacré aux travaux agricoles, était propriétaire de la hacienda "El Malacate", sur la frontière entre Soconusco et le Guatemala.

288. Les révolutionnaires étaient très optimistes car ils possédaient un certain nombre de carabines Remington qui se révélèrent essentielles pour remporter les faciles victoires qui couronnèrent leur entreprise dans la région frontalière occidentale; mais il est certain que Barrios était familiarisé avec le terrain et s'avéra un habile général sur le champ de bataille, dans des actions comme celles menées à Tacaná, Laguna Seca, Coxón et Tierra Blanca.

289. Les forces du président Cerna battaient en retraite lorsque s'installa un gouvernement provisoire (acte de Patzicía), présidé par García Granados et souhaitant mettre en oeuvre un programme libéral de réformes. Le dernier combat eut lieu à San Lucas, à proximité d'Antigua Guatemala, qui domine la capitale. Cerna abandonna le pays et les révolutionnaires défilèrent dans la ville de Guatemala où ils arrivèrent le 30 juin 1871 marquant ainsi le début d'une nouvelle ère politique qui permit d'introduire des changements importants dans la société et l'économie du pays.

290. La réforme libérale était essentiellement un programme de gouvernement inspiré par le régime de Morazán et Gálvez, qui venait s'implanter au Guatemala avec quelques années de retard. Mais Miguel García Granados était un politicien modéré, qui croyait dans la transformation lente du peuple et du gouvernement, et ne souhaitait pas s'aliéner des sympathies parmi ses relations de famille avec l'aristocratie du Guatemala. Une de ses premières préoccupations fut de réorganiser l'armée, qui manquait d'officiers qualifiés. Le 1er septembre 1873 l'école polytechnique, un centre de formation militaire, ouvrit ses portes.

291. Barrios fut nommé gouverneur de Quetzaltenango et se rendit compte très rapidement que pour instaurer le libéralisme dans cette province il fallait briser l'influence qu'y exerçaient les jésuites. Il décida de se débarrasser d'eux en les envoyant à Guatemala. Le problème fut donc remis entre les mains de García Granados. Le président, désireux d'éviter une confrontation directe, se dirigea vers les provinces de l'est du pays pour écraser une insurrection et désigna Barrios comme président provisoire.

292. A l'issue de la campagne militaire menée avec succès par García Granados, on n'eut toutefois pas l'impression que le jeune Barrios avait réveillé dans la ville de Guatemala, où il avait ordonné l'expulsion des jésuites et de l'archevêque Piñol y Aycinena, l'hostilité des ordres religieux et des prêtres qui n'étaient pas disposés à s'accommoder de son régime. Lorsque García Granados revint, il put à peine reconnaître son programme modéré de gouvernement.

293. En effet, s'était alors instauré le système de Barrios, prêt à étouffer toute opposition par l'emprisonnement, l'exil et la flagellation, car il considérait que ce châtement infamant était le plus efficace pour changer la mentalité conservatrice de ses compatriotes. C'est ainsi que prit fin le gouvernement provisoire de García Granados, car on considéra que la convocation d'une assemblée constituante et l'établissement d'un gouvernement bénéficiant d'un soutien populaire seraient plus propices pour accomplir les changements radicaux en cours ou mettre un terme aux méthodes de Barrios.

294. Barrios fut élu à une forte majorité de voix, soit par crainte, soit par un désir sincère d'établir le libéralisme et de changer profondément les structures légales, politiques, économiques et sociales du pays. Il convient de reconnaître que le programme libéral de Barrios était probablement bien conçu, mais que les méthodes qu'il utilisa pour le mettre en pratique furent souvent cruelles et reposaient toujours sur un système despotique de gouvernement.

295. Le progrès fut la parole magique de cette époque et le positivisme, préconisé par José Francisco Barrundia, presque 20 ans auparavant, la philosophie sur laquelle il reposait. Barrios était un esprit pragmatique et n'avait pas un caractère spéculatif. Il rompit l'influence de l'Eglise, en utilisant les couvents comme écoles et bâtiments publics, les terres que cette institution avait laissées à l'abandon pour développer des plantations de café, et les fonds dont elle disposait pour organiser des banques, dont il espérait qu'elles mettraient leurs ressources à la disposition de nouvelles entreprises agricoles et industrielles dynamiques.

296. L'enseignement fut également à la base de son programme de réforme. Il fonda des écoles de formation d'enseignants dans la ville de Guatemala, à Quetzaltenango et dans d'autres provinces. Il voulait que des écoles soient mises en place dans tous les villages, même dans les petites communes; des écoles pour les pauvres, pour les Indiens et les artisans. Des écoles du soir pour les travailleurs. A cette fin, il fit venir des professeurs et des techniciens d'Espagne, de Suisse, de Cuba, d'Amérique du nord et du sud qui furent les bienvenus au Guatemala. Les écoles qu'il fonda avaient des buts pratiques, y compris l'université, où les études métaphysiques et spéculatives furent délaissées au profit de la médecine, du droit et du génie civil. L'enseignement de l'anglais et du français fut déclaré obligatoire au niveau de l'école secondaire et l'anglais fut même enseigné dans les écoles primaires, mais le latin et les études classiques furent abandonnés inutilement.

297. Un bon système de communications qui comprenait des routes, des chemins de fer, des télégraphes et des téléphones, fut conçu ou construit pendant son administration. De même, des ports maritimes furent construits ou mis en service. Une impulsion fut donnée au commerce et à l'industrie. La législation fut modernisée dans les domaines du commerce, de la comptabilité publique et des droits de douane. Les intérêts du capital furent réglementés et sensiblement réduits. De nouvelles terres furent consacrées à l'agriculture et les biens privés des nouveaux propriétaires terriens furent protégés.

298. Barrios avait décidé que l'exécution de ce programme ambitieux devait être financée uniquement par le clergé et l'aristocratie; mais malheureusement, étant lui-même un grand propriétaire terrien dans la région occidentale du pays, il considérait les Indiens comme des travailleurs agricoles, des fainéants, que l'on devait obliger à travailler avant qu'ils puissent jouir des avantages du progrès. Cela fut certainement la pire de ses erreurs qui, s'ajoutant au poids de la tradition, devait entraîner l'échec de son programme à long terme, puisqu'il laissa les communautés autochtones livrées aux abus des planteurs de café et d'autres employeurs par le biais d'un système despotique de travail forcé.

299. Barrios intervint au Honduras et à El Salvador pour mettre en place des gouvernements libéraux dans ces Etats. Marco Aurelio Soto, ancien ministre de l'éducation dans le gouvernement du Guatemala, fut élu président du Honduras le 27 août 1876 et Rafael Zaldívar fut élu également avec l'appui de Barrios, président d'El Salvador. Pour justifier ces interventions il invoqua principalement comme prétexte que les émigrés conservateurs avaient reçu asile dans ces Etats; mais Barrios avait la conviction que les nouveaux présidents

du Honduras et d'El Salvador appuieraient ses projets d'union centraméricaine.

300. En 1873, une assemblée constituante confirma le mandat présidentiel de Barrios jusqu'en 1880, mais les débats officiels aux fins de promulguer la Constitution du Guatemala n'eurent lieu qu'en 1879, lorsque le pays s'était déjà doté des nouveaux codes civil et pénal, oeuvres des éminents juristes J. Fernando Cruz et Miguel Antonio Saravia. La Constitution de 1879, avec un petit nombre de modifications, continua d'être la loi fondamentale du Guatemala depuis cette date jusqu'en 1945; les codes ne furent révisés que récemment (1964). L'oeuvre législative de la réforme contribua au progrès du pays et on peut considérer qu'elle était avancée pour son époque; toutefois, à travers cette oeuvre, le pouvoir exécutif avait été tellement renforcé qu'il fut à l'origine du type de gouvernement autocratique que pratiquèrent Barrios et ses successeurs.

301. Jusqu'à cette étape de sa carrière politique, le président considéra que les circonstances étaient propices à la réalisation de son projet d'union. Il désirait que la question des frontières avec le Mexique soit résolue, avant d'entraîner son gouvernement dans la grande aventure qui paraît avoir mobilisé toute son énergie au cours des dernières années de son administration.

302. Le ministère des relations extérieures avait maintenu en suspens la question des frontières avec le Mexique, suivant la voie des négociations pacifiques, bien qu'il parut difficile d'obtenir du gouvernement mexicain un type de solution favorable aux intérêts du Guatemala. Des instructions furent alors données au représentant du Guatemala à Washington, M. Lorenzo Montúfar, pour qu'il accepte l'arbitrage du président des Etats-Unis dans cette affaire délicate, ce qui pouvait finalement entraîner la reconnaissance de la souveraineté mexicaine sur la province de Soconusco. Ce district, qui faisait partie de Chiapas à l'époque coloniale, fut placé après l'indépendance sous l'administration du Guatemala, car la grande majorité de sa population s'était prononcée en faveur de l'union centraméricaine, et non de son intégration au Mexique, comme ce fut le cas pour le reste des habitants de cet Etat. Cette situation dura jusqu'en 1842, année où Soconusco fut envahie par des forces militaires sous les ordres du président Santa Anna après la mort de Morazán et l'échec de l'union centraméricaine.

303. Montúfar avait discuté de ces questions à Washington en vue d'aboutir à un règlement raisonnable, cédant sur certains points et essayant d'obtenir des avantages sur d'autres; mais le président Barrios considéra que les actions de son représentant étaient trop lentes et que, à ce rythme, la question des frontières avec le Mexique resterait indéfinie comme par le passé; il décida donc de se rendre personnellement aux Etats-Unis pour rechercher un règlement définitif, le plus rapidement possible. Barrios fut certainement un bon président, bien qu'il exerça des pouvoirs dictatoriaux, mais il n'était pas meilleur négociateur sur le terrain diplomatique que son représentant Montúfar, une des personnalités les plus éminentes du libéralisme guatémaltèque. Montúfar déclina toute responsabilité dans la question, présenta sa démission, amer et irrité; il dénonça devant l'opinion publique la procédure arbitraire suivie par le président du Guatemala pour résoudre la question des frontières avec le Mexique, qui aboutit à la cession précipitée de Soconusco, sans aucune compensation pour le Guatemala, qu'elle soit de caractère économique ou de toute autre nature.

304. Barrios fut durement critiqué pour sa malheureuse intervention dans le règlement de la question des frontières avec le Mexique, ses détracteurs ayant même été jusqu'à insinuer que la solution regrettable adoptée constituait une sorte de remboursement au gouvernement mexicain de l'aide limitée quoique décisive qu'il apporta au début à la révolution en 1871, organisée à Chiapas avec l'assentiment de Benito Juárez et de Lerdo de Tejada. Cette accusation terrible ne doit pas être prise au pied de la lettre. En premier lieu, parce qu'il faut tenir compte du temps écoulé entre 1871 et 1882. En second lieu, parce que, en tout état de cause, ce fut García Granados et non Barrios qui contracta des engagements avec le Mexique. Barrios ne s'unit aux forces révolutionnaires que tardivement. Rien ne prouve qu'il a participé aux négociations avec le Gouvernement mexicain ou ses agents en vue d'acquiescer l'aide initiale que reçut le mouvement dirigé par García Granados.

305. Lorsque le président rendit compte à la nation guatémaltèque du règlement adopté au sujet de la question des frontières avec le Mexique, il était parfaitement conscient de la gravité de la décision qu'il avait prise. Il déclara à la nation, sans rien dissimuler, que sa décision se prêtait peut-être à la critique, mais qu'il avait mis dans la balance tous les facteurs, et qu'il considérait sincèrement que si la ligne frontière entre le Mexique et le Guatemala n'avait pas été définie, même en perdant ce qui était déjà irrémédiablement perdu, la progression du Mexique sur le territoire du Guatemala aurait constamment continué pendant une durée indéfinie, comme cela s'était produit jusqu'alors. Barrios croyait avoir bien agi et, en défendant le traité de délimitation, il ajouta qu'il n'avait exigé aucune compensation du Mexique, car s'il avait subsisté dans son esprit un doute quelconque au sujet de la situation de fait, qui existait depuis 1842, il n'aurait jamais négocié les intérêts du Guatemala.

306. Le président signa le Traité de délimitation avec le Mexique en 1882, en des termes qui faisaient que le Guatemala acceptait la cession totale de ses droits sur la province de Soconusco. Malheureusement, d'autres points du Traité, qui n'avaient pas été étudiés avec autant d'attention que la question de Soconusco, donnèrent des arguments au gouvernement du général Porfirio Díaz du Mexique pour présenter plus tard de nouvelles réclamations portant sur des zones qui n'avaient pas été auparavant contestées, qui entraînèrent pour le Guatemala la perte de certains territoires dans la partie occidentale et septentrionale d'El Petén, durant le lent processus de définition de la ligne frontière par les commissions de démarcation qui n'eurent pas toujours le soutien d'une forte autorité nationale comme celle de Barrios. Cette situation permet peut-être de mieux comprendre les raisons pour lesquelles Barrios nourrissait des craintes au sujet de la prolongation du différend territorial et de la démarcation des frontières entre la République du Guatemala et le territoire de Soconusco.

307. Il faut aussi se rendre compte que le président Barrios considérait que la question de Soconusco devait être résolue pour bien définir les limites de la frontière occidentale du Guatemala avant de se lancer dans l'ambitieuse campagne de l'union centraméricaine.

308. Après son bref et malheureux séjour aux Etats-Unis, Barrios se rendit en Europe et reprit ses fonctions de président à son retour le 6 janvier 1883. Il prévoyait alors d'établir l'union qui devait donner selon lui à l'Amérique

centrale le type de bien-être assuré récemment à l'Italie unifiée de Garibaldi, et la nation progressiste des Etats-Unis d'Amérique.

309. Pour entreprendre la campagne unioniste, le président Barrios avait une confiance illimitée dans la force de son armée puisqu'il avait la conviction que le règlement de la question des frontières avec le Mexique écartait l'éventualité d'une attaque d'arrière-garde; et, fait encore plus important, les présidents d'El Salvador, du Honduras et du Costa Rica (Rafael Zaldívar, Marco Aurelio Soto et Tomás Guardia), étaient favorables aux idées unionistes et paraissaient disposés à appuyer les plans minutieusement formulés par le président du Guatemala.

310. Très rapidement le général Barrios dut constater que les présidents des autres Etats d'Amérique centrale n'étaient pas libres de tout engagement politique. Marco Aurelio Soto renonça à la présidence du Honduras au milieu de 1883, et le général Luis Bográn, ami personnel du général Barrios, assumait le gouvernement de ce pays. Finalement, Bográn fut le seul chef d'Etat qui appuya résolument le décret d'union centraméricaine proclamé par Barrios, le 28 février 1885. Les autres gouvernements d'Amérique centrale considérèrent que le président du Guatemala, qui avait une ambition illimitée, désirait uniquement étendre sa dictature personnelle sur tout l'isthme. Le localisme l'emporta sur l'unionisme.

311. En constatant que les premières négociations diplomatiques n'avaient pas suscité l'enthousiasme qu'il espérait certainement, Barrios décida de mobiliser son armée à la frontière d'El Salvador pour intimider le président Zaldívar, car il était encore convaincu qu'il pouvait aboutir à un règlement. A la fin mars, les forces du Guatemala envahirent la République d'El Salvador. Le président Barrios se trouvait à Chalchuapa, sur la ligne de front, à la tête du bataillon "Jalapa", qui était l'un de ses favoris, lorsqu'il fut atteint par une balle et mourut quelques instants plus tard (2 avril 1885). C'est pour cette raison qu'il est considéré comme un martyr de l'union centraméricaine.

312. Justo Rufino Barrios naquit dans le village de San Lorenzo, dans le département de San Marcos, le 19 juillet 1835, et était le fils de José Ignacio Barrios et de María Josefa Auyón. A 39 ans, durant son mandat, il épousa Francisca Aparicio Mérida.

313. La nouvelle de la mort de Barrios suscita la consternation au sein de tous les secteurs politiques d'Amérique centrale, en particulier au Guatemala et à El Salvador, et marqua le début d'une ère nouvelle.

314. A la mort de Barrios, et après une brève période de gouvernement provisoire, le général Manuel Lisandro Barillas assumait la présidence du Guatemala (1886-1892). La réaction conservatrice fut facilement maîtrisée, mais il fallut également démontrer que le libéralisme était prêt à continuer de mettre en oeuvre les idées de son fondateur, et l'archevêque Ricardo Casanova y Estrada dut s'exiler. La tension politique entre le Guatemala et El Salvador persista et s'accrut après le coup d'Etat de los Ezeta. D'une manière générale, Barrios fut un président modéré qui s'attacha à consolider, en concluant des accords avec les pays voisins, la continuité du gouvernement libéral au Guatemala.

315. Le général José María Reyna Barrios, neveu du président Barrios, fut élu à la magistrature suprême du pays en 1892. Il avait passé une partie de sa jeunesse à Paris et dans le but de moderniser le Guatemala, il fit construire des palais de marbre, des boulevards, des statues et des jardins; il donna une grande impulsion à l'enseignement public en favorisant la réunion du "premier Congrès pédagogique d'Amérique centrale"; il continua la construction des chemins de fer à l'aide de fonds publics. A la fin de son mandat, la nation s'était appauvrie. Les monnaies d'or et d'argent commencèrent à être remplacées par des billets au cours forcé. Des insurrections se produisirent dans les provinces de l'ouest et de l'est au moment où se posa la question de la réélection éventuelle du président. Reyna Barrios dissout le Congrès et se proclama dictateur. Le 8 février 1898, il fut assassiné par un étranger, Oscar Zollinger.

316. Manuel Estrada Cabrera, avocat quetzaltèque d'origine modeste, succéda à Reyna Barrios; il avait été ministre de l'intérieur et était alors le plus apte à exercer la présidence de la République. Réélu pour plusieurs mandats successifs, Estrada Cabrera exerça la présidence de la République pendant 22 ans, en partie parce qu'on ne souhaitait pas des changements politiques en Amérique centrale pendant la période initiale de la construction du canal de Panama, et en partie en raison des restrictions politiques et économiques imposées avant et pendant la première guerre mondiale. Estrada Cabrera se heurta à une forte opposition pendant les huit premières années de son mandat. Mais après 1907, lorsque furent signés les pactes de Washington, le président se sentit sûr de sa position. Il y eut pendant son gouvernement quelques progrès matériels et la paix régnait dans le pays. En 1906, Estrada Cabrera signa des contrats concernant la culture de la banane dans des plantations situées dans la partie nord-est du pays; et le chemin de fer interocéanique fut ouvert lorsque fut terminé le tronçon qui reliait la ville de Guatemala à El Rancho de San Agustín Acasaguastlán. Le chemin de fer interocéanique fut inauguré avec beaucoup de faste, mais en réalité, il s'était écoulé près de 50 ans depuis l'ouverture au public du chemin de fer interocéanique de Panama, et ce qui est plus grave c'est que le Gouvernement guatémaltèque fut également obligé d'aliéner les entreprises ferroviaires, qui passèrent progressivement sous le contrôle d'investisseurs étrangers tels que Ninor Keith, de New York, et William C. van Borne, de Montréal.

317. Estrada Cabrera continua de s'appuyer sur le parti libéral, qui conduisait les affaires publiques depuis la révolution de 1871. Pour rehausser le prestige de sa présidence, il développa l'enseignement public, en appliquant quelques-unes des recommandations du Congrès pédagogique d'Amérique centrale, dont nous avons déjà parlé. Le programme d'enseignement primaire accordait une certaine importance aux travaux manuels et agricoles, ainsi qu'à la formation à des métiers pratiques, comme ceux d'imprimeurs et de comptables.

318. Le succès rencontré par les écoles de formation pratique, qui furent établies dans la plupart des chefs-lieux de département, dut surprendre le président lui-même qui, tenant compte dans une certaine mesure de l'avis de ses conseillers les plus directs, donna une impulsion à la célébration de fêtes dénommées d'après Minerve les "Minervalías" et se proclama protecteur et ami de la jeunesse. Le président Estrada Cabrera trouva dans les fêtes de Minerve de multiples satisfactions pour lui-même et un excellent article

d'exportation pour les autres pays d'Amérique qui voyaient en ce dirigeant civil du Guatemala un porte-drapeau de l'instruction publique. Les intellectuels du Guatemala succombèrent à l'attrait des fêtes consacrées à la déesse de la sagesse et des écrivains renommés y participèrent fréquemment comme J. Joaquín Palma, Alberto Mencos, Máximo Soto Ball, Manuel Valle, Joaquín Méndez, Francisco Castañeda, José Flamenco, José Rodríguez Cerna, Pío M. Riépele, Salvador Falla, Valero Pujol, Natalia Górriz v. de Morales, Virgilio Rodríguez Beteta, et d'une manière générale les plus célèbres intellectuels de l'époque. Le président se montra fier de son mécénat en faveur des lettres, ainsi que de l'éducation, et à son époque d'illustres écrivains américains comme Rubén Darío, Porfirio Barba Jacob, José Santos Chocano et d'autres qu'il serait trop long de mentionner ici, vécurent au Guatemala.

319. Malheureusement les Minervalías n'étaient qu'une façade. La jeunesse studieuse continua dans sa grande majorité de recevoir un enseignement insuffisant et ses professeurs des salaires extrêmement bas. Mais il faut reconnaître au président Estrada Cabrera la préoccupation qu'il manifesta pour les questions de l'éducation et de la culture.

320. Pendant la longue période de son gouvernement, Estrada Cabrera fut confronté à plusieurs situations difficiles, qui commencèrent par les révolutions lancées par Próspero Morales et José León Castillo, l'une à l'ouest et l'autre à l'est de la République. Ces deux révolutions échouèrent. Au début de 1902, la frontière du Guatemala fut menacée par une armée salvadorienne dirigée par le président de ce pays, le général Tomás Ragalado, qui bénéficiait de l'appui du président du Nicaragua, le général José Santos Zelaya. Estrada Cabrera mobilisa environ 30 000 hommes. Mais aucune action militaire ne fut engagée car la situation tendue de l'époque fut réglée par des moyens diplomatiques.

321. En mai 1906, des forces révolutionnaires dirigées par l'ancien président du Guatemala, le général Manuel Lisandro Barillas, pénétrèrent dans le pays par la frontière occidentale aux environs d'Ocos. Mais le 2 juin suivant, quelque 400 révolutionnaires occupèrent la place d'Asunción Mita, à l'est. Estrada Cabrera déclara alors la guerre à El Salvador. L'ancien président de ce pays, le général Regalado, établit son quartier général à Santa Ana, et le 10 juillet marcha sur la frontière guatémaltèque. La colonne salvadorienne passa par Jerez, en direction d'El Jícaro. Elle poursuivit son avancée entre Quetzaltepeque et la colline de Quimixtepeque. Mais le général Regalado traversa le défilé d'Entrecijo, monté sur une mule, et c'est là qu'il fut criblé de balles, avec plusieurs de ses partisans.

322. La situation changea radicalement et le 20 juillet de la même année, lorsque des représentants des gouvernements d'El Salvador, du Guatemala, des Etats-Unis et du Mexique signèrent le Traité de paix entre les deux Etats d'Amérique centrale à bord du croiseur "Marblehead".

323. La signature de ce traité consolida l'administration d'Estrada Cabrera, qui avait été réélu pour un deuxième mandat en 1904. Victorieux à l'issue des campagnes livrées par ses généraux, tous ses opposants étant morts, Próspero Morales, José León Castillo, Regalado et l'ancien président Barillas, qui fut assassiné dans une des rues du centre de Mexico sur ordre

d'Estrada Cabrera, le dictateur n'avait plus rien à craindre et commença à conduire d'une main de fer les affaires publiques. La seule voie laissée à l'opposition était l'élimination physique du président et c'est ainsi qu'eurent lieu un certain nombre d'attentats dont les plus célèbres furent ceux de "la bomba", de "los cadetes" et dans une moindre mesure de "los cucuruchos". Les attentats contre la vie d'Estrada Cabrera ne servirent qu'à accentuer la répression politique. Le président vécut encore plus retiré. Les éloges faits à sa personne furent tels qu'on le compara aux hommes d'Etat les plus grands de tous les temps. L'université lui décerna un doctorat honoris causa et l'assemblée le titre de "benemérito".

324. Le souvenir des oeuvres matérielles entreprises durant l'administration de Reyna Barrios incita Estrada Cabrera à faire construire des bâtiments tels que ceux de la douane centrale, la direction générale des postes, l'asile Joaquina, la caserne de l'artillerie et un projet ambitieux de palais du gouvernement. Des travaux d'urbanisme furent également accomplis tels que la construction du parc Manuel Estrada Cabrera, sur l'ancienne place de Jacotenango, connu aujourd'hui sous le nom de parc Morazán, l'hippodrome du nord où fut érigé le temple dédié à Minerve, et plusieurs monuments, comme celui de l'armée, à l'entrée du chemin de fer du nord.

325. Mais la situation économique dans le pays qui, depuis la célébration de la première exposition centraméricaine à l'époque de Reyna Barrios, s'étant beaucoup dégradée, devint de plus en plus difficile en raison de l'absence de monnaies d'argent en circulation et de l'émission de billets de banque, au cours forcé, et même de papier monnaie, sans aucune garantie. On estime qu'au cours de la troisième période de l'administration d'Estrada Cabrera furent émis quelque 200 millions de pesos, en billets au cours forcé, et rien ne fut fait pour remédier à cette situation anormale.

326. En 1914 éclata la première guerre mondiale et la situation du commerce devint plus précaire, tant en raison de l'absence d'une monnaie solide, que des difficultés de maintenir des transactions internationales. La crise s'accrut avec les tremblements de terre de 1917-1918, qui provoquèrent la ruine de la ville de Guatemala et de nombreuses agglomérations importantes à l'intérieur du pays.

327. Le régime d'Estrada Cabrera a été décrit comme un système sordide de dictature policière. Les tremblements de terre provoquèrent la rupture de nombreuses habitudes des Guatémaltèques, qui purent constater l'état où se trouvait alors la société en général, puisque durent vivre ensemble, dans des baraques de fortune, les catégories les plus favorisées de la population avec les groupes sociaux les plus démunis, dont la misère était criante. Et il ne fut plus possible au vieux dictateur de maintenir le strict contrôle policier auquel les habitants de la ville sinistrée étaient accoutumés, et il se réfugia dans ses propres baraquements privés de "La Palma".

328. Telle fut la situation dans les années qui suivirent la première guerre mondiale. La Société des nations venait d'être fondée. Les principes démocratiques étaient diffusés par la presse. En mars 1920, un mouvement populaire "unioniste", dirigé par des membres du parti conservateur, se proposa de détruire les bases de la dictature. La réaction d'Estrada Cabrera fut immédiate et violente. La ville fut placée en état de siège et soumise à

un intense bombardement depuis La Palma. Mais tout cela fut aussi bien inutile qu'irrésistible. Finalement, le Congrès déposa Estrada Cabrera, en déclarant qu'il était devenu fou, et il fut déchu de son mandat. Grâce à l'intervention du corps diplomatique, on lui épargna la vie mais il fut soumis à un procès et occupa les dernières années de sa vie à préparer sa défense.

329. Manuel Estrada Cabrera naquit dans la ville de Quetzaltenango et était le fils de Pedro Estrada Monzón et de Joaquina Cabrera. Son mariage avec Desideria Ocampo ne paraît pas avoir été très heureux. Celle-ci mourut à Nice (France), alors qu'Estrada Cabrera était encore au pouvoir.

330. Carlos Herrera, un riche planteur de café, de tendance modérée, affilié au parti conservateur assumait la présidence pendant la période de transition qui fut marquée par de nombreux soulèvements populaires et des rêves politiques d'unionisme. Environ un siècle s'était écoulé depuis la déclaration d'indépendance le 15 septembre 1821 et on considéra alors que la célébration du centenaire de cette proclamation glorieuse serait propice au rétablissement de la fédération d'Amérique centrale. A cette fin, un Congrès de toutes les municipalités d'Amérique centrale se réunit à Antigua Guatemala. Un pacte d'union provisoire fut signé à San José de Costa Rica (19 janvier 1921) et il fut décidé de convoquer un Congrès qui promulguait la loi fondamentale de la République d'Amérique centrale, à Tegucigalpa (Honduras). Dans la ville de Guatemala on fit également construire un palais du centenaire où eurent lieu les célébrations de l'indépendance. Un coup d'Etat militaire, dirigé par les généraux José María Lima, Miguel Larrave et José María Orellana, renversa brusquement le 5 décembre 1921 le gouvernement présidé par Carlos Herrera, car on considérait qu'il avait été trop loin dans le programme unioniste et commençait à mettre en péril les droits souverains de la République du Guatemala.

331. Les dirigeants conservateurs furent persécutés et l'expulsion de l'archevêque Muñoz Y Capurón fut ordonnée. Le Congrès réuni à Tegucigalpa ne reconnut pas le nouveau gouvernement libéral du président José María Orellana. Le Guatemala, ainsi que les autres Etats d'Amérique centrale furent à nouveau placés devant leur propre destin, comme nations séparées, souveraines et indépendantes, qui avaient répondu toutefois à l'appel de l'union au cours des célébrations des fêtes du centenaire de l'indépendance de l'Amérique centrale. L'acte de la conférence de la paix, signé à Washington le 4 décembre 1922, mit fin à l'agitation politique entre les Etats d'Amérique centrale et fut en quelque sorte le corollaire de l'échec du mouvement unioniste.

332. En 1924, le président José María Orellana établit la nouvelle monnaie du Guatemala, qui a pour unité monétaire le quetzal, qui équivaut au dollar des Etats-Unis. Cette monnaie est restée en circulation depuis lors, sans aucune modification, pendant ces 48 dernières années, ce qui constitue un record en Amérique latine, où les systèmes monétaires, en raison de l'influence de la situation internationale, ont été d'une manière générale instables. Le président Orellana mourut subitement à l'hôtel Manchén, à Antigua Guatemala, le 26 septembre 1926.

333. Le gouvernement du général Lázaro Chacón (1926-1930), qui mourut également alors qu'il était au pouvoir, succéda à Orellana. Ce fut un gouvernement modéré progressiste, bien que sa popularité souffrit beaucoup

pendant le processus électoral du fait qu'il avait été imposé par le mouvement libéral contre un groupe du même parti, dirigé par le général Jorge Ubico. Il dut également faire face à la tension internationale provoquée par le règlement de la question des régions frontalières entre le Guatemala et le Honduras, que se disputaient surtout les compagnies bananières qui exerçaient une action prédominante dans les deux pays.

334. A la mort du général Chacón, la présidence provisoire fut occupée par Baudilio Palma, puis par le général Manuel Orellana auteur du coup d'Etat de décembre 1930 et, finalement, par José María Reyna Andrade, qui convoqua des élections et remit le pouvoir au candidat du parti libéral progressiste, le général Jorge Ubico, qui entra en fonctions le 14 février 1931, bien qu'officiellement le mandat présidentiel ne commençait que le 15 mars de cette même année.

335. Le général Jorge Ubico avait été ministre de la guerre à l'époque d'Orellana; il avait dû organiser et diriger le cordon sanitaire mis en place durant l'épidémie de grippe qui survint à la fin du gouvernement d'Estrada Cabrera, et, en tant que chef politique (gouverneur) du département de Retalhuleu - un des plus importants de la République en raison de son abondante production de café - s'était distingué comme un homme d'organisation, épris d'ordre et attaché au progrès matériel de la population.

336. Son administration commença sous les pires auspices économiques, car elle coïncida avec une forte chute des cours du café, principal produit d'exportation, ce qui accentua la grave diminution de la monnaie en circulation, qui se faisait déjà sentir, puisque le taux des pesos en billets était tombé à 60 pour un quetzal.

337. Comme l'a fait remarquer un de ses biographes, le général Ubico n'était pas une personne à se laisser intimider face à une telle situation. Avec une fermeté inouïe, il adopta des mesures pour renforcer le quetzal et durant les deux premières années de son gouvernement la circulation des dernières monnaies de pesos en bronze et des reales en nickel cessa entièrement, qui furent remplacées par des monnaies en argent qui semblaient établir le nouvel ordre des choses. En même temps, le gouvernement s'efforça de remédier aux difficultés du budget de l'Etat par le biais d'économies considérables qui permirent rapidement d'enregistrer des soldes positifs.

338. Le réajustement fut radical. Le général Ubico géra les finances publiques comme s'il s'agissait de rembourser une créance hypothécaire sur un bien. Les salaires des fonctionnaires furent considérablement réduits; toutes les dépenses superflues furent diminuées et on eut recours inconsidérément à tous les travaux non rémunérés qu'en périodes d'urgence l'Etat pouvait exiger des citoyens. Des vieux chemins abandonnés furent remis en état par le recours à des travaux forcés qui constitua une sorte de redevance sur l'usage des routes imposée à la majeure partie des paysans, qui ne disposaient pas de moyens pour verser cette contribution en espèces.

339. Les Guatémaltèques acceptèrent le sacrifice imposé par cette situation, sinon de bon coeur, tout au moins avec un assentiment relatif, puisque les fonds publics paraissaient être utilisés en faveur des intérêts nationaux et avec beaucoup d'équité.

340. Les bas salaires et les impôts très limités frappant les biens immobiliers, quoique payés régulièrement, servaient à encourager les investissements étrangers et nationaux. La coopération qui fut accordée pour des raisons de stabilité aux grandes compagnies des Etats-Unis dans le pays (United Fruit, International Railways of Central America, Tropical Radio, Light & Power), conféra au président Ubico la même considération que celle dont jouissaient d'autres pays d'Amérique latine sous les auspices de la politique de bon voisinage instituée par le président Roosevelt des Etats-Unis. Une attention particulière fut accordée à la santé publique et de nouvelles routes furent ouvertes, y compris la plus grande partie de la route panaméricaine.

341. Durant les quatre premières années, le gouvernement du général Ubico fut presque parfait pour le Guatemala. Les effets salutaires d'une administration saine et sérieuse se firent progressivement sentir; mais à côté de cette caractéristique fondamentale de son gouvernement, on pouvait percevoir une accentuation de quelques-uns des traits personnels les plus négatifs de la personnalité du président, dont les effets se manifestaient même dans l'administration publique. Le gouvernement se trouvait toujours plus concentré entre les mains du président ou de ses secrétaires les plus proches. La tendance au centralisme, qui avait toujours affligé les dirigeants du Guatemala, se fit alors plus manifeste. Quelques institutions qui avaient joui jusqu'alors d'une autonomie relative, comme les organismes législatifs et judiciaires, en furent presque entièrement privés. On peut dire que rien ne se faisait dans l'administration sans que soit demandé au préalable l'avis du chef du gouvernement. L'administration de la justice était subordonnée aux décisions du ministère de l'intérieur. Une réforme constitutionnelle supprima la procédure qui permettait au peuple d'élire directement les membres des juridictions supérieures et les juges. L'autonomie des municipalités et l'élection traditionnelle des maires devinrent des choses du passé, et même le nom de ces administrateurs fut changé et ils devinrent des intendants municipaux, nommés par le pouvoir exécutif pour des durées indéterminées.

342. La proximité du processus électoral alarma vers la fin des quatre premières années de gouvernement de nombreuses personnes qui avaient lutté pendant près de dix ans pour que le général Ubico accède à la magistrature suprême de la République. Son avènement au pouvoir avait été assuré grâce à un concours de circonstances politiques, et surtout à la suite de la fusion de deux partis antagonistes au sein du parti libéral progressiste. Ces circonstances permirent à Ubico de gouverner le pays avec le concours d'un parti unique presque sans opposition. On pouvait raisonnablement prévoir que le processus politique électoral allait conduire à la formation de nouveaux partis qui présenteraient des candidats à la présidence et susciteraient à nouveau la division de la société guatémaltèque.

343. On peut dire que l'idée de fonder un parti politique d'opposition au libéral progressisme ne parvint même pas à se cristalliser. Ce fut au sein même de ce parti que quelques hommes politiques, qui étaient favorables au principe de l'alternance, discutèrent de la possibilité de présenter un autre candidat que celui du gouvernement.

344. La répression de ce mouvement fut immédiate et brutale. Quelques-unes des personnes qui s'y étaient engagées pouvaient être considérées comme les

plus importantes du mouvement libéral progressiste. Et on croyait qu'elles pourraient bénéficier d'une certaine indulgence pour cette raison, en dépit des graves délits politiques qui leur furent imputés depuis l'ouverture des premières procédures judiciaires. Parmi toutes ces personnes, Efraín Aguilar Fuentes était le plus renommé. Quelques citoyens, comme Jorge García Granados, eurent le courage d'adresser des pétitions au président pour que les prisonniers politiques ne soient pas condamnés à la peine capitale. A la suite de son intervention, García Granados fut conduit à la prison centrale pour assister aux exécutions; il fut ensuite envoyé en exil et on croit qu'il ne sauva sa vie qu'en raison de la proximité des célébrations du centenaire de la naissance du général Justo Rufino Barrios, dont on allait faire l'éloge de la personnalité à côté de celle de Miguel García Granados. C'est dans ces circonstances qu'eurent lieu les célébrations du centenaire de la naissance de Barrios le 19 juillet 1935, après la réalisation d'importants travaux urbanistiques dans la partie sud de la ville de Guatemala, notamment le prolongement de la septième avenue jusqu'à Los Arcos, la construction de la Torre del Reformador, la réinstallation de la source de Charles III et l'aménagement de l'ancien aéroport central de La Aurora. La statue équestre de Barrios fut transférée dans une petite place face à la station de chemins de fer, d'où elle a été à nouveau enlevée pour être installée à la Avenida de las Américas et non au Paseo de La Reforma où elle avait été initialement érigée. Ces réalisations permirent la poursuite de l'expansion de la ville vers le sud entreprise lorsque le président Reyna Barrios fit construire le Bulevar de La Reforma.

345. Au début de la deuxième période de son gouvernement, le général Ubico avait fait sensiblement changer la situation politique du Guatemala. Les difficultés budgétaires avaient été résolues avec succès. Le budget général de la nation commença, presque pour la première fois en un siècle, à se solder par un léger excédent. Ubico et les libéraux progressistes pouvaient se montrer satisfaits de l'oeuvre réalisée et se trouvaient en situation de favoriser le développement général du Guatemala.

346. Le moment était venu d'utiliser pleinement toutes les ressources économiques nationales et son crédit international, ainsi que les avantages qui pouvaient être retirés de la doctrine du bon voisinage, pour s'attaquer de front aux graves problèmes nationaux que posait le sous-développement de l'agriculture et de l'industrie : le manque de voies de communication, d'électricité, etc. Dans l'atmosphère constructive et d'ordre qui régnait alors, il aurait été facile de préparer notre pays aux profonds changements sociaux et économiques de la seconde moitié du XXe siècle.

347. Mais aucune attention ne fut accordée aux grands problèmes de la nation. La situation ne changea pas pour la grande majorité de la population illettrée; la malnutrition et les maladies tropicales subsistèrent, et l'exploitation du travail des Indiens par des grands propriétaires terriens et des chefs d'entreprise, nationaux et étrangers, se poursuivit inutilement avec l'accord des autorités. Certes, les dettes des ouvriers agricoles furent abolies en 1934, mais une loi fut adoptée contre l'oisiveté des Indiens, qui devaient prouver qu'ils avaient travaillé au moins 150 jours par an, sans percevoir un salaire supérieur à celui imposé par la pratique immuable consistant à leur verser 10 centavos de quetzal par jour. Cette loi garantissait à tous les employeurs du Guatemala le travail à bas prix et semi-

forcé des Indiens, dont les livrets de salaires donnaient lieu à de fréquents abus, au vu et au su de ceux qui pouvaient et étaient tenus de les défendre.

348. Les ressources nationales servirent à la construction du palais national, où devaient être installés les bureaux centraux du gouvernement, ce qui accentua le caractère autocratique de l'administration. On construisit également des routes en recourant à des systèmes anachroniques et antiéconomiques, en ouvrant des chemins dans des lieux d'accès difficile, mais sans revêtement en dur et presque toujours avec des ponts provisoires en bois, qui devaient être remis en état chaque année. De la même manière furent construits d'autres bâtiments publics, très peu fonctionnels puisqu'on tenta alors d'imiter, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, le style colonial, et qui étaient mal conçus pour y installer les services de télécommunications, de la police nationale, de typographie, de l'aéroport ou de la douane centrale. Heureusement, l'Institution Rockefeller construisit le bâtiment moderne de la santé publique et l'hôpital Roosevelt fut conçu et édifié de la même manière.

349. En 1933, pour faire connaître l'ampleur des progrès accomplis dans diverses branches de l'activité nationale, fut organisée la foire de novembre, qui comprenait des bâtiments destinés à accueillir les expositions agricoles et industrielles (c'est dans l'un d'eux que se trouve actuellement le musée archéologique du Guatemala). La foire de novembre a peut-être contribué à mettre en évidence la nécessité de procéder à certaines transformations propres à sortir le pays de son retard, mais, finalement, ce ne fut seulement qu'une simple réminiscence des expositions organisées à l'époque de Reyna Barrios. En tout état de cause, le déclenchement de la seconde guerre mondiale en 1939 mit fin aux possibilités de donner une nouvelle dynamique à la vie économique du pays et ne servit qu'à assurer la troisième réélection du président Ubico, qui déclara la guerre au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie, après l'attaque de Pearl Harbor, comme d'autres dirigeants de pays d'Amérique latine.

350. L'isolement dans lequel vivait le Guatemala s'accrut. Dans le domaine économique, la seconde guerre mondiale eut pour effet de rendre extrêmement pénibles les conditions de vie de la population en raison des restrictions et du rationnement des importations de véhicules, de pétrole et de ses dérivés, de matériaux de construction et de nombreux autres produits de l'industrie manufacturière européenne et d'Amérique du nord. Les cours du café continuèrent de rester très bas, à raison d'environ 5 quetzales or le quintal de café.

351. La police nationale fut considérée comme une force chargée d'espionner les citoyens dans leurs activités quotidiennes. La loi, l'ordre, le silence et le conformisme régnaient.

352. Le développement économique normal fut interrompu ou entravé par le gouvernement, principalement dans le domaine des produits agricoles, dont l'exportation était difficile et les prix très bas sur le marché local, ce qui contribua à maintenir des salaires extrêmement réduits dans les villes et les campagnes. Le gouvernement qui disposait de quelques réserves et d'un solide crédit, loin de mettre en circulation les ressources économiques qui auraient pu être utilisées pour améliorer même partiellement la situation, adopta une attitude encore plus passive et continua à appliquer la même politique

d'économie et d'austérité qui avait donné de si bons résultats au début de cette décennie; mais cette politique paraissait alors aller à l'encontre du but poursuivi et accentua la pauvreté générale.

353. Certes, quelques-uns des conseillers les plus avisés du gouvernement firent remarquer que dans l'avenir les problèmes économiques devront être résolus par des moyens techniques et suggérèrent de fonder une faculté des sciences économiques au sein de l'université nationale, mais cette fondation se fit avec des moyens précaires et ne disposa pas des professeurs spécialisés qui auraient pu assurer son bon fonctionnement.

354. A cette époque, la radiodiffusion nationale atteignit un certain développement. L'école de radiotélégraphie fut fondée. Et on commença à organiser le journalisme radiodiffusé, dont l'un des promoteurs fut l'écrivain Miguel Angel Asturias, fondateur du Diario del Aire.

355. Dans le domaine de l'éducation, le gouvernement d'Ubico s'attacha à maintenir les principes de l'enseignement laïc, obligatoire et gratuit, préconisés par le libéralisme, bien que les enseignants n'étaient pas alors suffisamment rémunérés et leur travail n'était pas exalté comme il le méritait.

356. Le ministère de l'éducation, sans doute pour tenir compte de quelques-unes des préoccupations exprimées par J. Antonio Villacorta, finança la publication d'oeuvres historiques importantes, en accordant son soutien aux activités de la société de géographie et d'histoire, qui contribuèrent à organiser le musée national, situé dans l'ancien calvaire, sur une colline qui se trouve à la fin de la sixième avenue, sur la rue n° 18. Le musée d'archéologie fut aussi établi dans le bâtiment central du parc zoologique de La Aurora et les archives nationales, placées sous la direction du professeur J. Joaquín Pardo, commencèrent à fonctionner. De même, d'importantes études archéologiques furent entreprises à El Petén, Quiriguá, Zaculeu, Piedras Negras et Kaminal Juyú, sous la direction de l'Institut Carnegie de Washington.

357. La participation du Guatemala au conflit mondial et le débat sur les idées démocratiques que cette guerre a suscité ont contribué à former dans le pays un esprit de résistance contre l'idéologie instaurée par Ubico, qui se développa dans les milieux universitaires, principalement à la faculté de droit, au sein du corps enseignant et chez les jeunes militaires. Les étudiants avaient vécu de dures expériences en s'opposant au régime. La traditionnelle "Huelga de Dolores" fut supprimée dès qu'on tenta de l'organiser. De même, l'Ecole normale supérieure fut dissoute.

358. Pour atténuer les tensions politiques, il fut décidé de supprimer certains frais d'études et de légères modifications furent introduites dans l'enseignement universitaire. Mais l'opposition des étudiants trouva un écho dans d'autres milieux d'intellectuels, de commerçants et de militaires, au milieu de 1944, au point que furent organisées des manifestations publiques, et c'est au cours de l'une d'entre elles que fut tué le professeur María Chinchilla, le 25 juin de la même année; cet événement renforça le mouvement de résistance civique.

359. Des avocats, des membres des professions libérales, des universitaires et d'autres personnalités du pays, au nombre de 311, adressèrent une pétition au président de la République, pour exiger des garanties pour tous les citoyens, le respect de l'opinion publique lorsqu'elle s'exprime pacifiquement et le rétablissement des normes constitutionnelles, dont l'une reposait sur le principe de la non-réélection du président.

360. Les forces policières déployèrent alors une intense activité pour poursuivre les principaux dirigeants du mouvement, parmi lesquels se trouvait l'écrivain Manuel Galich, auteur de l'ouvrage "Del pánico al ataque". Au moment où on croyait qu'Ubico s'appêtait à mobiliser toutes ses forces pour écraser l'insurrection avec des moyens exceptionnels, il renonça à ses fonctions de président du Guatemala, le 1er juillet 1944, et remit le pouvoir à un triumvirat militaire composé des généraux Federico Ponce Vaidés, Buenaventura Pineda et Eduardo Villagrán Ariza. L'ancien président Ubico ne quitta pas le pays et se retira dans sa résidence de la rue n° 14. Il mourut à la Nouvelle-Orléans, le 14 juin 1946, à l'âge de 66 ans. Il était le fils d'Arturo Ubico et de Matilde Castañeda et était marié avec María Lainfiesta.

361. L'Assemblée législative décida de confier provisoirement le pouvoir au général Ponce Vaidés, qui édicta plusieurs lois tendant à abolir le monopole des entreprises de cannes à sucre et de fabrication du charbon de bois. Il rétablit une certaine liberté de la presse et restaura un semblant de gouvernement démocratique durant les premiers jours de sa brève administration. Il convoqua des élections présidentielles, qui devaient se tenir à brève échéance et ne révoqua pas de fonctionnaires; mais lorsque les partis du Frente Popular Libertador et de Renovación Nacional s'organisèrent pour présenter la candidature de Juan José Arévalo, le général Ponce Vaidés, appuyé par les libéraux progressistes et mû par son ambition, commença à persécuter les groupes politiques qui essayaient de se constituer et il devint alors évident qu'il serait le candidat officiel à ces élections.

362. Le député Alejandro Córdova, directeur du quotidien El Imparcial, critiqua les manoeuvres politiques des dirigeants du pays et fut assassiné par des policiers devant son domicile.

5. Période moderne

363. Le sacrifice personnel de Córdova provoqua l'indignation générale. Le 19 octobre 1944, à une heure avancée de la nuit, plusieurs jeunes militaires et étudiants universitaires, ainsi que d'autres citoyens, s'emparèrent des bâtiments de la garde d'honneur, dont un des chefs des unités blindées, le major Francisco Javier Arana, facilita l'accès aux révolutionnaires. Dans la matinée du 20 octobre les forces loyales au gouvernement et celles de la garde d'honneur, appuyées par le peuple, se livrèrent bataille pour s'emparer de la ville. Grâce à leur habileté tactique, les auteurs de ce soulèvement armé mirent hors de combat les forces de Matamoros, et de San José, dont la poudrière fut détruite par un tir d'artillerie. En quelques heures la situation évolua défavorablement pour le gouvernement, et le général Ponce Vaidés se vit contraint de démissionner et de demander asile à l'ambassade du Mexique.

364. La présidence fut exercée par un conseil de gouvernement, composé du major Francisco Javier Arana, du capitaine Jacobo Arbenz Guzmán et d'un civil, Jorge Toriello. Ce conseil, soutenu par un cabinet formé d'éminents intellectuels, mena une action très positive.

365. La Constitution de la République fut abrogée, des élections présidentielles furent convoquées et le Conseil s'attacha à élargir la démocratie. Mais plus d'un millier de personnes, dont l'ancien président Ubico, durent quitter le pays, et le conseil gouverna pratiquement sans opposition.

366. La nouvelle Constitution politique, qui entra en vigueur en mars 1945, comportait plusieurs innovations, dont la création de la Direction des forces armées et du Conseil supérieur de la défense nationale, corps délibérant de l'armée.

367. Un décret du Conseil révolutionnaire accorda l'autonomie à l'Université nationale qui, conformément à la tradition, commença à s'appeler à nouveau Université de San Carlos de Guatemala. La nouvelle Constitution politique confirma l'autonomie de l'Université, qui fut également accordée également aux municipalités de la République, dont les maires, devaient à nouveau être élus par la population.

368. Mais l'aspect le plus important de la Constitution de 1945 était qu'elle reposait sur un esprit nouveau qui mettait l'accent sur ce que les législateurs jugeaient utile pour favoriser la transformation socio-économique du Guatemala par des procédures démocratiques.

369. Dès la fin des élections, tenues le 15 mars 1945, commença le mandat de Juan José Arévalo, pédagogue guatémaltèque, qui avait résidé plusieurs années à l'étranger, principalement dans la République argentine, où il avait enseigné. Il bénéficia d'un solide appui populaire, et le contexte général était favorable à l'introduction des réformes socio-politiques que prescrivait la Constitution.

370. Parmi les réformes les plus importantes qui furent introduites alors dans la législation guatémaltèque figure le Code du travail. Ce Code définit pour la première fois au Guatemala les principes qui doivent régir les relations entre les travailleurs et les employeurs, en fixant des salaires minimums et en prévoyant le versement d'indemnités pour tout licenciement injustifié, des congés annuels et d'autres prestations qui n'étaient pas antérieurement prévus par la loi, bien que dans la pratique quelques-unes de ces dispositions ne furent pas observées.

371. De même, on créa l'Institut de la sécurité sociale en vue d'accorder une aide aux personnes victimes d'accidents de travail et un soutien matériel à leur famille, ainsi que de développer les soins médicaux et hospitaliers, en accordant une protection spéciale à la maternité.

372. Aux fins de compléter les services offerts par l'Institut de la sécurité sociale, des garderies d'enfants et des dispensaires médicaux et d'assistance publique furent mis en place. L'épouse du président, Mme Elisa Martínez de Arévalo, participa efficacement à l'organisation de ces services.

373. Un des derniers actes du gouvernement du général Ubico, avant qu'il ne remette son mandat, fut de rembourser la "dette anglaise" pour laisser vides les caisses de l'Etat. De même, au cours de cette période, les propriétés foncières et les biens des Allemands vivant au Guatemala furent confisqués, à titre d'indemnités de guerre, en raison de la participation du pays au conflit mondial. Pendant le gouvernement d'Arévalo, les revenus des propriétés foncières et des biens des Allemands contribuèrent dans une large mesure à l'équilibre du budget national, principalement en raison de la hausse des cours du café, à la suite de la reprise de sa consommation en Europe, après la guerre.

374. Le gouvernement considéra en outre que la bonne administration du pays nécessitait la mise en place d'organismes spécialisés dans ce domaine. C'est ainsi que furent créés les ministères de l'économie, du travail et de la prévoyance sociale, le conseil de la monnaie, le conseil de surveillance des banques et, finalement, la Banque du Guatemala à l'aide des fonds investis par l'Etat dans la banque centrale qui l'avait précédé. La Banque du Guatemala assumait les fonctions de seule banque d'émission, au service des intérêts et en qualité d'agent de l'Etat.

375. L'Etat engagea une lutte active contre les monopoles et s'opposa au renouvellement des contrats passés avec des compagnies étrangères, qui en raison de leur anachronisme devenaient onéreux pour le pays. Les syndicats de travailleurs, qui s'organisèrent conformément à la nouvelle législation du travail, participèrent activement à cette lutte. La politique nationaliste suivie par Arévalo était évidente; les entreprises étrangères furent progressivement soumises à des réglementations conçues dans l'intérêt du pays. Les impôts sur les biens immobiliers et sur les bénéfices réalisés par les entreprises privées furent augmentés.

376. Dans le domaine de l'éducation, on s'attacha à développer l'enseignement secondaire, et c'est ainsi que fut créé dans la capitale l'Institut normal centraméricain (INCA), pour les femmes, l'Institut Rafael Aqueche, pour les hommes; et l'Institut Adrián Zapata qui organisait des cours du soir. Une école destinée à la formation d'enseignants dans les zones rurales fut également fondée, à Chimaltenango, qui remplaça l'ancienne école Uruguay. Le département de l'enseignement de base ou socio-éducatif rural fut créé pour donner une impulsion à des études qui tiendraient compte en priorité des besoins des communautés rurales. On encouragea également dans une large mesure l'enseignement privé, en autorisant le fonctionnement de plusieurs établissements d'enseignement primaire et secondaire.

377. Dans le domaine de l'enseignement primaire, aussi bien dans la capitale que dans plusieurs chefs-lieux de département et agglomérations importantes, on édifia des écoles dites de fédération, conçues sous la forme d'un cercle, avec une aire d'activités pour chaque classe.

378. Les enseignants bénéficièrent de diverses mesures d'incitation, leurs traitements furent majorés et une loi assurant leur promotion fut promulguée.

379. Dans le cadre des réformes de l'enseignement, la faculté des lettres et des sciences humaines fut fondée, le 17 septembre 1945, où sont enseignées la philosophie, l'histoire, les lettres et la pédagogie. Par la suite, furent

établis un département de psychologie et une section de bibliothéologie. La faculté des lettres et des sciences humaines a notamment pour but d'assurer la formation professionnelle de maîtres de l'enseignement secondaire et de spécialistes de la psychopédagogie, ainsi que de journalistes professionnels.

380. L'éducation physique fut également encouragée et le stade national fut construit, ce qui permit l'urbanisation du quartier de La Palmita et de ses environs.

381. De nombreux spécialistes, des étudiants et des militaires accomplirent des stages à l'étranger.

382. La situation économique générale fut prospère non seulement en raison des cours élevés du café mais aussi à la suite de la progression des exportations de citronnelle, d'huiles essentielles, de bananes et d'autres produits. Mais l'industrie de l'élevage fut affectée par la crainte d'une extension de la fièvre aphteuse contre laquelle luttèrent pendant cette période plusieurs pays d'Amérique latine.

383. Le flux migratoire des campagnes vers les villes s'accrut, aggravant ainsi le problème du logement; mais l'expansion des villes fut considérable, l'Etat ayant construit plusieurs centres pour le logement des travailleurs et autorisé le lotissement de propriétés privées dans la zone suburbaine.

384. Les travaux mis en oeuvre par la mairie de la capitale furent importants. La sixième avenue sud fut ouverte, ce qui facilita le développement des zones qui se trouvaient dans cette direction, et la majeure partie des rues de la zone du centre de la ville furent asphaltées.

385. Le communisme a mené quelques activités au Guatemala au cours de la période d'Arévalo, en particulier au sein des travailleurs organisés, et a fourni plusieurs dirigeants aux syndicats; et le "socialisme spirituel" du président leur permit de jouir d'une certaine liberté d'action. La Constitution garantissait le fonctionnement des partis politiques, bien que son article 32 interdisait l'établissement d'organisations de caractère international ou étranger. Toutefois, les démocraties du monde occidental se trouvaient si étroitement liées aux pays communistes, à la fin de la seconde guerre mondiale, qu'il était pratiquement impossible de poursuivre les communistes pour les activités qu'ils déployaient à cette époque en Amérique latine, principalement depuis le Mexique, où avait été organisée la Confédération des travailleurs d'Amérique latine. Le président Arévalo n'avait aucune raison de craindre la présence d'un petit groupe de communistes dans le pays; et c'est ainsi que ce groupe commença à donner des directives à divers secteurs qui n'avaient aucune expérience de l'organisation du travail ou des méthodes syndicales.

386. Pour éviter une confrontation avec ceux qui s'opposaient au communisme, le président Arévalo se vit contraint de fermer l'école "Claridad" où des jeunes guatémaltèques étaient endoctrinés au marxisme. En 1947, il s'efforça également de s'opposer à l'action des dirigeants communistes dans les zones rurales. Et à la fin de son gouvernement, on peut dire que le président avait fait tout son possible pour éviter que les communistes occupent des postes dans l'administration publique.

387. C'est alors que l'on commença à entrevoir la possibilité que de fortes personnalités soient candidates à l'élection présidentielle, les colonels Francisco Javier Arana et Jacobo Arbenz Guzmán, membres du conseil révolutionnaire de gouvernement qui avait remis le pouvoir à Arévalo. Le 14 juillet 1949, le colonel Francisco Javier Arana, qui exerçait les fonctions de chef des forces armées, fut assassiné. Les Guatémaltèques furent vivement ébranlés par ce malheureux événement, ainsi que par le soulèvement le même soir d'un puissant corps militaire, connu sous le nom de garde d'honneur. Cette rébellion fut écrasée.

388. La division entre des groupes politiques antagonistes qui luttèrent pour la succession présidentielle provoqua un état d'instabilité politique permanent, la persécution des groupes qui n'étaient pas favorables au gouvernement et finalement l'imposition de la candidature officielle du colonel Jacobo Arbenz Guzmán, qui assumait la présidence de la République après les élections, le 15 mars 1951.

389. Durant le processus électoral, les partis dits révolutionnaires se divisèrent; et pour la première fois aucune voix forte ne s'éleva pour condamner le communisme international, dont des membres occupaient certains postes dans plusieurs partis politiques.

390. Malgré tout le président Arbenz commença son mandat avec le prestige que lui conférait sa participation à la révolution du 20 octobre 1944. Son programme de gouvernement comportait deux projets particulièrement importants. D'une part, il souhaitait doter le pays d'un bon système de communications, dont l'axe serait la route de l'Atlantique, et dont l'ouverture n'est pratiquement due qu'à son soutien enthousiaste. D'autre part, dans le domaine économique, il était convaincu que le pays avait besoin d'une restructuration générale, fondée sur une loi de réforme agraire, qui permettrait d'assurer une meilleure répartition des terres entre les paysans et les divers secteurs de production du pays.

391. Le premier de ces projets fut mis en oeuvre presque immédiatement. La route de l'Atlantique devait non seulement ouvrir un itinéraire national aboutissant au port principal de la République, mais également tenter de rompre le monopole des transports exercé par l'IRCA (International Railways of Central America), dans les républiques du Guatemala et d'El Salvador.

392. L'application du décret n° 900 (loi de réforme agraire) fut précédée par une campagne d'agitation des travailleurs agricoles à la recherche d'un appui politique, parce que l'on considéra alors que la réforme agraire serait plus efficace si des très larges secteurs de la population en comprenaient la portée.

393. Tant les grands que les petits propriétaires terriens du pays, dans leur majorité des planteurs de café, des éleveurs et des cultivateurs de maïs et de haricots (frijol), ainsi que l'United Fruit Co. qui possédait de vastes cultures de bananes dans les départements d'Izabal et d'Escuintla, s'opposèrent immédiatement à la loi de réforme agraire, qui prévoyait l'expropriation des terres en friche, des terres qui n'étaient pas cultivées directement ou pour le compte de leur propriétaire, celles données à bail sous quelque forme que ce soit, les terrains nécessaires pour constituer des

agglomérations urbaines, ainsi que les biens immeubles ruraux d'une superficie supérieure à 90 hectares (deux caballerías), et les biens immeubles d'une superficie supérieure à 6 caballerías dont les deux tiers seulement sont cultivés, et le versement d'indemnités à leurs propriétaires sous la forme de bons remboursables à plus ou moins longue échéance, sur une période maximale de 25 ans. La réforme agraire devait être administrée par le département agraire national et les organes qui en relèvent sous l'autorité exclusive du président de la République, sans que ne soit autorisé un recours quelconque devant les tribunaux ni même devant la Cour suprême.

394. La situation politique provoqua dans les campagnes une inquiétude générale chez les grands et petits propriétaires, qui voyaient leurs biens menacés, bien au-delà de ce que prévoyait le texte de la loi. Lorsqu'eurent lieu les premières expropriations de terres, l'attitude agressive des paysans provoqua une telle alarme chez certains propriétaires, dont les exploitations furent littéralement envahies, que la Cour suprême de justice fit droit à des recours en amparo dans plusieurs cas où la loi avait été appliquée de manière arbitraire. Une telle position, bien qu'elle puisse se défendre sur le plan constitutionnel, rendit précaire l'avenir de la loi de réforme agraire.

395. La seule solution qu'adoptèrent les conseillers du président Arbenz face au grave problème juridique ainsi posé fut de dissoudre la Cour suprême de justice, en invoquant l'inconséquence du tribunal suprême de la nation qui s'était opposé ouvertement à l'application des dispositions du décret n° 900, et le Congrès de la République destitua le président de cet organe judiciaire et les magistrats de la Cour suprême de justice et créa un nouveau tribunal. La loi de réforme agraire fut ainsi placée au-dessus des lois fondamentales du pays.

396. La réorganisation de la Cour suprême de justice ne laissa aux divers secteurs de la population touchés par la loi de réforme agraire aucune autre solution que celle de s'opposer avec tous les moyens dont ils disposaient au maintien au pouvoir du gouvernement constitutionnel du président Arbenz, ou d'accepter la situation existante.

397. La question la plus difficile qui se posait alors consistait à déterminer conformément à la loi de réforme agraire la valeur réelle des terres qui devaient être expropriées. Par exemple, l'United Fruit Co. détenait des biens d'une valeur déclarée d'environ 600 000 dollars E.-U. dans le registre cadastral, tant à des fins comptables que pour le paiement des impôts; mais la valeur des terres cultivées ou mises en réserve que possédait cette société pouvait être estimée à un peu plus de 15 millions de dollars E.-U. Comme cette question ne pouvait être soulevée devant les tribunaux du Guatemala, la compagnie demanda l'intervention du département d'Etat de Washington, en sollicitant la protection de ses intérêts. Le 23 mars 1953, le Gouvernement des Etats-Unis déclara officiellement qu'il prendra la défense des intérêts des citoyens ou des entreprises de ce pays, exigeant du gouvernement guatémaltèque le versement d'indemnités adéquates.

398. En mars 1954, l'opposition au gouvernement du président Arbenz ne cessait de s'amplifier; c'est alors qu'eut lieu la dixième conférence interaméricaine de Caracas, qui adopta une résolution condamnant les activités du communisme dans les pays américains, contre laquelle vota le Guatemala.

399. En juillet 1954, le mouvement de libération nationale entreprit, à partir de bases situées en dehors du territoire guatémaltèque, une invasion des départements du nord-est de la République, appuyée par des avions plus puissants que ceux de l'armée du Guatemala et par une radio clandestine qui incitait la population au soulèvement tout en lui faisant connaître le but et la portée de cette action.

400. A la suite de ces événements, de la vive tension politique intérieure qui régnait alors et des pressions diplomatiques, les forces considérables qui appuyaient le gouvernement du président Arbenz, y compris certains secteurs de l'armée, adoptèrent une attitude passive ou contraire aux desseins du gouvernement. Et dans une atmosphère d'expectative dramatique tant au niveau national qu'international, le président Arbenz Guzmán se vit contraint de démissionner le 27 juin 1954.

401. Pendant 24 heures, les fonctions de l'exécutif, contrairement à la Constitution, furent exercées par le ministre de la défense nationale, le colonel Carlos Enrique Díaz, qui fut ensuite remplacé par une junte militaire qui négocia les conditions de l'entrée de l'armée de libération nationale dans la capitale de la République. Puis arriva en personne le commandant de cette armée, le colonel Carlos Castillo Armas, le 2 juillet 1954, pour se joindre à un conseil de coalition composé de cinq membres. Toutefois, à la suite de ces événements et des manifestations populaires qui s'ensuivirent ce conseil se borna à organiser un plébiscite, qui fut ultérieurement approuvé par l'assemblée constituante qu'il avait convoquée. Castillo Armas assumait la présidence de la République à partir du 1er septembre 1954.

402. La seule opposition armée que rencontra le mouvement de libération nationale se produisit le 2 août 1954, lorsque les cadets de l'école polytechnique attaquèrent l'armée de libération, qui était cantonnée dans le bâtiment de l'hôpital Roosevelt. L'action ne dura que quelques heures et finalement un pacte fut conclu par lequel le gouvernement s'engageait à ne pas exercer de représailles contre les jeunes cadets rebelles et à procéder au démantèlement total des forces de l'armée de libération. Parmi les victimes de cet affrontement armé figuraient le sergent des cadets Jorge Luis Araneda, porte-drapeau de l'école polytechnique, et les cadets Luis Antonio Bosch et Carlos Hurtarte.

403. L'assemblée constituante de 1956 fut convoquée pour procéder à une modification des réformes qui avaient été introduites dans la législation fondamentale du Guatemala. On en revint d'une certaine manière à la tradition en supprimant la direction des forces armées, mais les articles tendant à extirper le communisme du pays furent renforcés.

404. Le gouvernement du colonel Castillo Armas reçut une certaine assistance économique des Etats-Unis pour faciliter la transformation du pays, en particulier en ce qui concerne la loi de réforme agraire, qui ne fut pas abolie, mais sensiblement modifiée. Les terres appartenant à l'United Fruit Co. ne furent pas expropriées et plusieurs exploitations furent restituées à leurs propriétaires légitimes, dans de nombreux cas simplement parce que les paysans terrorisés avaient abandonné les terres qui leur avaient été distribuées. De même on accorda une certaine attention à la construction de logements pour les travailleurs. Et la construction de la route de

l'Atlantique fut achevée jusqu'à son dernier tronçon, le port de Santo Tomás, qui fut aménagé par l'Etat, car les installations qui se trouvaient à Puerto Barrios n'étaient pas sa propriété.

405. Le président se rendit aux Etats-Unis et exerça en général les pouvoirs qui lui avaient été conférés, avec modération, cherchant à concilier les positions antagonistes des divers groupes politiques, ce qui paraissait impossible après les graves événements qui s'étaient produits au Guatemala.

406. L'assassinat du colonel Carlos Castillo Armas, qui eut lieu dans sa résidence officielle, le palais de la présidence, le 28 juillet 1957, mit fin à son mandat.

407. Luis Arturo González assumait ensuite la présidence provisoire et convoqua des élections, au cours d'une période de transition, pendant laquelle les autorités officielles essayèrent d'imposer la candidature de Miguel Ortiz Passarelli, qui remporta la victoire, mais un mouvement de caractère militaire, ainsi que la pression exercée par des groupes de partisans du candidat vaincu, le général Miguel Ydígoras Fuentes, qui organisèrent des manifestations de rues, en utilisant des unités mobiles de bicyclettes provoquèrent un tel désordre que le président provisoire se vit contraint de démissionner et de remettre son mandat à une des personnes désignées par le mouvement, le colonel Guillermo Flores Avendaño, homme de conciliation qui sut plaire aux divers groupes militants dans la politique du mouvement et convoqua des élections, qui eurent lieu dans une atmosphère de fièvre, mais sans pression officielle ostensible.

408. Les élections de 1958 furent favorables au candidat Miguel Ydígoras Fuentes, général de l'armée, qui avait joué un rôle éminent à l'époque Ubico, en tant que directeur général des routes; il exerça des fonctions de médiateur dans la crise politique provoquée par la révolution du 20 octobre et durant les gouvernements ultérieurs il dirigea la représentation diplomatique du Guatemala auprès de divers Etats, notamment le Royaume-Uni et la Colombie.

409. On peut considérer le succès du général Ydígoras comme le retour au pouvoir de quelques-unes des personnalités les plus favorables à l'idéologie du président Ubico et des groupes d'extrême droite, qui attendaient de leur candidat triomphant l'application d'une politique dure et la réorganisation générale dont avait besoin le pays.

410. On put rapidement se rendre compte que la mentalité de l'ancien partisan d'Ubico avait été sensiblement modifiée par son séjour dans des pays très avancés sur le plan démocratique. Les buts recherchés par ses partisans en l'élisant, loin de se concrétiser, se virent rapidement contrecarrés par le manque de fermeté de son action, qui ne tenait manifestement pas compte de la réalité, recherchant peut-être uniquement les applaudissements faciles du peuple, même au détriment du prestige dû à son rang et du respect envers son gouvernement.

411. Ainsi s'écoulèrent les trois premières années de ce régime constitutionnel, sans qu'ait été accomplie une action administrative qui vaille la peine d'être relevée, si ce n'est la mise en service de quelques tronçons asphaltés des routes qui mènent de la ville de Guatemala à la

République d'El Salvador et à l'importante agglomération de Quetzaltenango, et la construction de ponts sur la route de l'Atlantique. Dans la capitale, le parc de l'industrie fut aménagé à l'occasion de l'exposition centraméricaine, qui fut organisée en 1960.

412. Le président s'efforça également d'encourager le développement d'El Petén; il s'intéressa à l'exploration des sources de richesse, notamment à la recherche de puits pétroliers et à la création d'une flotte maritime, ainsi qu'à la mise en place de l'école navale du Guatemala et des installations du port de Santo Tomé et de Matías de Gálvez.

413. Il apporta son soutien à plusieurs exploitants agricoles et maisons de commerce qui développèrent l'industrie avicole du pays. Il prit des mesures analogues en faveur de l'industrie de la pêche.

414. Toutes ces mesures contribuèrent finalement à la participation active du Guatemala à la promotion du marché commun centraméricain, qui constitue un ensemble de dispositions juridiques et économiques, créé par l'Organisation des Etats d'Amérique centrale pour faciliter les relations commerciales entre les cinq pays de l'isthme. Mais l'absence d'une politique cohérente et réaliste mettait de plus en plus en évidence un climat d'insécurité économique générale et une situation budgétaire mal adaptée à l'état du pays, qui subit gravement le contre-coup de la baisse des cours du café.

415. En 1962, on entendit parler pour la première fois au Guatemala d'une dévaluation éventuelle du quetzal, monnaie équivalant au dollar des Etats-Unis. Et bien que le gouvernement s'empessa de démentir cette nouvelle, la vérité est que le recours excessif aux crédits internationaux, ainsi que le gaspillage des ressources intérieures, rapprocha le pays si près d'une catastrophe économique qu'il fut nécessaire d'adopter des mesures d'urgence comme la mise en place d'un contrôle des changes et de l'utilisation des devises étrangères dans divers secteurs de l'activité commerciale.

416. Pour remédier à cette situation, on dut augmenter les impôts qui pesaient déjà lourdement sur les contribuables guatémaltèques. Le Congrès de la République débattit d'un projet d'impôt sur le revenu, plus général et plus complet que l'impôt sur les bénéfiques, qui n'était versé que par les entreprises. Mais malheureusement, d'autres moyens furent utilisés pour améliorer le crédit du pays, notamment en facilitant l'entraînement des forces qui échouèrent dans leur tentative d'envahir Cuba à la baie des Cochons. Cette grave situation politique fut à l'origine du soulèvement armé du 13 novembre 1960 et de l'organisation de groupes qui utilisèrent plus tard des tactiques de guérilla au Guatemala. Des révoltes populaires et des mouvements estudiantins se produisirent également en mars et avril 1962. Cette situation renvoya l'application de mesures fiscales d'urgence à une époque plus propice.

417. La révolte générale de mars et d'avril 1962 obligea notamment le général Ydígoras Fuentes à constituer un cabinet militaire qui dans les plus grandes difficultés réussit à maintenir la situation précaire du gouvernement jusqu'au 31 mars 1963. A cette date le président fut renversé à la suite d'un coup d'Etat sans effusion de sang de l'armée, qui assumait tous les pouvoirs dans le pays, en constituant un conseil de gouvernement, présidé par le ministre de la défense nationale, le colonel Enrique Peralta Azurdia. A la suite du coup

d'Etat du 31 mars 1963, l'ordre institutionnel dans le pays fut rompu, la Constitution de la République fut abrogée, le Congrès national fut dissous et la direction des affaires publiques fut assurée d'une manière dictatoriale, par un système de décrets-lois, discutés par un conseil d'Etat et approuvés par le cabinet militaire.

418. Durant une période de trois ans et trois mois, le pays fut gouverné par le régime militaire du colonel Peralta Azurdia, dont l'action reposait sur la charte fondamentale de gouvernement, qui conférait à l'exécutif des pouvoirs discrétionnaires.

419. Malgré tout, en raison de la situation chaotique dans laquelle se trouvait le pays avant son accession au pouvoir, le régime militaire fut soutenu par de puissants secteurs politiques, notamment par les partis militants, ce qui permit à la population de reprendre le cours de ses activités et un retour relatif à la normalité institutionnelle.

420. Ainsi, ce que l'on appela l'"opération intégrité" fut un régime militaire, imposé par les circonstances, qui restaura quelques valeurs politiques et s'efforça de remédier à la crise budgétaire. L'impôt sur le revenu fut institué. La législation civile et pénale fut modernisée, de nouveaux codes furent promulgués pour remplacer ceux qu'avait rédigé J. Fernando Cruz à l'époque de Barrios ainsi que leurs amendements, qui avec le temps avaient rendu la législation assez confuse. Une des innovations de ces nouveaux codes fut l'introduction des "tribunaux de la famille". La législation anticommuniste fut renforcée, les mouvements de guérilla furent déclarés hors la loi et les effectifs militaires luttant contre les groupes subversifs furent augmentés.

421. Un programme réaliste d'éducation fut mis en oeuvre et environ 2 000 nouveaux postes de maîtres furent créés et 400 bâtiments scolaires furent construits, ce qui permit de répondre aux besoins les plus urgents de l'enseignement national, car jusqu'alors la majeure partie des écoles étaient installées dans les bâtiments qui furent construits dans une situation d'urgence après les tremblements de terre de 1917-1918.

422. En 1965, la nouvelle Constitution politique de la République fut promulguée pour restaurer l'état de droit dans le pays. Cette Constitution constitue un retour à la tradition établie par la loi fondamentale de 1879 et 1945. Elle met en particulier l'accent sur l'organisation des différents partis politiques, dont le fonctionnement ne peut être autorisé que s'ils comptent au moins 50 000 membres; elle élargit les garanties sociales et individuelles, en établissant des normes en matière de protection de la famille, du travail et le régime de sécurité sociale. En outre, elle réduit la durée du mandat présidentiel à quatre ans et crée le conseil d'Etat et la fonction de vice-président. Le conseil d'Etat existait à l'époque de Carrera et la nouvelle Constitution prévoit la participation des secteurs privés à ses travaux. Il est présidé par le vice-président de la République et comprend deux conseillers représentant chaque organisme de l'Etat; un membre désigné par les présidents des facultés de l'Université de San Carlos, un par les municipalités, un par les travailleurs urbains et un autre par ceux du secteur agricole, désigné par les organes dirigeants des syndicats; enfin, quatre

conseillers désignés par les associations des secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de la banque privée.

423. En mars 1966, eurent lieu des élections générales qui furent remportées par le candidat de l'opposition, Julio César Méndez Montenegro, qui entra en fonctions le 5 juillet de la même année.

424. Les espérances placées dans le nouveau gouvernement, présidé par un civil n'ayant pas déjà participé à la vie politique, furent rapidement déçues en raison des efforts qu'il dut consacrer à la lutte contre le terrorisme, tant des groupes d'extrême gauche que d'extrême droite; on craignait à tout instant le déclenchement d'une guerre civile. L'archevêque du Guatemala fut enlevé par des groupes extrémistes et les ambassadeurs des Etats-Unis et d'Allemagne de l'ouest furent assassinés, ainsi que des centaines d'autres personnes victimes de la violence, à laquelle un gouvernement civil ne pouvait probablement pas mettre un terme.

425. Le président Méndez Montenegro continua toutefois d'appliquer le programme d'enseignement public mis en route par le régime précédent et l'enseignement privé fut développé, en particulier au niveau universitaire. L'Etat acquit la société des chemins de fer internationaux d'Amérique centrale (IRCA), fit construire la centrale hydroélectrique de Jurún Marinalá et nationalisa le bassin du Michatoya, qui était contrôlé par une entreprise électrique à capitaux nord-américains. Mais la construction de routes et de logements pour les familles nécessiteuses ainsi que d'autres programmes sociaux pouvaient difficilement faire disparaître l'impression causée par les actions menées par les extrémistes.

426. A d'autres égards, on se souviendra toujours du mandat du président Méndez Montenegro en raison des actions personnelles extraordinaires exercées par certains citoyens, notamment le ministre des relations extérieures, Emilio Arenales Catalán, qui mourut alors qu'il était président de l'Assemblée générale des Nations Unies et le poète guatémaltèque Miguel Angel Asturias, ambassadeur du Guatemala en France, qui reçut le prix Nobel de littérature. Un autre événement extrêmement important fut la désignation de l'archevêque Mario Casariego comme premier cardinal de l'Eglise catholique au Guatemala, et l'élévation que reçut à cette occasion la cathédrale de cette ancienne capitale de l'Amérique centrale.

427. En mars 1970 le colonel Carlos Arana Osorio, candidat du mouvement de libération nationale (MLN l'ancien parti politique de Castillo Armas), et dont le programme préconisait le rétablissement de la loi et de l'ordre, fut élu président de la République et entra en fonctions le 1er juillet 1970. Le nouveau président jouissait d'un certain prestige car il avait combattu les guérillas d'extrême gauche dans la région rurale de la zone du nord-est, et les avait presque complètement anéantis. Après deux ans de gouvernement, les groupes de droite continuaient à espérer qu'il pourrait éliminer aussi le terrorisme urbain qui s'était poursuivi dans la ville de Guatemala et dans d'autres régions de la République, pour rétablir le cours normal de la vie de la société et trouver des solutions démocratiques aux graves problèmes socio-économiques qui affligeaient encore le pays, en raison principalement du sous-développement des zones rurales et de la situation marginale dans laquelle

vivaient les communautés autochtones qui constituent la majorité de la population nationale.

428. Un des derniers actes constructifs du gouvernement fut l'acquisition par l'Etat du réseau de distribution et d'installations de la empresa eléctrica, qui pratiquement mena à son terme le processus de nationalisation de toutes les ressources hydroélectriques du Guatemala.

429. Durant le mandat du président Arana Asorio, une grande importance fut accordée aux célébrations du centenaire de la révolution libérale de 1871 et au 150^e anniversaire de l'indépendance de l'Amérique centrale, proclamée le 15 septembre 1821.

430. Le gouvernement d'Arana poursuivit la même politique énergique contre ses ennemis, mais sous des dehors nationalistes et bien intentionnés. L'oeuvre matérielle du gouvernement fut intensifiée au cours de ses deux dernières années et les progrès furent impressionnants, l'élargissement de la route d'Amatitlán fut une de ses grandes réalisations ainsi que la construction du pont d'Incienso, un projet très longtemps retardé, qui fut facilitée par l'ouverture partielle de la ceinture périphérique, une oeuvre conçue, réalisée et financée par la municipalité de la capitale.

431. Le gouvernement construisit également la route de la capitale à Cobán, dans la région montagneuse du centre-nord de la République. La prospérité du marché commun centraméricain, favorable dans plusieurs secteurs au Guatemala, commença à se traduire par un accroissement des investissements de capitaux étrangers dans le pays, ce qui créa une atmosphère propice à un développement important des affaires. Toutefois, comme cela se produit presque chaque fois que les affaires se développent d'une manière excessive, la presse dénonça des détournements de fonds publics, des concessions abusives et des actes de favoritisme au profit d'alliés et de partisans de l'administration. Toutefois, les bénéfices d'une gestion dynamique et les investissements dans le domaine des infrastructures, comme la poursuite des travaux d'amenée d'eau du Xayá-Pixcayá à la capitale, continuèrent de favoriser le développement d'un climat économique de prospérité, particulièrement sensible dans la capitale de la République et à l'est du pays.

432. Malheureusement, la pénurie mondiale d'aliments et l'augmentation du prix des combustibles provoquèrent également une hausse inflationniste des produits de base, qui se répercuta d'une manière négative sur le budget familial de la majeure partie des Guatémaltèques, bien que les salaires des agents de la fonction publique et les salaires minimums autorisés dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, aient été légèrement augmentés au cours de la dernière année du gouvernement.

433. Alors que se rapprochait la date de l'élection du président de la République, des députés au Congrès et des maires, il était évident que des secteurs importants de la population n'allaient pas se rendre dans les bureaux de vote pour voter comme on le prévoyait en faveur de l'administration en place. Cette situation provoqua une vive inquiétude et de fortes pressions sur les partis de l'opposition. Toutefois, les élections eurent lieu à la date prévue. On ne permit pas la participation à ces élections de plusieurs candidats du parti favorable à un régime fort, comme le colonel Enrique

Peralta Azurdía, mais parmi les candidats des partis légalement autorisés figurèrent des personnalités représentatives de l'armée nationale, les généraux Kjell Eugenio Laugerud García et Efraín Ríos Montt - promu à ce grade durant l'administration du général Carlos Arana Osorio - et le colonel Enrique Paiz Novales.

434. La majorité des membres du Congrès de la République vota en mars 1974 en faveur du général Kjell Eugenio Laugerud García, qui entra en fonctions le 1er juillet de la même année. Son gouvernement se caractérisa par le soutien qu'il accorda au mouvement coopératif national.

435. Durant son mandat présidentiel, le Guatemala fut victime d'un violent tremblement de terre qui dévasta une grande partie de son territoire, ce qui permit de créer le comité de reconstruction nationale, organisme qui coordonna les activités de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), tant nationales qu'internationales, qui mirent en oeuvre des programmes au profit de la population touchée par cette catastrophe nationale.

436. Le président transmit ses pouvoirs le 1er juin 1978 au général Fernando Romeo Lucas García, qui fut renversé le 23 mars 1982. Durant son gouvernement, le pays fut frappé par la violence politique et sociale qui provoqua de nombreuses victimes au sein de toutes les couches de la population.

437. On encouragea la construction de travaux d'infrastructures, notamment de routes, de centres de santé et de complexes sportifs dans la majeure partie des chefs-lieux des départements.

438. Des élections présidentielles furent organisées et le général Angel Aníbal Guevara Rodríguez fut élu mais ne prit pas possession de ses fonctions, le général Lucas García ayant entre-temps été renversé. Le général Lucas García fut remplacé par un conseil de gouvernement présidé par le général Efraín Ríos Montt.

439. Le général Efraín Ríos Montt accéda au pouvoir à la demande d'un groupe de jeunes officiers de l'armée, qui avait renversé le général Lucas García. Le général Ríos Montt abrogea la Constitution, dissout le Congrès national et la Cour suprême de justice, et gouverna conformément à une charte fondamentale de gouvernement, approuvée par les ministres d'Etat. Il constitua un conseil d'Etat, où furent représentés les secteurs sociaux du Guatemala.

440. Le gouvernement de Ríos Montt, outre son rôle politique, exerça aussi une activité confessionnelle. Durant ce régime, la guérilla tant urbaine que rurale fut neutralisée. On créa les patrouilles d'autodéfense civile (PAC), les pôles de développement dans les zones du triangle d'Ixil, d'El Quiché et les juridictions spéciales.

441. Le gouvernement de Ríos Montt dura un peu plus d'un an et fut destitué par le haut commandement de l'armée et un conseil des commandants, à la suite de la proclamation du 8 août 1983, et il fut remplacé par le général Oscar Humberto Mejía Víctores.

442. Le général Mejía Víctores accéda au pouvoir le 8 août 1983, et transmit son mandat le 14 janvier 1986 au gouvernement démocratique et légalement élu présidé par Marco Vinicio Cerezo Arévalo. Durant ce gouvernement, une Assemblée nationale constituante fut élue, qui promulgua la Constitution politique de la République du Guatemala le 31 mai 1985, entrée en vigueur le 14 janvier 1986, lorsque le Congrès de la République fut installé. On organisa un grand débat national auquel participèrent des représentants des employeurs, des travailleurs, des universités, des coopératives et des ministères d'Etat.

443. Le 14 janvier 1986, Cerezo Arévalo accéda au pouvoir conformément à l'ordre constitutionnel. Durant son administration, une impulsion fut donnée à l'organisation syndicale et populaire. Les pourparlers de paix dans la région d'Amérique centrale commencèrent dans le cadre des réunions d'Esquipulas. Cerezo Arévalo transmit le pouvoir à son successeur, Jorge Antonio Serrano Elías, le 14 janvier 1991.

444. Serrano Elías fut démis de ses fonctions le 27 mai 1993 à la suite d'un processus juridique, approuvé par différents secteurs de la société guatémaltèque. Durant ce régime, des pourparlers de paix furent entamés directement avec les insurgés. La Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme - COPREDEH, fut créée, sur la recommandation d'un expert nommé par l'Organisation des Nations Unies, Christian Tomuschat. Des accords prévoyant le retour de la population réfugiée au Mexique furent signés. Le premier retour de réfugiés eut lieu conformément aux dispositions de ces accords et ceux-ci furent installés dans le polygone 14, à Ixcán, département d'El Quiché, dans un lieu qu'ils dénommèrent Comunidad Victoria 20 de enero.

445. Le 27 mai 1993, Ramiro de León Carpio accéda au pouvoir, sur proposition des secteurs politiques, sociaux, économiques, et populaires du pays. Il fut élu par le Congrès de la République à la magistrature suprême de la nation. Il exerce son mandat présidentiel depuis dix mois et s'efforce d'encourager et d'appuyer un dialogue de paix, de combattre la pauvreté, et de faire respecter et de garantir l'exercice des droits de l'homme. León Carpio devra transmettre le pouvoir à son successeur le 14 janvier 1996.

B. Régime de gouvernement

446. Le Guatemala est un Etat libre, indépendant et souverain, organisé pour garantir aux habitants la jouissance de leurs droits et de leurs libertés. Son système de gouvernement est républicain, démocratique et représentatif. La souveraineté réside dans le peuple qui en délègue l'exercice aux organes législatif, exécutif et judiciaire. Toute subordination entre ces organes est interdite.

447. La langue officielle du Guatemala est l'espagnol et les langues autochtones font partie du patrimoine culturel de la nation.

448. L'Etat garantit la libre formation et le libre fonctionnement des organisations politiques sous réserve des seules restrictions imposées par la Constitution et la loi.

449. L'armée du Guatemala est une institution destinée à maintenir l'indépendance, la souveraineté et l'honneur du Guatemala, l'intégrité du territoire, la paix et la sécurité intérieure et extérieure. Elle est unique et indivisible, essentiellement professionnelle et apolitique, et est tenue à l'obéissance et à la réserve.

450. Les collectivités locales de la République du Guatemala sont des institutions autonomes. Elles élisent leurs propres autorités et le gouvernement municipal est exercé par un conseil composé du maire, de syndics et de conseillers, qui sont tous élus démocratiquement par le peuple dans chaque municipalité.

451. Le budget général de l'Etat, approuvé pour chaque exercice budgétaire, comprend une estimation de toutes les recettes à percevoir et de toutes les dépenses à engager.

452. La Cour générale des comptes est une institution technique décentralisée chargée de contrôler les recettes, les dépenses et d'une manière générale tous les biens des organismes de l'Etat.

453. Le territoire de la République du Guatemala est divisé pour son administration en départements, et les départements sont divisés en municipalités. L'administration sera décentralisée et des régions de développement seront établies, en fonction de critères économiques, sociaux et culturels.

C. Structure des organes de l'Etat :
pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

1. Pouvoir exécutif

454. Le président de la République est le chef de l'Etat. Il représente l'unité nationale et les intérêts du peuple guatémaltèque. Le président et le vice-président de la République, les ministres et les vice-ministres d'Etat et les fonctionnaires qui en relèvent constituent le pouvoir exécutif.

455. Les ministères établis par la loi, qui sont dotés des attributions et de la compétence que celle-ci leur confère, sont chargés d'expédier les affaires relevant du pouvoir exécutif.

456. Le président de la République sera assisté des secrétaires dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat, et qui auront des attributions déterminées par la loi. Les secrétaires général et privé du président de la République devront remplir les mêmes conditions que celles exigées pour être ministre et jouiront des mêmes prérogatives et immunités.

457. L'organe exécutif est composé des ministères d'Etat suivants : relations extérieures; intérieur; défense nationale; finances publiques; éducation; santé publique et assistance sociale; travail et prévoyance sociale; économie, intégration et commerce extérieur; agriculture; élevage et alimentation; communications, transports et travaux publics; énergie et mines; culture et sports; développement urbain et rural. Chacun de ces ministères a sous sa

responsabilité les services qui lui permettent de s'acquitter de ses fonctions et à cet effet un organigramme du pouvoir exécutif a été établi.

2. Pouvoir législatif

458. L'organe législatif est ainsi composé : Congrès plénier, bureau, présidence, secrétariat, commission permanente, commission des droits de l'homme, commissions de travail, commissions extraordinaires et spécialisées.

459. Le Congrès de la République est chargé en particulier d'élaborer, d'approuver et d'adopter des lois.

3. Pouvoir judiciaire

460. L'organe judiciaire est chargé de juger et d'assurer l'exécution des décisions de justice.

461. Cet organe est ainsi composé : présidence, secrétariat général, secrétariat particulier, sous-secrétariat particulier, contrôle des tribunaux, direction financière, archives des protocoles, surveillance pénitentiaire, service de médecine légale, casier judiciaire, entretien, personnel, formation, classification des postes, Cenalex.

462. La Cour suprême de justice est ainsi composée : neuf magistrats, dont le président, chambres pénales, chambres civiles, chambres mixtes, chambres de la famille, chambres du travail, des mineurs, des comptes, du contentieux administratif, des conflits et des compétences, des mesures d'exécution pécuniaires, juridictions de première instance pénales d'instruction, de jugements et de circulation, juridictions de première instance civiles, juridictions de première instance départementales, juridictions de la famille, juridictions du travail et de la prévoyance sociale, juridictions de première instance des mineurs, juridictions de première instance des comptes, juridictions des délits économiques, juridictions de paix pénales et de la circulation, juridictions de paix rurales.

463. Le tribunal suprême électoral est l'autorité compétente en dernier ressort en matière électorale. Il est indépendant et n'est subordonné à aucun organisme de l'Etat. Il est ainsi composé : cinq magistrats titulaires, cinq magistrats suppléants.

464. La composition de l'administration est la suivante : présidence, secrétariat général, inspection générale, vérification des comptes, direction générale du registre des citoyens, ainsi que les autres services permettant son fonctionnement.

465. La Cour constitutionnelle est composée de cinq magistrats titulaires et de cinq suppléants, qui sont désignés de la manière suivante :

- a) Un magistrat par l'assemblée plénière de la Cour suprême plénière de justice;
- b) Un magistrat par le Congrès plénier de la République;

- c) Un magistrat par le président de la République en conseil des ministres;
- d) Un magistrat par le conseil supérieur universitaire de l'Université de San Carlos de Guatemala; et
- e) Un magistrat par l'assemblée de l'ordre des avocats.

466. La Cour constitutionnelle est chargée exclusivement de défendre l'ordre constitutionnel.

D. Bureau du procureur chargé des droits de l'homme

467. Ce bureau est chargé de faciliter le fonctionnement et la gestion administrative du gouvernement, en matière de droits de l'homme, ainsi que d'examiner et de dénoncer des comportements administratifs portant atteinte aux intérêts des personnes, et d'instruire toute plainte déposée par toute personne concernant des violations des droits de l'homme.

468. Le procureur chargé des droits de l'homme est un commissaire du Congrès de la République qui est habilité à surveiller l'administration, et à rendre compte chaque année au Congrès plénier de l'accomplissement de ses fonctions.

469. Le bureau du procureur chargé des droits de l'homme est un service administratif, installé dans la capitale ainsi que dans chacun des départements, où un avocat remplit les fonctions de délégué de ce bureau.

E. Ministère public et bureau du procureur général de la nation

470. Le ministère public est une institution auxiliaire de l'administration publique et des tribunaux dotée de fonctions autonomes, consistant principalement à veiller au strict respect de la législation du pays. Son organisation et son fonctionnement sont régis par sa loi organique. Le chef du ministère public est le procureur de la République et il est chargé d'exercer l'action pénale publique.

471. Le bureau du procureur général de la nation est chargé de donner des conseils et des consultations aux organes et services publics. Son organisation et son fonctionnement sont régis par sa loi organique. Le procureur général de la nation exerce la représentation de l'Etat et est le chef du bureau du procureur général de la nation.

472. Ces deux fonctionnaires exercent leur mandat pendant une durée de quatre ans et bénéficient des mêmes prérogatives et immunités que les magistrats de la Cour suprême de justice. Ils sont principalement chargés de veiller au strict respect de la législation du pays et d'exercer la représentation de l'Etat. Leurs fonctions consistent notamment à veiller à l'exercice et au respect des droits de l'homme.

F. Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme - COPREDEH

473. Cette Commission a été créée par le décret gouvernemental n° 486-91 du 12 juillet 1991. Elle est composée d'un représentant personnel du président de la République, des ministres des relations extérieures, de l'intérieur, de la défense nationale et du procureur général de la nation. Sa structure administrative est la suivante : un président, un directeur exécutif et un sous-directeur.

474. Cette commission est dotée d'un personnel administratif, qui lui permet de s'acquitter de ses fonctions.

III. CADRE NORMATIF GENERAL DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

A. Droits protégés par la Constitution ou par une déclaration de droits et dispositions en matière d'abrogation

1. Droits protégés par la Constitution

475. Les droits garantis par les divers instruments relatifs aux droits de l'homme sont entièrement et dûment protégés par la Constitution politique de la République du Guatemala. En conséquence, la loi fondamentale dispose à son article 46 qu'en matière des droits de l'homme, les traités et conventions adoptés et ratifiés par le Guatemala l'emportent sur les dispositions de droit interne. Pour cette raison, l'Etat, s'appuyant sur les principes de droit, garantit l'exercice et le respect des droits de l'homme sur son territoire.

476. De même, les droits et garanties consacrés dans la Constitution politique de la République du Guatemala n'excluent pas d'autres droits et garanties qui, bien que ne figurant pas expressément dans cet instrument, sont inhérents à la personne humaine. C'est ainsi que l'intérêt général prévaut sur l'intérêt particulier et cet instrument prévoit que seront nulles ipso jure les lois et les décisions gouvernementales ou de toute autre nature qui restreignent, limitent ou interprètent de manière erronée les droits garantis par la Constitution politique (art. 44).

477. De plus, le dernier paragraphe de l'article 275 de la Constitution politique de la République prévoit que le procureur chargé des droits de l'homme, d'office ou à la demande de parties, agira avec toute la diligence voulue pour que, pendant tout état d'exception, les droits fondamentaux dont l'exercice n'a pas été expressément limité soient pleinement garantis. Le procureur chargé des droits de l'homme accomplira ses fonctions sans discontinuer.

2. Droits protégés par la loi constitutionnelle concernant l'amparo, l'habeas corpus et la constitutionnalité des lois

478. L'article 276 de la Charte fondamentale prévoit qu'une loi constitutionnelle énoncera les dispositions concernant l'habeas corpus et la constitutionnalité des lois.

479. A cet égard, l'article premier de la loi concernant l'amparo, l'habeas corpus et la constitutionnalité des lois (décret n° 1-86 de l'Assemblée nationale constituante) dispose que ce texte a pour objet de garantir et de défendre l'ordre constitutionnel et les droits inhérents à la personne protégés par la Constitution politique de la République du Guatemala, les lois et les conventions internationales ratifiés par le pays. En conséquence, la Constitution prévaut sur toute autre loi ou tout autre traité. Toutefois, en matière de droits de l'homme, les traités et les conventions approuvés et ratifiés par le Guatemala l'emportent sur les dispositions de droit interne (article 3 de la loi précitée).

480. La protection de la personne et de ses droits sont donc inviolables. Nul ne peut être condamné, ni privé de ses droits, sans avoir été cité à comparaître, entendu et reconnu coupable dans le cadre d'une procédure judiciaire devant un juge ou un tribunal compétent déjà existant (article 4 de la loi précitée).

3. Droits protégés par la loi constitutionnelle relative à l'ordre public

481. Cette loi sera sans effet sur le fonctionnement des organes de l'Etat, dont les membres continueront de jouir des immunités et prérogatives qui leur sont légalement reconnues (article premier de la loi précitée).

482. Cette loi prévoit le maintien du recours en habeas corpus. L'autorité pourra ordonner que la présentation des personnes ait lieu à l'intérieur des prisons. Un recours en habeas corpus pourra être également formé à seule fin d'établir le traitement auquel est soumis son auteur et, s'il y a lieu, faire cesser les brimades dont il ferait l'objet. La présentation pourra donc avoir lieu à l'intérieur des prisons dans le cas où l'autorité compétente en décide ainsi.

483. Les actes, décisions et instructions prescrits sur la base de cette loi ne peuvent donner lieu qu'à un recours en responsabilité contre le fonctionnaire ou l'auteur mis en cause.

484. Toutefois, un recours en amparo pourra être présenté si, dans le cadre de l'application de la loi relative à l'ordre public, des garanties dont l'exercice, selon la Constitution politique de la République, ne peut être limité, ou qui n'ont pas été restreintes par un décret, sont violées.

485. Durant tout état d'exception ou d'urgence, toute personne contre laquelle existent des présomptions suffisantes qu'elle a agi en tant qu'auteur, complice ou receleur dans le but de troubler l'ordre public pourra être arrêtée sans mandat judiciaire ou ordonnance de contrainte par corps. La détention ne pourra durer au-delà du délai indispensable pour établir les faits et ne pourra dépasser 24 heures après la cessation des effets du décret de restriction des garanties considéré. Dès que prendra fin l'état d'urgence ou d'exception, ou le plus tôt possible, la personne arrêtée sera remise en liberté mais si l'enquête permet d'établir qu'elle s'est rendue coupable d'un délit ou d'une faute, elle sera traduite devant les tribunaux compétents.

486. Un délai raisonnable sera fixé pour le paiement des amendes en tenant compte des ressources de l'intéressé. Si l'amende n'est pas payée à

l'expiration de ce délai, elle sera remplacée par une peine de prison dont la durée sera déterminée dans les formes prévues par le Code pénal.

487. Le délai visé à l'article précédent ne pourra être inférieur en aucun cas à 48 heures. Pendant ce délai, l'intéressé pourra présenter un recours en révision de la décision le concernant auprès du fonctionnaire qui lui a infligé l'amende, qui devra se prononcer dans les deux jours suivants. L'article 34 de la loi constitutionnelle relative à l'ordre public prévoit que les décrets limitant les garanties dans toute situation prévue par la Constitution, ainsi que les textes qui les prorogent, les modifient ou les abrogent devront être publiés immédiatement et diffusés largement par tous les organes d'information. De même, les dispositions édictées pour assurer leur application et les informations relatives à la situation d'exception devront être portées à la connaissance du public.

488. Les organes d'information, quel que soit le moyen de diffusion qu'ils utilisent, sont tenus de publier gratuitement et sans délai dans leur première édition les décrets, dispositions et renseignements dont il s'agit. Tout organe qui s'abstiendrait de le faire sera passible d'une amende de 100 quetzales, la première fois, et en cas de récidive, il pourra être soumis à une censure préalable.

4. Droits protégés par la loi concernant les élections et les partis politiques

489. Le décret n° 1-85 de l'Assemblée nationale constituante régit l'exercice des droits politiques, des droits et obligations des autorités, des organes électoraux, des organisations politiques et l'exercice du droit de vote, ainsi que le processus électoral.

490. De même, l'article 3 de la loi précitée dispose que les droits et devoirs inhérents aux citoyens sont les suivants :

- a) Respecter et défendre la Constitution politique de la République;
- b) S'inscrire sur le registre des citoyens;
- c) Elire et être élu;
- d) Exercer le droit de vote;
- e) Exercer des charges publiques;
- f) Veiller à la liberté et à l'exercice effectif du droit de vote et à l'honnêteté du processus électoral;
- g) Défendre le principe de l'alternance et de la non réélection du président et du vice-président de la République;
- h) Accomplir les fonctions électorales pour lesquelles ils ont été désignés.

491. L'article 12 de la loi concernant les élections et les partis politiques prévoit que le vote est un droit et un devoir civique inhérent à la qualité de citoyen. Il est universel. L'article 17 dispose que la constitution d'organisations politiques dont le fonctionnement doit être conforme aux dispositions de la loi est libre. Les citoyens peuvent s'affilier librement à des organisations politiques de leur plein gré ou les quitter.

492. L'article 20 de la loi précitée prévoit également que les partis politiques jouissent des droits suivants :

- a) Présenter des candidats à des fonctions électives;
- b) Contrôler toutes les phases du processus électoral par l'intermédiaire de représentants désignés conformément à la loi;
- c) Désigner dans les huit jours suivant la date de convocation d'une élection leurs représentants nationaux auprès du tribunal suprême électoral, qui ont le droit d'assister à ses sessions;
- d) Dénoncer auprès du tribunal suprême électoral ou de l'inspecteur chargé des élections toute anomalie dont il aurait eu connaissance et exiger que des enquêtes soient entreprises au sujet des actes portant atteinte aux normes et aux principes énoncés dans la loi concernant les élections et les partis politiques;
- e) Utiliser la franchise postale et télégraphique dans leur fonction de contrôle du processus électoral. Ce droit ne pourra être exercé qu'à partir du lendemain de la convocation des élections jusqu'à un mois après la clôture du scrutin, et sera régi par un règlement, qui devra indiquer quels seront les dirigeants des partis qui pourront recourir à la franchise postale et télégraphique sur le territoire de la République et les responsabilités encourues en cas d'usage abusif de cette franchise;
- f) Recevoir des fonds publics, à raison de deux quetzales par suffrage légalement exprimé en leur faveur, à condition que le parti ait obtenu au moins 4 p. 100 du total des suffrages valables aux élections générales. Le calcul se fera sur la base du scrutin organisé à l'occasion de la première élection aux fonctions de président et vice-président de la République. Le versement des fonds publics sera effectué au cours de la période présidentielle correspondante, en quatre tranches annuelles et durant le mois de juillet des quatre premières années. En cas de coalition de partis politiques, les fonds seront distribués en parties égales entre les membres de la coalition;
- g) Mener conformément à la loi les activités nécessaires pour l'accomplissement de leurs fonctions.

493. L'article 102 de la loi concernant les élections et les partis politiques dispose que les comités civiques électoraux jouissent des droits suivants :

- a) Présenter des candidats aux fonctions de membres des conseils municipaux;
- b) Contrôler toutes les phases du processus électoral auquel ils participent, par l'intermédiaire de délégués désignés par eux;
- c) Dénoncer auprès de l'inspecteur chargé des élections toute anomalie dont ils auraient eu connaissance et exiger que des enquêtes soient entreprises au sujet des actes portant atteinte aux normes et aux principes énoncés dans la législation relative aux élections et aux organisations politiques;
- d) Exercer les autres droits que la loi leur confère.

494. L'article 194 de la loi précitée dispose que les élections doivent être organisées dans une atmosphère de liberté et de respect absolu des droits constitutionnels. Ces libertés et droits ne peuvent être en aucun cas limités et l'état d'exception ne peut être proclamé avant la fin du processus électoral. De même, l'article 195 de la loi concernant les élections et les partis politiques prévoit que toutes les forces de sécurité doivent prêter le concours que les agents des organes électoraux et des partis politiques peuvent leur demander pour assurer l'ordre, garantir la liberté et la légalité du processus électoral.

495. Quant à la question de savoir si les droits visés dans les pactes auxquels l'Etat du Guatemala a souscrit et qu'il a approuvés sont protégés par la Constitution ou par une déclaration de droits, il y a lieu de noter que l'article 46 de la Charte fondamentale établit le principe général qu'en matière de droits de l'homme les traités et conventions approuvés et ratifiés par le Guatemala l'emportent sur les dispositions de droit interne. En conséquence, l'Etat du Guatemala veille à la jouissance des droits de l'homme des personnes se trouvant sur son territoire, conformément à l'engagement qu'il a pris devant la communauté internationale, lorsqu'il a signé et approuvé les différents pactes et conventions en la matière.

496. De même, il convient de faire observer que le gouvernement de la République du Guatemala et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URGN) ont signé le 29 mars 1994 à Mexico, D.F., un accord global sur les droits de l'homme dans le cadre duquel les parties ont pris les engagements suivants :

- a) Engagement général de protéger les droits de l'homme. Le gouvernement de la République du Guatemala continuera d'encourager l'adoption de toutes les mesures visant à promouvoir et à améliorer les normes et les mécanismes de protection des droits de l'homme;
- b) Engagement de renforcer les instances de protection des droits de l'homme. Les parties considèrent que tout comportement qui limite, restreint ou viole les fonctions qui sont assignées en matière de droits de l'homme à l'organe judiciaire, au procureur chargé des droits de l'homme et au ministère public, sape les principes fondamentaux de l'état de droit, et ces institutions doivent être appuyées et renforcées dans l'exercice de telles fonctions;

- c) Engagement de lutter contre l'impunité. Les parties conviennent d'agir avec fermeté contre l'impunité. Le gouvernement ne favorisera pas l'adoption de mesures législatives ou de toute autre nature visant à empêcher le jugement et le châtement des responsables de violations des droits de l'homme. Le gouvernement de la République du Guatemala soumettra à l'organe législatif les modifications qui devraient être introduites dans le Code pénal pour qualifier de crimes extrêmement graves et de sanctionner les disparitions forcées ou involontaires, ainsi que les exécutions sommaires ou extrajudiciaires; de même, le gouvernement s'attachera à ce que la communauté internationale reconnaisse que les disparitions forcées ou involontaires et les exécutions sommaires ou extrajudiciaires constituent des crimes contre l'humanité;
- d) Engagement de ne pas tolérer l'existence de corps de sécurité illégaux et de mouvements clandestins et adoption d'une réglementation concernant le port d'arme. Aux fins d'assurer un respect absolu des droits de l'homme, il ne doit exister ni corps illégaux ni appareils clandestins de sécurité. Le gouvernement de la République reconnaît qu'il est tenu de combattre toute manifestation de ces derniers;
- e) Garanties concernant les libertés d'association et de circulation. Les deux parties reconnaissent que les libertés d'association, de déplacement et de circulation sont des droits de l'homme internationalement et constitutionnellement reconnus, qui doivent pouvoir être exercés conformément à la loi et être pleinement respectés au Guatemala;
- f) Conscription militaire. La conscription pour l'accomplissement du service militaire obligatoire ne doit pas être forcée, ni donner lieu à des violations des droits de l'homme et, aux fins de maintenir son caractère de devoir et de droit civiques, elle doit être juste et non discriminatoire. A cette fin, le gouvernement de la République du Guatemala continuera d'adopter et d'appliquer les décisions administratives nécessaires et proposera le plus rapidement possible et dans l'esprit de cet accord une nouvelle loi relative au service militaire;
- g) Garanties et protection concernant les personnes et les organismes qui oeuvrent en faveur de la défense des droits de l'homme. Les parties conviennent que tous les actes pouvant porter atteinte aux garanties des personnes ou des organismes qui oeuvrent en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme sont condamnables. A cet égard, le gouvernement de la République du Guatemala prendra des mesures spéciales de protection au profit des personnes ou des organismes qui militent en faveur des droits de l'homme. De même, il fera mener des enquêtes approfondies dans les plus brefs délais au sujet des plaintes qui pourraient lui être présentées concernant des actes ou des menaces qui pourraient viser ces personnes ou ces organismes. Le gouvernement de la République du Guatemala réaffirme son engagement de garantir et de protéger

efficacement les activités des personnes et des organismes qui défendent les droits de l'homme;

- h) Indemnisation et/ou assistance devant être accordée aux victimes de violations des droits de l'homme. Les parties reconnaissent que l'indemnisation et/ou l'assistance qui doit être accordée aux victimes de violations des droits de l'homme est une obligation humanitaire. Cette indemnisation et/ou cette assistance sera effectivement accordée dans le cadre de mesures et de programmes gouvernementaux, de caractère civil et socio-économique, en priorité au profit des personnes qui en ont le plus besoin en raison de leur situation économique et sociale;
- i) Droits de l'homme et conflit armé intérieur. A l'occasion de la signature de cet accord de paix solide et durable, les deux parties reconnaissent la nécessité de mettre fin aux souffrances de la population civile et de respecter les droits de l'homme des blessés, des prisonniers et des personnes mises hors de combat.

5. Procédure de réforme et d'abrogation de la loi

- a) Constitution politique de la République du Guatemala

497. Article 277. Initiative. L'initiative de proposer des réformes de la Constitution appartient :

- a) Au président de la République en conseil des ministres;
- b) A dix députés ou plus du Congrès de la République;
- c) A la Cour constitutionnelle; et
- d) Au peuple au moyen d'une pétition adressée au Congrès de la République par 5 000 citoyens au moins dûment inscrits dans le registre des citoyens.

Dans tous les cas précités, le Congrès de la République doit examiner, sans retard, la question qui lui a été posée.

498. Article 278. L'Assemblée nationale constituante. Aux fins de réformer cet article ou tout autre article figurant au chapitre I du Titre II de la présente Constitution, il est indispensable que le Congrès de la République, par un vote à la majorité des deux tiers des membres qui le composent, convoque une assemblée nationale constituante. Le décret de convocation indiquera l'article ou les articles devant être éventuellement modifiés et sera communiqué au tribunal suprême électoral pour qu'il fixe la date des élections qui devront avoir lieu dans un délai maximum de 120 jours, selon une procédure conforme à la loi constitutionnelle.

499. Article 280. Réformes par le Congrès et consultation populaire. Toute autre réforme constitutionnelle doit être approuvée par le Congrès de la République par un vote à la majorité des deux tiers des députés. Les réformes n'entreront en vigueur que lorsqu'elles auront été ratifiées à la suite de la

consultation populaire visée à l'article 173 de la présente Constitution. Si à la suite de cette consultation populaire, la réforme est approuvée, celle-ci entrera en vigueur 60 jours après l'annonce des résultats par le tribunal suprême électoral.

500. Article 281. Articles qui ne peuvent être modifiés. Aucune modification ne pourra être apportée aux articles 140, 141, 165, alinéa 6), 186 et 187, ni à toute question concernant la forme républicaine de gouvernement, le principe de la non-réélection du président de la République, et les articles établissant le principe de l'alternance dans l'exercice de la présidence de la République ne pourront être ni abrogés ni privés d'effets et leur contenu ne pourra être laissé en suspens ou altéré ou modifié de toute autre manière.

- b) Loi concernant le pouvoir judiciaire (décret n° 2-89 du Congrès de la République)

501. Article 6. Entrée en vigueur de la loi. La loi entrera en vigueur huit jours après sa publication intégrale au Diario Oficial, à moins qu'elle ne prévoit elle-même d'allonger ou de réduire ce délai. Il sera tenu compte de tous les jours pour le calcul de ce délai.

502. Article 7. Non-rétroactivité. Toute loi n'a pas d'effet rétroactif et ne peut modifier des droits acquis, à l'exception de toute loi pénale favorable au prévenu ou au condamné. Les codes de procédure s'appliquent immédiatement, sauf dans les cas où la loi ne le prévoit pas.

503. Article 8. Abrogation des lois. Les lois s'abrogent par des lois postérieures :

- a) Par une déclaration expresse des nouvelles lois;
- b) Partiellement, en raison de l'incompatibilité des dispositions contenues dans les nouvelles lois avec les précédentes;
- c) Totalement, lorsque la nouvelle loi régleme entièrement la matière traitée dans la loi précédente;
- d) Totalement ou partiellement par une déclaration d'inconstitutionnalité, prononcée en dernier ressort par la Cour constitutionnelle.

Par l'effet de l'abrogation d'une loi, les lois que celle-ci abroge ne peuvent être remises en vigueur.

504. Article 9. Primauté de la Constitution. Les tribunaux observeront toujours le principe de la hiérarchie des normes juridiques et de la primauté de la Constitution politique sur toute autre loi, ou traité international, à l'exception des traités ou conventions relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Guatemala, qui prévalent sur les dispositions de droit interne. Les dispositions qui vont à l'encontre d'une norme de rang supérieur sont dépourvues de validité.

505. Article 10. Interprétation de la loi. Les normes s'interpréteront conformément à leur teneur selon le sens propre de leurs termes, de leur contexte et conformément aux dispositions constitutionnelles. L'ensemble d'une loi devra refléter le contenu de chacune de ces parties, mais les passages obscurs de ce texte pourront être éclaircis en tenant compte de divers éléments rangés dans l'ordre suivant :

- a) Le but et l'esprit de la loi;
- b) L'historique attestée de son institution;
- c) Les dispositions d'autres lois portant sur des cas ou des situations analogues;
- d) La forme paraissant la plus conforme à l'équité et aux principes généraux du droit.

B. Application des dispositions des instruments internationaux

506. Les dispositions des Pactes internationaux peuvent être invoquées devant les tribunaux ou les cours de justice, ou devant les autorités administratives, mais ces normes de droit international doivent être soumises à la procédure d'élaboration et de sanction des lois par le Congrès de la République, qui est tenu selon une règle constitutionnelle impérative d'approuver avant leur ratification les traités, conventions ou tout autre accord international dans le cas où (article 171, alinéa 1) de la Constitution politique de la République) :

1. Ils modifient des lois en vigueur pour lesquelles la Constitution exige la même majorité de voix;
2. Ils influent sur l'autorité de la nation, établissent l'union monétaire économique ou politique de l'Amérique centrale, soit partiellement soit totalement, ou attribuent ou transfèrent des compétences à des organismes, institutions ou mécanismes créés dans un ordre juridique communautaire unifié pour réaliser des objectifs régionaux et communs dans le contexte de l'Amérique centrale;
3. Ils engagent financièrement l'Etat, dans une proportion qui dépasse 1 p. 100 du budget ordinaire, ou pour un montant indéterminé;
4. Ils constituent un engagement de soumettre toute question à une décision judiciaire ou d'arbitrage internationaux;
5. Ils contiennent une clause générale d'arbitrage ou de soumission à une juridiction internationale.

507. La Constitution politique de la République prévoit dans son article 183 que le président de la République est notamment chargé de soumettre à l'examen du Congrès aux fins de leur approbation, et avant leur ratification, les traités et conventions de caractère international et les contrats et concessions concernant des services publics.

508. En conséquence, les dispositions des pactes internationaux peuvent être invoquées devant les autorités compétentes de l'Etat du Guatemala, mais elles doivent au préalable avoir été soumises au processus de ratification et d'approbation interne, comme le prescrit la Constitution politique de la République, afin qu'elles soient conformes au droit interne du Guatemala, en particulier en matière de droits de l'homme, et pour pouvoir être appliquées par les autorités compétentes concernées.

C. Autorités judiciaires, administratives ou autres
compétentes en matière de droits de l'homme

509. Les autorités compétentes en matière de droits de l'homme sont les suivantes :

- a) L'organe judiciaire (Cour suprême de justice);
- b) La Cour constitutionnelle;
- c) L'organisme législatif;
- d) Le ministère public;
- e) Le bureau du procureur chargé des droits de l'homme;
- f) Le tribunal suprême électoral;
- g) La commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme.

1. Organe judiciaire

510. L'article 203 de la Constitution politique de la République dispose, dans son chapitre IV, première section, dispositions générales, que la justice est administrée conformément à la Constitution et aux lois de la République. Les tribunaux ont le pouvoir de juger et d'assurer l'exécution des décisions de justice. Les autres organismes de l'Etat doivent accorder aux tribunaux l'aide dont ils pourraient avoir besoin pour assurer l'exécution de leurs décisions.

511. Les magistrats et les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions et ne sont soumis qu'à la Constitution de la République et aux lois.

512. La fonction juridictionnelle est exercée exclusivement par la Cour suprême de justice et par les autres tribunaux établis par la loi.

513. Aucune autre autorité ne pourra intervenir dans l'administration de la justice.

514. La juridiction militaire est compétente pour connaître et trancher des affaires civiles et pénales visées dans le Code militaire et assurer l'exécution des sentences. A cet égard, la juridiction militaire est exercée exclusivement par les commandants et les tribunaux désignés par la loi. En conséquence, la première instance est engagée à la diligence des autorités

militaires, et la seconde par la cour d'appel, constituée en cour martiale (articles 1, 2 et 3, deuxième partie, du Code militaire). Il n'existe pas de troisième instance.

515. Les garanties des magistrats de l'ordre judiciaire sont les suivantes :

- a) Leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions;
- b) Leur indépendance financière;
- c) L'inamovibilité des magistrats et des juges de première instance, sauf dans les cas prévus par la loi; et
- d) La nomination par les magistrats des membres du personnel judiciaire.

2. Cour constitutionnelle

516. L'article 268, figurant dans le chapitre IV de la Constitution politique de la République, dispose que la Cour constitutionnelle est un tribunal permanent doté d'une compétence exclusive, chargé essentiellement de défendre l'ordre constitutionnel; elle constitue un tribunal collégial indépendant des autres organismes d'Etat qui exerce des fonctions particulières que lui assigne la Constitution et la loi en la matière (loi concernant l'amparo, l'habeas corpus et la constitutionnalité). L'indépendance financière de la Cour constitutionnelle sera garantie par le versement de la partie des fonds publics alloués à l'organe judiciaire qui lui est affectée.

517. La Cour constitutionnelle est composée de cinq magistrats titulaires et de cinq magistrats suppléants. Lorsque la Cour examine des recours en inconstitutionnalité de décisions de la Cour suprême de justice, du Congrès de la République, du président ou du vice-président de la République, le nombre de ses membres est porté à sept, les deux autres magistrats étant choisis par tirage au sort parmi les suppléants.

518. Les magistrats exercent leurs fonctions pendant une durée de cinq ans et sont désignés de la manière suivante :

- a) Un magistrat par l'assemblée plénière de la Cour suprême de justice;
- b) Un magistrat par le Congrès plénier de la République;
- c) Un magistrat par le président de la République en conseil des ministres;
- d) Un magistrat par le conseil supérieur universitaire de l'Université de San Carlos du Guatemala;
- e) Un magistrat par l'assemblée de l'ordre des avocats.

Le Congrès de la République désignera en même temps un membre titulaire et un membre suppléant.

519. La Cour constitutionnelle sera installée officiellement 90 jours après l'installation du Congrès de la République (article 269 de la Constitution politique).

520. Les fonctions de la Cour constitutionnelle (article 272 de la Constitution politique) sont les suivantes :

- a) Connaître en dernier ressort des recours contestant partiellement ou totalement la constitutionnalité de lois ou de dispositions de caractère général;
- b) Connaître en dernier ressort en qualité de tribunal extraordinaire d'amparo les recours en amparo présentés contre le Congrès de la République, la Cour suprême de justice, le président et le vice-président de la République;
- c) Connaître en appel de tous les recours en amparo présentés devant tout tribunal. Si l'appel est formé contre une décision rendue en matière d'amparo par la Cour suprême de justice, la Cour constitutionnelle comprendra deux membres supplémentaires dans les conditions prévues à l'article 268 de la Constitution politique de la République;
- d) Connaître en appel de tous les recours contre des lois dont la constitutionnalité est contestée dans des cas précis, des jugements, des décisions rendues en cassation, ou des cas prévus par la loi en la matière;
- e) Donner un avis sur la constitutionnalité des traités, conventions et projets de loi, à la demande de tout organisme de l'Etat;
- f) Connaître et trancher tout conflit de juridiction en matière de constitutionnalité;
- g) Elaborer la doctrine et les principes constitutionnels établis sur la base des décisions concernant des recours en amparo et en inconstitutionnalité des lois, en maintenant à jour le bulletin ou le recueil de jurisprudence;
- h) Donner son avis sur l'inconstitutionnalité des lois sur lesquelles le pouvoir exécutif a mis son veto en invoquant leur inconstitutionnalité;
- i) Donner son avis, se prononcer ou rendre un jugement sur les questions relevant de sa compétence, selon la Constitution de la République.

3. Organe législatif

521. Conformément à l'article 157 de la Constitution politique de la République, chapitre II, première section, le pouvoir législatif est exercé par le Congrès de la République, qui est composé de députés élus directement par le peuple au suffrage universel, selon un système de listes nationales et de circonscriptions électorales.

522. Les attributions du Congrès de la République sont les suivantes :

- a) Ouvrir et clore les sessions;
- b) Recevoir la prestation de serment du président, du vice-président de la République et du président de l'organe judiciaire avant leur entrée en fonctions;
- c) Accepter ou refuser la démission du président ou du vice-président de la République. Le Congrès s'assurera de l'authenticité de la démission en question;
- d) Confier les fonctions de la présidence de la République au vice-président en cas d'absence définitive ou temporaire du président;
- e) Accorder ou refuser l'autorisation au président ou au vice-président de la République de quitter le territoire de l'Amérique centrale ou de renoncer provisoirement à ses fonctions;
- f) Elire les fonctionnaires qui, conformément à la Constitution et à la loi, doivent être désignés par le Congrès, accepter ou refuser leur démission et choisir les personnes qui doivent les remplacer;
- g) Refuser de reconnaître l'autorité du président de la République si, à l'expiration de son mandat constitutionnel, il continue à exercer ses fonctions. Dans un tel cas, l'armée sera placée automatiquement sous la dépendance du Congrès;
- h) Déclarer s'il existe ou non un motif de mise en accusation du président et du vice-président de la République, du président et des magistrats de la Cour suprême de justice, du tribunal suprême électoral, de ministres, de vice-ministres d'Etat, dans l'exercice de leurs fonctions, du secrétaire général de la présidence et du sous-secrétaire qui le remplace, du procureur général de la nation et des députés au Congrès; toute décision à cet égard doit être prise par un vote à la majorité des deux tiers du total des députés;
- i) Déclarer par un vote à la majorité des deux tiers du total des députés composant le Congrès que le président de la République se trouve dans l'incapacité physique ou mentale d'exercer ses fonctions. Cette déclaration doit reposer sur l'avis préalable d'une commission composée de cinq médecins désignés par le bureau de l'ordre des médecins à la demande du Congrès;

- j) Interpeller les ministres d'Etat;
- k) Décréter des réformes et abroger des lois;
- l) Approuver, modifier ou rejeter, au plus tard 30 jours avant son entrée en vigueur, le budget de l'Etat. Le pouvoir exécutif devra envoyer le projet de budget au Congrès 120 jours avant la date du début de l'exercice budgétaire. Si au commencement de l'exercice budgétaire le budget n'a pas été approuvé par le Congrès, le budget en vigueur au cours de l'exercice précédent sera maintenu, et pourra être modifié ou aménagé par le Congrès;
- m) Décréter des impôts ordinaires et extraordinaires en fonction des besoins de l'Etat et fixer les bases de leur recouvrement;
- n) Approuver ou rejeter chaque année, en tout ou en partie, sur rapport préalable de la cour des comptes, les détails et les justificatifs de toutes les recettes et dépenses des finances publiques, présentés par le pouvoir exécutif au sujet de l'exercice budgétaire précédent;
- ñ) Décréter des honneurs publics pour services éminents rendus à la nation. En aucun cas, ceux-ci ne pourront être conférés au président ou au vice-président de la République, pendant leur mandat, ni à aucun autre fonctionnaire dans l'exercice de sa charge;
- o) Déclarer la guerre et approuver ou rejeter les traités de paix;
- p) Décréter l'amnistie pour les délits politiques et de droit commun connexes pour des raisons d'opportunité publique;
- q) Fixer les caractéristiques de la monnaie, après avis du Conseil de la monnaie;
- r) Contracter, convertir, consolider les dettes publiques intérieures ou extérieures et procéder à toute autre opération en la matière. Dans tous les cas, le Congrès devra consulter au préalable le pouvoir exécutif et le conseil de la monnaie;
- s) Approuver ou rejeter les projets de loi portant sur des réclamations à l'Etat de crédits non reconnus dont il est saisi par le pouvoir exécutif et allouer des fonds spéciaux pour leur remboursement ou amortissement. Veiller à ce que soient dûment payés les crédits dus par l'Etat et ses institutions à la suite de condamnations de tribunaux;
- t) Décréter, à la demande du pouvoir exécutif, le paiement de réparations ou d'indemnités en cas de réclamations internationales, lorsqu'il n'a pas été fait appel à un arbitrage ou à une juridiction internationale;

- u) Approuver, avant leur ratification, les traités, conventions ou tout accord international;
- v) Nommer des commissions d'enquête au sujet d'activités propres à l'administration publique, qui soulèvent des problèmes d'intérêt national.

523. Les attributions propres au Congrès sont les suivantes :

- a) Définir les pouvoirs que le tribunal suprême électoral conférera aux députés élus;
- b) Nommer et révoquer son personnel administratif. Les relations entre l'organe législatif et son personnel administratif, technique et de services seront régies par une loi spécifique, qui énoncera un barème de rémunération, un règlement disciplinaire et les conditions de licenciement;
- c) Accepter ou refuser les démissions présentées par ses membres;
- d) Convoquer les députés suppléants en cas de décès, de démission, d'annulation d'élection, d'autorisation provisoire d'absence ou d'impossibilité des titulaires d'assister à ces travaux;
- e) Elaborer et approuver son budget pour qu'il soit inclus dans celui de l'Etat.

524. Conformément à l'article 274 de la Constitution politique de la République, les députés du Congrès, le pouvoir exécutif, la Cour suprême de justice, l'Université de San Carlos de Guatemala et le tribunal suprême électoral ont l'initiative de l'élaboration des lois.

525. Si un projet de loi est inscrit à l'ordre du jour, il sera mis en discussion au cours de trois séances distinctes, tenues des jours différents et ne pourra faire l'objet d'un vote qu'après avoir été suffisamment débattu au cours de la troisième séance, à l'exception des projets déclarés par le Congrès comme revêtant une urgence nationale, par un vote à la majorité des deux tiers du total des députés. Dans tous les autres cas, la procédure prescrite par le règlement intérieur devra être observée.

526. Dès son approbation, un projet de loi est transmis au pouvoir exécutif aux fins de sa sanction et de sa promulgation.

527. Dans un délai de 15 jours après avoir reçu le texte du projet, et après accord du conseil des ministres, le président de la République pourra le renvoyer au Congrès accompagné des observations qu'il estimera utiles de faire, dans l'exercice de son droit de veto. Les lois ne pourront faire l'objet d'un veto partiel.

528. Si l'organe exécutif ne renvoie pas le texte dans un délai de 15 jours à compter de la date de sa réception, il sera considéré comme approuvé et devra être promulgué sous forme de loi dans les huit jours suivants. Si le Congrès clôture sa session avant l'expiration du délai d'exercice du droit de veto, le

pouvoir exécutif devra renvoyer le texte dans les huit jours après l'ouverture de la session ordinaire de la période suivante.

529. Lorsqu'il recevra le texte qui lui a été renvoyé, le Congrès pourra soit le réexaminer, soit remettre sa discussion à la session suivante : si les observations formulées par le pouvoir exécutif n'ont pas été acceptées, et si le Congrès approuve le texte par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres, le pouvoir exécutif sera tenu de sanctionner et de promulguer ce texte dans les huit jours à compter de la date de sa réception. Si le pouvoir exécutif s'abstient de prendre une telle mesure, le Congrès ordonnera sa publication aux fins qu'il produise des effets en tant que loi de la République.

530. La loi commencera à s'appliquer sur tout le territoire national, huit jours après la publication de son texte intégral au Diario oficial, à moins que la même loi n'allonge ou ne réduise ce délai.

531. Les décisions du Congrès concernant son règlement intérieur et celles portant sur ses attributions n'ont pas à être sanctionnées par le pouvoir exécutif.

4. Ministère public et bureau du procureur général de la nation

532. Le ministère public est une institution auxiliaire de l'administration publique et des tribunaux dotée de fonctions autonomes, consistant principalement à veiller au strict respect de la législation du pays. Son organisation et son fonctionnement sont régis par sa loi organique (article 251 de la Constitution politique de la République, décret n° 40-94 du Congrès de la République). Le chef du ministère public est le procureur général de la République et il est chargé d'exercer l'action pénale publique.

533. Le bureau du procureur général de la nation est chargé de donner des conseils et des consultations aux organes et services publics. Son organisation et son fonctionnement sont régis par sa loi organique. Le procureur général de la nation exerce la représentation de l'Etat et est le chef du bureau du procureur général de la nation (article 34 des réformes constitutionnelles).

534. Ces deux fonctionnaires exercent leur mandat pendant une durée de quatre ans et bénéficient des mêmes prérogatives et immunités que les magistrats de la Cour suprême de justice. Ils peuvent être révoqués par le président de la République, pour un motif valable.

5. Bureau du procureur chargé des droits de l'homme

535. L'article 273 de la Constitution politique de la République prévoit que le Congrès désignera une commission des droits de l'homme comprenant un député de chaque parti politique représenté au cours de la législature. Cette commission proposera au Congrès trois candidats aux fonctions de procureur, qui devra remplir les conditions exigées des magistrats de la Cour suprême de justice et jouira des mêmes immunités et prérogatives que les députés au Congrès. La loi réglera les attributions de la commission et du

procureur chargé des droits de l'homme dont il est fait mention dans cet article.

536. De même, l'article 274 de la Charte fondamentale prévoit que le procureur chargé des droits de l'homme est un commissaire du Congrès de la République appelé à assurer la défense des droits de l'homme garantis par la Constitution. Il est habilité à surveiller l'administration, exercera ses fonctions pendant une période de cinq ans et devra présenter un rapport annuel sur ses activités à la session plénière du Congrès, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme.

537. L'article 275 de la Constitution politique de la République dispose que les attributions du procureur chargé des droits de l'homme sont les suivantes :

- a) Assurer le bon fonctionnement et faciliter la gestion administrative gouvernementale, en matière de droits de l'homme;
- b) Examiner et dénoncer les comportements administratifs portant atteinte aux intérêts des personnes;
- c) Instruire toute plainte déposée par toute personne concernant des violations des droits de l'homme;
- d) Recommander officieusement ou publiquement aux fonctionnaires de modifier tout comportement administratif blâmable;
- e) Formuler des critiques publiques concernant les actes ou les comportements contraires au droit constitutionnel;
- f) Prendre l'initiative d'engager des actions ou des recours judiciaires ou administratifs, dans les cas appropriés; et
- g) Accomplir les autres fonctions et attributions qui lui sont conférées par la loi.

538. Le procureur chargé des droits de l'homme, d'office ou à la demande des parties, agira avec toute la diligence voulue pour que, pendant tout état d'exception, les droits fondamentaux dont l'exercice n'a pas été expressément limité soient pleinement garantis. Il accomplira ses fonctions sans discontinuer.

539. L'article 8 du décret n° 54-86 du Congrès de la République - loi concernant la Commission des droits de l'homme du Congrès de la République et le procureur chargé des droits de l'homme -, modifié par le décret n° 32-87 dudit Congrès, dispose que le procureur chargé des droits de l'homme, qui sera désormais dénommé le procureur, est un commissaire du Congrès de la République appelé à défendre les droits de l'homme prévus dans la Constitution politique de la République du Guatemala, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les traités et conventions internationales approuvés et ratifiés par le Guatemala. Dans l'accomplissement des fonctions que lui confère la Constitution politique du Guatemala et la loi, le procureur n'est subordonné à

aucun organisme, institution ou fonctionnaire quelconque, et agira en toute indépendance.

540. De même, l'article 11 de la loi précitée, telle qu'elle a été modifiée, dispose que dans l'accomplissement de ses fonctions, le procureur sera assisté de deux procureurs adjoints, qui le remplaceront dans l'ordre de leur nomination, en cas d'empêchement ou d'absence temporaire, et occuperont son poste au cas où il deviendrait vacant, en attendant l'élection du nouveau titulaire. Ils devront réunir les mêmes conditions exigées pour exercer la charge de procureur et seront désignés directement par celui-ci.

541. L'article 14 du décret n° 54-86, modifié par le décret n° 32-87, du Congrès de la République, définit les autres attributions suivantes du procureur :

- a) Promouvoir et coordonner avec les services responsables des mesures pour faire inscrire dans les programmes des établissements d'enseignements publics et privés, une matière portant spécifiquement sur les droits de l'homme, qui devra être enseignée régulièrement et à tous les niveaux scolaires;
- b) Mettre au point un programme permanent d'activités tendant à faire connaître les aspects fondamentaux des droits de l'homme, établir des rapports, recueils, études, enquêtes, ouvrages juridiques et doctrinaux et d'autres publications, lancer des campagnes de sensibilisation et toute autre activité de promotion, dans le but de faire prendre conscience aux divers secteurs de la population de l'importance de ces droits;
- c) Etablir et maintenir des relations avec les différentes organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, nationales ou étrangères, chargées de la défense et de la promotion des droits de l'homme;
- d) Faire diffuser en janvier de chaque année, par les grands moyens d'information, le rapport annuel et les rapports extraordinaires dont il est fait mention dans la loi;
- e) Participer à des manifestations internationales dans le domaine des droits de l'homme;
- f) Recevoir, analyser et examiner toute plainte concernant des violations des droits de l'homme présentée oralement ou par écrit par tout groupe, personne physique ou morale;
- g) Entreprendre d'office les enquêtes qu'il pourrait juger nécessaires au cas où il aurait connaissance de violations des droits de l'homme;
- h) Se rendre dans tout local ou installation lorsque des indices rationnels lui permettent de croire que des droits de l'homme ont été violés, sur ordonnance du juge compétent. Pour procéder à une enquête sur les lieux, il ne sera pas nécessaire de prévenir au

préalable les fonctionnaires ou les responsables dont dépendent, directement ou indirectement, ces locaux ou installations;

- i) Ordonner à des particuliers, des fonctionnaires et des agents des services publics de se rendre dans les locaux ou les installations mentionnés à l'alinéa précédent, aux fins de lui présenter immédiatement tous les livres, documents, dossiers, archives, y compris les données stockées sur ordinateur, en se faisant accompagner des techniciens nécessaires, sauf dans les cas prévus par les articles 24 et 30 de la Constitution politique de la République du Guatemala;
- j) Prononcer une condamnation publique à l'encontre des responsables matériels et/ou intellectuels de la violation des droits de l'homme, lorsque son enquête lui a permis d'aboutir à une telle conclusion;
- k) Organiser le bureau du procureur chargé des droits de l'homme et nommer, blâmer ou révoquer son personnel, conformément à son règlement;
- l) Elaborer le projet de budget annuel du bureau du procureur et le remettre à la Commission des droits de l'homme du Congrès de la République, pour qu'il soit inclus dans le budget général de l'Etat.

542. L'article 20 du décret n° 54-86, modifié par le décret n° 32-87, de l'organe législatif, dispose que le procureur et ses adjoints sont compétents pour intervenir en cas de réclamation ou de plainte portant sur des violations présumées des droits de l'homme sur tout le territoire national.

543. De même, l'article 21 de ces textes prévoit que le procureur protégera les droits individuels, sociaux, civils et politiques, visés dans le titre II de la Constitution politique de la République, et en particulier la vie, la liberté, la justice, la paix, la dignité et l'égalité de la personne humaine, ainsi que les droits définis dans des traités ou conventions internationales approuvés et ratifiés par le Guatemala.

6. Tribunal suprême électoral

544. L'article 223 de la Constitution politique de la République dispose que l'Etat garantira la libre formation et le bon fonctionnement des organisations politiques sous réserve des limitations prévues par la Constitution et la loi. Toutes les questions concernant l'exercice du droit de vote, les droits politiques, les organisations politiques, les autorités des organes électoraux et le processus électoral seront régies par la loi constitutionnelle en la matière (voir paragraphes 484 à 488).

545. L'article 125 de la loi concernant les élections et les partis politiques prévoit que le tribunal suprême électoral a les attributions et obligations suivantes :

- a) Veiller au strict respect de la Constitution, des lois et des dispositions garantissant le droit d'organisation et la participation politique des citoyens;
- b) convoquer et organiser les élections; proclamer les résultats et la validité des élections ou, le cas échéant, l'annulation partielle ou totale de ces consultations et faire connaître que des postes soumis à une élection populaire ont été régulièrement pourvus, en notifiant aux citoyens l'élection de leurs titulaires par une déclaration publique;
- c) Se prononcer définitivement sur les actes accomplis par les services du registre des citoyens portés à sa connaissance par un recours ou une simple demande d'avis;
- d) Respecter et faire respecter les dispositions légales sur les organisations politiques et les élections et édicter les dispositions destinées à faire effectivement appliquer de telles normes;
- e) Se prononcer sur l'inscription et la suppression d'organisations politiques et les autres sanctions dont ils peuvent faire l'objet;
- f) Se prononcer définitivement sur toutes les questions concernant des coalitions ou des fusions de partis politiques et de comités civiques électoraux;
- g) Nommer les membres des commissions électorales, départementales et municipales et révoquer un ou plusieurs de leurs membres pour une raison valable, tout en veillant à leur bon fonctionnement;
- h) Veiller à ce que les bureaux de vote soient convenablement et régulièrement composés;
- i) Examiner et trancher toute autre question relevant de sa compétence dont il a connaissance d'office ou à la suite d'une plainte;
- j) Saisir les tribunaux des faits constitutifs de délit ou de faute dont il a eu connaissance dans des domaines relevant de sa compétence;
- k) Requérir le concours de la force publique pour garantir le déroulement normal du processus électoral, qui devra lui être accordé sans délai et sous une forme appropriée;
- l) Se prononcer sur les pétitions et les demandes d'avis qui lui sont soumises par des citoyens ou des organisations politiques concernant des questions relevant de sa compétence;
- m) Statuer sur les recours qu'il est appelé à connaître conformément à la loi;
- n) Examiner et définir la documentation électorale;

- o) Nommer, révoquer et sanctionner les fonctionnaires et les membres du personnel placés sous son autorité;
- p) Edicter son règlement intérieur et ceux des autres organes électoraux;
- q) Elaborer et exécuter son budget annuel;
- r) Etablir et publier la jurisprudence en matière électorale;
- s) Publier un rapport sur les élections et ses résultats en temps utile;
- t) Appliquer, conformément à la loi relative au pouvoir judiciaire, les dispositions légales concernant les élections et l'inscription et le fonctionnement des organisations politiques.

546. L'article 153 de la loi concernant les élections et les partis politiques dispose que les organes électoraux sont les suivants :

- a) Les services du registre des citoyens;
- b) Les commissions électorales départementales;
- c) Les commissions électorales municipales;
- d) Les bureaux de vote.

7. Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme

547. Le décret gouvernemental n° 549-91, du 16 août 1991, porte création dans son article premier de la Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme, sous le sigle de COPREDEH, qui sera chargée de coordonner les actions des ministères et institutions du pouvoir exécutif tendant à assurer la jouissance et la protection des droits de l'homme et à garantir la communication et la coopération du président de la République avec le pouvoir judiciaire et le bureau du procureur chargé des droits de l'homme en ce qui concerne de tels droits.

548. L'article premier du décret gouvernemental n° 222-94, du 13 mai 1994, est ainsi libellé :

Article premier. L'article 2 du décret gouvernemental n° 486-91, du 12 juillet 1991, est modifié et se lit comme suit :

"Article 2. Composition. La Commission sera composée d'un président nommé par le président de la République, qui le représentera et présidera la Commission, et les ministres des relations extérieures, de l'intérieur, de la défense nationale, le chef du ministère public et le coordonnateur de la Commission de la paix. Dans des cas exceptionnels, les ministres d'Etat, le chef du ministère public et le

coordonnateur de la Commission de la paix pourront se faire représenter par un fonctionnaire de haut rang membre des services placés sous leur autorité".

549. L'article 4 du décret gouvernemental n° 486-91 prévoit que la Commission aura les attributions suivantes :

- a) Veiller à assurer une liaison et une coopération efficaces avec le pouvoir judiciaire et le bureau du procureur chargé des droits de l'homme en matière de protection de tels droits;
- b) Coordonner les activités entreprises, dans leurs domaines de compétence respectifs, par les ministères d'Etat ou les institutions du pouvoir exécutif, en vue de mettre en oeuvre la politique de protection des droits de l'homme encouragée par l'organe exécutif;
- c) Centraliser les informations sur les plaintes concernant des violations des droits de l'homme qui se seraient produites dans le pays, en demandant que des enquêtes soient entreprises à ce sujet par l'intermédiaire du ministère de l'intérieur et du ministère public;
- d) Etablir un mécanisme propre à permettre de suivre en permanence les enquêtes portant sur des violations des droits de l'homme et les procédures judiciaires engagées à ce sujet pour être en mesure de donner des informations, par l'intermédiaire du ministère des relations extérieures, à la communauté et aux organismes internationaux;
- e) Etudier et proposer au président de la République des projets de loi en matière de droits de l'homme de nature à contribuer à améliorer le respect de ces droits au Guatemala;
- f) Encourager la coopération et l'assistance technique et financière internationales dans le but d'améliorer et de renforcer les institutions démocratiques chargées de garantir la légalité et le respect de l'état de droit dans le pays;
- g) Etablir, par l'intermédiaire du ministère des relations extérieures, des liens de coopération, d'information et d'assistance avec les organismes internationaux qui s'occupent de la protection des droits de l'homme.

D. Les recours dont dispose toute personne qui prétend que l'un quelconque de ses droits a été violé

1. La Constitution politique de la République

550. L'article 44, troisième paragraphe, de la Charte fondamentale dispose que seront nuls ipso jure les lois et les décrets gouvernementaux ou tout autre texte qui limitent, restreignent ou violent les droits garantis par la Constitution.

551. En conséquence, l'article 45 de la Constitution politique de la République prévoit que l'action engagée pour juger les auteurs de violations des droits de l'homme est publique et peut être exercée sur simple plainte sans caution ni autre formalité. La résistance du peuple pour assurer la protection et la défense des droits et garanties consacrés dans la Constitution est légitime.

552. L'article 138 de la Constitution politique de la République dispose que l'Etat et les autorités sont tenus d'assurer aux habitants de la nation la pleine jouissance des droits garantis par la Constitution.

553. L'article 155 de la Constitution prévoit que lorsqu'une personne revêtue d'une autorité, un fonctionnaire ou un agent de l'Etat, dans l'exercice de ses fonctions, viole la loi au préjudice de particuliers, l'Etat ou l'institution publique où il exerce ses activités sera solidairement responsable pour les dommages et préjudices qu'il a causés. La responsabilité civile des fonctionnaires et agents publics subsistera pendant le délai de prescription, dont la durée sera de 20 ans. La responsabilité pénale s'éteint, dans ce cas, lorsque le double de la durée indiquée par la loi pour la prescription de la peine sera écoulée.

554. Ni les Guatémaltèques ni les étrangers ne pourront réclamer à l'Etat des indemnités pour des dommages et des préjudices causés à la suite de mouvements armés ou de troubles civils.

555. L'article 263 de la Constitution politique de la République du Guatemala prévoit que toute personne illégalement arrêtée, détenue ou empêchée de toute manière de jouir de sa liberté individuelle, menacée de perdre cette liberté, ou subissant des brimades, même dans le cas où son incarcération ou sa détention est justifiée par la loi, a le droit de demander à être traduite immédiatement devant les tribunaux, soit afin d'être remise en liberté, soit de faire cesser les brimades ou la contrainte auxquelles elle aurait été soumise. Si le tribunal décide de remettre en liberté la personne illégalement détenue, celle-ci sera libérée sur-le-champ. Dans les cas où une telle demande est présentée ou lorsque le juge ou le tribunal l'estime pertinent, le détenu devra être traduit devant lui dans le lieu où il se trouve, sans avis ni notification préalable. Dans ce cas, la comparution personnelle du détenu est indispensable.

556. L'article 265 de la Constitution institue une procédure de recours en amparo afin de protéger les personnes contre les menaces de violation de leurs droits ou de rétablir de tels droits lorsqu'ils ont été violés. L'amparo s'appliquera en tous lieux, et devra être accordé chaque fois que les actes, les décisions, les ordonnances ou les lois des autorités comportent implicitement une menace, une restriction ou une violation des droits garantis par la Constitution et les lois.

557. L'article 266 de la Constitution politique de la République prévoit que dans des cas précis, dans toute procédure relevant de toute autorité ou d'une juridiction quelconque, dans toute instance et en cassation, jusqu'au prononcé de la peine, les parties pourront présenter un recours exceptionnel ou incident en inconstitutionnalité totale ou partielle d'une loi. Le tribunal devra se prononcer à ce sujet.

558. De même, l'article 267 de la Constitution dispose que les recours contre des lois, règlements ou décisions de caractère général considérés partiellement ou totalement contraires à la Constitution devront être présentés directement devant un tribunal ou la Cour constitutionnelle.

2. Loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité

559. L'article premier de la loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité prévoit que son objet est d'étendre les garanties et les protections de l'ordre constitutionnel et les droits inhérents à la personne protégés par la Constitution politique de la République du Guatemala, les lois et les conventions internationales ratifiées par le pays.

560. L'article 58 de cette loi dispose que lorsqu'une personne revêtue d'une autorité, un fonctionnaire, un agent ou un travailleur donne lieu à un recours en amparo pour des actes accomplis dans l'exercice de sa charge, de ses fonctions ou de son service, l'Etat, l'organisme ou la personne dont il dépend, sera solidairement responsable des dommages et des préjudices qu'il a causés. Toute personne devant verser des indemnités à ce titre pourra en réclamer le remboursement à l'auteur de tels dommages et préjudices.

561. L'article 59 de la loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité prévoit que lorsque le tribunal déclare que des dommages et intérêts devront être versés, soit dans sa sentence soit dans une décision ultérieure, il fixera lui-même leur montant ou définira, tout au moins, les conditions dans lesquelles les indemnités devront être versées ou laissera à des experts le soin de le déterminer, dans le cadre d'une procédure incidente. Outre les cas établis dans la loi, le tribunal, après le prononcé de son jugement, à la demande des parties, ordonnera le paiement des dommages et intérêts en cas de retard ou d'inexécution de sa sentence.

562. L'article 60 de la loi prévoit que la Cour constitutionnelle connaîtra de tous les appels interjetés en matière d'amparo.

563. De même, l'article 61 de cette loi dispose que sont susceptibles d'appel les jugements d'amparo, les décisions par lesquelles sont rejetés, accordés ou annulés les amparos provisoires, ordonnés le paiement de dommages et intérêts et celles mettant fin à une instance.

564. L'appel devra être interjeté dans un délai de 48 heures suivant la dernière notification. L'article 63 de la loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité prévoit que les parties, le ministère public et le procureur chargé des droits de l'homme pourront interjeter l'appel.

565. L'article 68 de la loi précitée dispose que la Cour constitutionnelle pourra annuler des actes de procédure lorsqu'elle estimera qu'au cours de l'instance les dispositions légales n'ont pas été observées, et ordonner que la procédure soit reprise à partir des actes annulés.

566. L'article 69 de la loi dispose que les arrêts de la Cour constitutionnelle ne pourront faire l'objet que de demandes d'éclaircissement ou d'interprétation, mais que les magistrats qui les prononcent seront responsables conformément à la loi.

567. Aux termes de l'article 72 de cette loi, si l'une quelconque des parties concernées estime que durant la procédure ou l'exécution du jugement d'amparo le tribunal ne respecte pas les dispositions de la loi ou la sentence, elle pourra déposer un recours devant la Cour constitutionnelle qui devra se prononcer dans un délai de 24 heures. Si l'ouverture d'une procédure lui paraît justifiée, la Cour en indiquera les motifs et transmettra immédiatement sa décision au tribunal compétent.

568. L'article 82 de la loi précitée prévoit que toute personne illégalement détenue, arrêtée ou empêchée de toute autre manière de jouir de sa liberté individuelle, menacée de perdre cette liberté, ou subissant des brimades, même dans le cas où son incarcération ou sa détention est justifiée par la loi, a le droit de demander à être traduite immédiatement devant les tribunaux, soit afin d'être remise en liberté, soit de faire cesser les brimades ou la contrainte auxquelles elle aurait été soumise.

569. L'article 85 de la loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité dispose que tout tribunal qui a connaissance d'une manière quelconque qu'une personne se trouve dans la situation visée à l'article 82, qu'elle est retenue ou simplement gardée à vue et que le lieu où elle se trouve reste incertain, est tenue d'engager et de mettre en mouvement d'office la procédure d'habeas corpus.

570. L'article 116 de la loi précitée prévoit que, dans toute procédure relevant d'une autorité ou d'une juridiction quelconque, dans toute instance et en cassation, jusqu'au prononcé de la sentence, les parties pourront présenter un recours exceptionnel ou incident, en inconstitutionnalité totale ou partielle d'une loi pour qu'elle soit déclarée inapplicable. Le tribunal devra se prononcer à ce sujet.

571. Aux termes de l'article 117 de la loi précitée, un recours en inconstitutionnalité d'une loi pourra être déposé en cassation avant le prononcé de la sentence. Dans ce cas, la Cour suprême de justice, lorsqu'auront été épuisées les voies de recours en inconstitutionnalité et avant la décision en cassation, se prononcera sur l'inconstitutionnalité du texte par un arrêt motivé. Si un appel est formé contre sa décision, il transmettra le dossier à la Cour constitutionnelle. L'inconstitutionnalité pourra être également invoquée sur la base du recours et dans ce cas la Cour est tenue de se prononcer.

572. L'article 118 de cette loi dispose que lorsque dans des cas particuliers des lois ou des règlements inconstitutionnels sont appliqués dans des actes administratifs, qui par leur nature même ont une validité apparente, et ne sont pas susceptibles de recours en amparo, la personne lésée se limitera à les signaler au cours de la procédure administrative correspondante. Dans ces cas, le recours en inconstitutionnalité devra être formé devant une juridiction du contentieux administratif, dans un délai de 30 jours à compter de la date où la décision est devenue définitive, en suivant la procédure prévue pour invoquer l'inconstitutionnalité d'une loi. Toutefois, l'inconstitutionnalité pourra être invoquée sur la base d'un pourvoi en cassation, dans les formes prévues dans l'article précédent, si une juridiction du contentieux administratif n'a pas été saisie.

573. L'article 119 de la loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité dispose que dans le domaine du travail, outre la norme générale applicable à toute procédure, lorsque l'inconstitutionnalité d'une loi est soulevée durant un procès concernant un conflit collectif du travail, le tribunal du travail compétent devra se prononcer à ce sujet.

574. L'article 121 de la loi précitée dispose que dans toute action en inconstitutionnalité, le tribunal entendra le ministère public et les parties dans un délai de neuf jours. A l'expiration de ce délai, une audience publique pourra se tenir, à la demande des parties. Le tribunal se prononcera dans les trois jours suivants. Sa décision sera susceptible d'appel devant la Cour constitutionnelle.

575. L'article 127 de la loi précitée prévoit que la sentence visée à l'article 121 et les décisions rendues au sujet de l'inconstitutionnalité dans les autres cas sont susceptibles d'appel. L'appel devra être interjeté, sous une forme motivée, dans un délai de trois jours.

576. L'article 132 de la loi relative à l'amparo, à l'habeas corpus et à la constitutionnalité prévoit que si le tribunal compétent refuse de faire droit à l'appel, la partie qui s'estime lésée peut présenter un recours devant la Cour constitutionnelle, dans un délai de trois jours après la notification de ce refus.

577. L'article 133 de la loi précitée prévoit que les recours contre des lois, règlements ou décisions de caractère général considérés comme partiellement ou totalement contraires à la Constitution devront être présentés devant la Cour constitutionnelle.

578. L'article 134 de cette loi prévoit que sont habilités à déposer des recours en inconstitutionnalité des lois, règlements ou décisions de caractère général :

- a) Le bureau de l'ordre des avocats, agissant par l'intermédiaire de son président;
- b) Le ministère public par l'intermédiaire du procureur général de la nation;
- c) Le procureur chargé des droits de l'homme au sujet des lois, règlements ou décisions de caractère général qui portent atteinte à des intérêts relevant de sa compétence;
- d) Toute personne avec le concours de trois avocats inscrits au barreau.

579. L'article 142 de la loi précitée prévoit qu'aucun recours ne pourra être formé contre les arrêts de la Cour constitutionnelle et les décisions rendues conformément aux dispositions de l'article 138.

3. Loi constitutionnelle relative à l'ordre public

580. L'article 26 du décret n° 7 instituant la loi relative à l'ordre public dispose que les actes, règlements ou décisions adoptés sur la base de cette loi ne peuvent faire l'objet que d'un recours en responsabilité dans la forme définie par la loi.

581. En conséquence, l'article 27 de ce texte prévoit que, nonobstant la disposition de l'article précédent, l'article 26, un recours en amparo pourra être déposé si, à l'occasion de l'application de la loi, des garanties dont l'exercice ne peut être limité, conformément à la Constitution de la République, ou qui n'ont pas été restreintes par un décret, sont violées. Cette loi dispose que dans tous les cas un recours en habeas corpus pourra être formé. L'autorité pourra décider que la présentation des personnes ait lieu à l'intérieur des prisons. Un recours en habeas corpus pourra également être présenté à seule fin d'établir le traitement auquel serait soumis son auteur et, s'il y a lieu, mettre fin aux brimades dont il ferait l'objet. La présentation de cette personne pourra avoir lieu à l'intérieur des prisons si l'autorité compétente le décide ainsi (article 27 de la loi relative à l'ordre public).

582. L'article 28 de la loi relative à l'ordre public dispose que durant tout état d'exception ou d'urgence toute personne contre laquelle existent des présomptions suffisantes qu'elle a agi en tant qu'auteur, complice ou receleur dans le but de troubler l'ordre public, pourra être arrêtée sans mandat judiciaire ou ordonnance de contrainte par corps. La détention ne pourra durer au-delà du délai indispensable pour établir les faits et dépasser 24 heures après que le décret de restriction des garanties considéré ait cessé de produire ses effets. Dès que prendra fin l'état d'exception ou d'urgence, ou le plus tôt possible, la personne arrêtée sera remise en liberté mais si l'enquête permet d'établir qu'elle s'est rendue coupable d'un délit ou d'une faute, elle sera traduite devant les tribunaux compétents.

583. De même, l'article 29 de la loi précitée dispose qu'un délai raisonnable sera fixé pour le paiement des amendes en tenant compte des ressources de l'intéressé. Si l'amende n'est pas payée à l'expiration de ce délai, l'intéressé devra accomplir une peine de prison dont la durée sera fixée dans les conditions prévues par le Code pénal (voir articles 50 à 55). Le délai visé à l'article précédent ne pourra en aucun cas être inférieur à 48 heures. Pendant ce délai, l'intéressé pourra déposer un recours en révision de la décision le concernant auprès du fonctionnaire qui lui a infligé l'amende, qui devra rendre sa décision dans les deux jours suivants.

4. Loi concernant les élections et les partis politiques

584. L'article 133 de cette loi prévoit que des recours en interprétation ou en éclaircissement pourront être déposés contre les décisions et ordonnances du tribunal suprême électoral.

585. De même, l'article 134 de la loi concernant les élections et les partis politiques dispose que les décisions définitives rendues par le tribunal suprême électoral et les actes qu'il exécute dans l'exercice des attributions que lui confère l'article 125 de la loi pourront donner lieu à un recours

extraordinaire en amparo, dans les cas prévus par la loi constitutionnelle en la matière.

586. L'article 187 de la loi considérée indique que lorsque les termes d'une décision sont obscurs, ambigus ou contradictoires, des éclaircissements peuvent être demandés. Si un des points importants de l'affaire a été omis, un recours en interprétation peut être présenté. Ce recours devra être formé dans un délai de 48 heures à compter de la notification de la décision et le tribunal devra se prononcer à ce sujet dans les trois jours suivant sa présentation.

587. Aux termes de l'article 188 de cette loi, des recours en annulation pourront être présentés, par écrit, contre les décisions définitives rendues par les services du registre des citoyens ou ses délégations, auprès du fonctionnaire qui a pris la décision attaquée et dans un délai de trois jours suivant la dernière notification.

588. L'article 189 de la loi concernant les élections et les partis politiques dispose que le recours en annulation doit être soumis ensuite au directeur général du registre des citoyens, accompagné d'un exposé des faits et du rapport établi par le fonctionnaire en cause, pour qu'il se prononce dans un délai de huit jours.

589. L'article 190 de cette loi prévoit que les décisions définitives rendues par le directeur général du registre des citoyens sont susceptibles d'appel, qui devra être interjeté auprès de cette autorité dans un délai de trois jours, à compter de la dernière notification. On entend par décision définitive toute décision qui met fin à l'affaire, tranche un recours en annulation et celles indiquées expressément dans cette loi. La même procédure devra être suivie pour tous les autres appels prévus par la loi.

590. L'article 191 de la loi concernant les élections et les partis politiques prévoit que lorsque le recours a été présenté et notifié aux intéressés, le dossier et un rapport circonstancié seront transmis au tribunal suprême électoral, dans un délai de trois jours. Le tribunal suprême électoral entendra les intéressés dans un délai de trois jours et rendra sa décision dans un délai de huit jours. Le tribunal suprême électoral recevra les preuves qui lui seront présentées et pourra demander que lui soient soumis les rapports qu'il estimera utiles.

591. Aux termes de l'article 192 de cette loi, les décisions du tribunal suprême électoral ne pourront faire l'objet d'un recours en amparo que dans les cas prévus par la loi en la matière.

592. L'article 194 de la loi concernant les élections et les partis politiques dispose que les élections doivent avoir lieu dans un climat de liberté et de respect absolu des droits constitutionnels. Ces libertés et ces droits ne pourront en aucun cas être limités et un état d'exception ne pourra être proclamé avant la fin du processus électoral.

593. L'article 217 de la loi précitée prévoit que dès leur inscription, les candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République ne pourront être ni détenus ni inculpés, sauf si la Cour suprême de justice déclare qu'il

y a lieu de les mettre en accusation. Les candidats aux fonctions de député ou de maire ne pourront pas non plus être poursuivis, sauf si la chambre compétente de la Cour d'appel déclare aussi qu'ils doivent être mis en accusation. Ne sont pas visés par ces dispositions les cas de flagrant délit où les candidats pourront être arrêtés et mis immédiatement à la disposition du tribunal compétent. Si le tribunal déclare qu'une procédure doit être engagée à leur encontre, l'inscription de leur candidature doit être annulée.

594. L'article 246 de la loi précitée dispose que tout acte accompli dans le cadre du processus électoral pourra donner lieu à un recours en nullité, qui devra être formé dans les trois jours ouvrables suivant la dernière notification, auprès de l'autorité concernée et sera tranché par le tribunal suprême électoral dans un délai de trois jours après sa réception.

595. En conséquence, l'article 247 de la loi précitée établit que les décisions du tribunal suprême électoral peuvent donner lieu à un recours en révision, qui devra être formé auprès de ce tribunal dans les trois jours ouvrables suivant la notification faite à l'intéressé; ce recours devra être tranché dans un délai de trois jours suivant la date de sa présentation, délai qui pourra être prorogé de deux jours le cas échéant aux fins de pouvoir recueillir toute preuve pertinente.

596. L'article 248 de cette loi dispose qu'un recours en amparo pourra être formé contre les décisions définitives du tribunal suprême électoral, dans les cas établis par la loi en la matière, à condition qu'aient été au préalable épuisées les voies de recours prévues par l'article 247 de cette loi (concernant les élections et les partis politiques).

IV. INFORMATION ET PUBLICITE

597. Le Gouvernement de la République du Guatemala contribue à l'exécution de programmes de diffusion et d'information en matière de culture des droits de l'homme, au moyen de publications relevant de la responsabilité de l'imprimerie nationale, et notamment des documents suivants :

- a) Que sont les droits de l'homme;
- b) L'Organisation des Nations Unies et les droits de l'homme;
- c) La Charte internationale des droits de l'homme;
- d) Les droits des peuples;
- e) Les grands moyens de communication et les droits de l'homme;
- f) Le Manuel international des droits de l'homme;
- g) Quatrième approche criminologique des.

598. Le Diario Oficial publie des articles sur les droits de l'homme deux fois par semaine.

599. En conséquence, l'Etat du Guatemala déploie constamment des efforts pour faire connaître à la population et aux autorités compétentes les droits de l'homme énoncés dans les divers instruments internationaux, dont il est signataire. Il mène également des campagnes de sensibilisation de la population au moyen d'affiches concernant les droits de l'homme. Il diffuse également des programmes radiodiffusés à l'échelon national et télévisés en particulier à destination des zones urbaines.

600. Des séminaires, des ateliers et des réunions ont été organisés dans les chefs-lieux des départements et dans plusieurs municipalités pour faire largement connaître la nécessité de respecter et de garantir les droits de l'homme.

601. Plusieurs journaux de la capitale ont publié des textes en langue maya, mais ceux-ci n'ont pas eu tous les effets voulus, car la diffusion de la presse écrite est limitée aux zones urbaines et ne s'étend pas à la population des zones rurales. Il y a lieu de relever qu'il existe des publications en langue mam, quiché, cakchiquel et kekchí.

602. Plusieurs institutions de l'Etat sont chargées de la diffusion et de la publicité en matière de droits de l'homme. On peut citer à cet égard surtout le bureau du procureur chargé des droits de l'homme, les ministères de l'éducation et de l'intérieur. Ce dernier, par l'entremise de la Direction de l'information et des questions internationales, édite des textes et des brochures dans le domaine des droits de l'homme, qui sont constamment diffusés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement dans tout le pays, et des institutions attachées à la défense et au respect des droits de l'homme. On prépare actuellement des éditions dans les langues d'origine maya qui devraient être diffusées sur tout le territoire.

603. Une brochure intitulée code de conduite à l'intention des responsables de l'application des lois a été publiée et remise à tous les services et organismes de l'Etat aux fins de sa diffusion.

604. La majeure partie des publications établies par le ministère de l'intérieur bénéficient du soutien technique et financier de l'Organisation des Nations Unies.

605. L'Etat du Guatemala, par l'intermédiaire de différentes institutions, a mené à bien des activités éducatives concernant les droits de l'homme et la femme, l'enfance, la jeunesse, les maisons de la culture, les forces civiles de sécurité, les travailleurs, le mouvement coopératif, les coopératives autochtones et le corps enseignant national.

606. Quant à la question de savoir si le contenu des rapports fait l'objet de débats publics, à ce jour aucune activité de ce genre n'a été entreprise. Toutefois, on espère que dans l'avenir le contenu des rapports sera porté à la connaissance des différents groupes sociaux qui s'attachent au respect et à la jouissance des droits de l'homme.

607. On utilise actuellement une méthode propre à permettre la participation de tous les groupes sociaux du pays afin qu'ils apportent leur contribution à l'établissement de manière plus objective du rapport.